

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 352 - JUILLET/AOÛT 2023

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 352

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Offre en retrait, maintien des cours des femelles bien conformées
- Les échanges de viande bovine ont ralenti

Jeunes bovins

Europe

- Demande poussive

Femelles

Europe

- Entre stabilité et baisses des cours

Maigre

- Les prix des broutards stables début juillet

Veaux de boucherie

- La consommation baisse plus vite que la production

Veaux laitiers

- Reprise des exportations vers l'Espagne

Lait de vache

France

- Reflux persistant de la collecte laitière française

Marché des produits laitiers

- Trajectoire contrastée des principaux producteurs mondiaux de fromages

Viande ovine

France

- Le commerce se réveille momentanément pour l'Aïd-el-Kébir

UE et monde

- Des agneaux néozélandais et australiens compétitifs

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Des transformations fromagères ralenties par la demande

Marchés des grains : les cours se redressent après la détente

Offre restreinte en viande comme en maigre

Dernière révision le 19 juillet 2023

Les cheptels bovins et les naissances poursuivent leur recul, de même que les abattages et les exportations de viande et de vif.

L'inflation et les fortes chaleurs en Europe du Sud pèsent sur la demande et sur les prix européens des bovins finis. En France, les vaches laitières et les jeunes bovins pâtissent de ce contexte baissier, mais le manque d'offre soutient les prix des vaches allaitantes et des broutards. La cotation du veau de boucherie poursuit sa baisse saisonnière.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

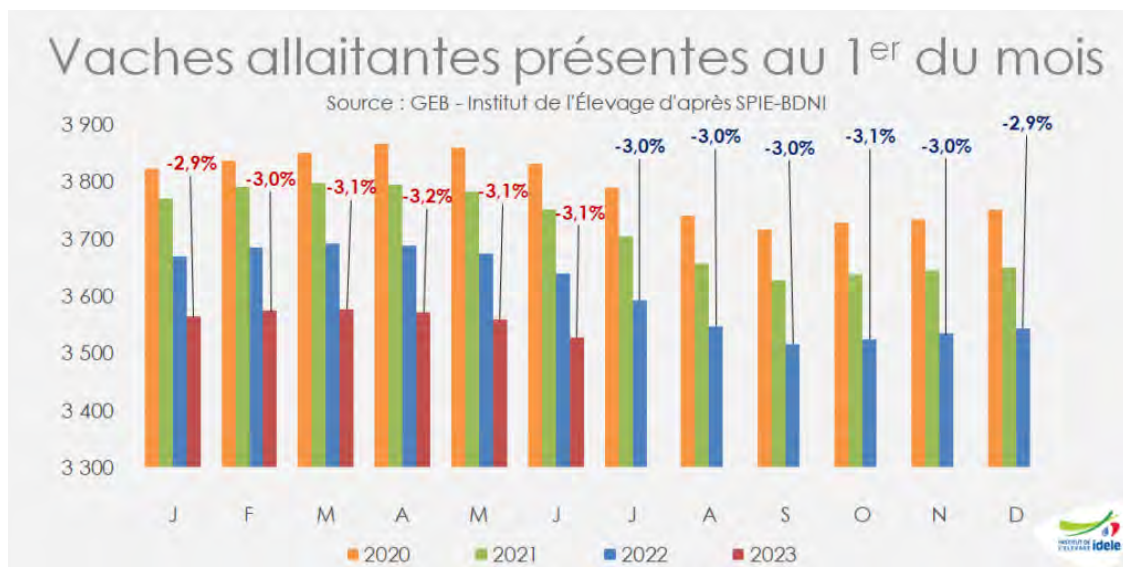
Offre en retrait, maintien des cours des femelles bien conformées

Dernière révision le 19 juillet 2023

Pas de trêve dans la décapitalisation, ni dans le recul des abattages. Les prix des vaches les mieux conformées se tiennent, mais ceux des vaches laitières sont sous pression. Les cours des jeunes bovins poursuivent leur baisse saisonnière.

La décapitalisation allaitante à -3,1% au 1^{er} juin

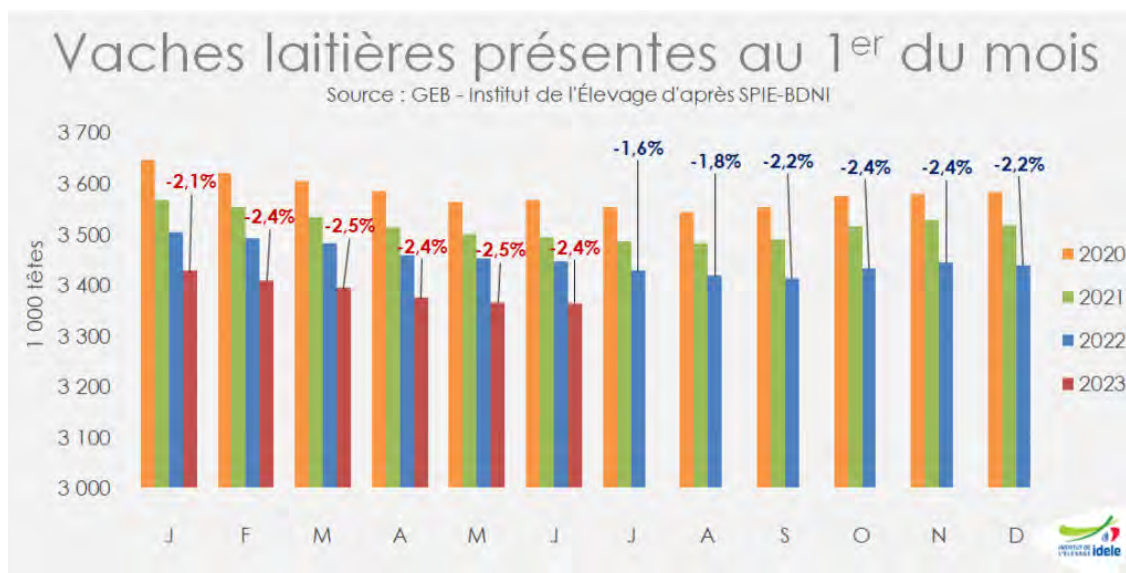
Au 1^{er} juin, le recul du **nombre de vaches allaitantes** présentes en France atteignait **-3,1% /2022**, à 3,528 million de têtes. Le repli atteint 11% en 5 ans, le cheptel allaitant ayant perdu 440 000 vaches depuis le 1^{er} juin 2018.



La très forte baisse des entrées de primipares dans les troupeaux reste le principal moteur de cette décapitalisation, qui ne donne plus lieu à un afflux de réformes de vaches. Sur 12 mois glissants (juin 2022-mai 2023), le recul des entrées de génisses a atteint -5% par rapport à la période précédente.

La décapitalisation laitière à -2,4% au 1^{er} juin

Le **nombre de vaches laitières** au 1^{er} juin était toujours en net recul par rapport à l'an dernier (**-2,4% /2022** à 3,365 millions de têtes). En 5 ans, la baisse se chiffre à -8%, soit -295 000 vaches. Là aussi, le recul des entrées de génisses, particulièrement prononcé, constitue le principal moteur de la baisse. Il a atteint -7% d'un an sur l'autre sur 12 mois glissants.

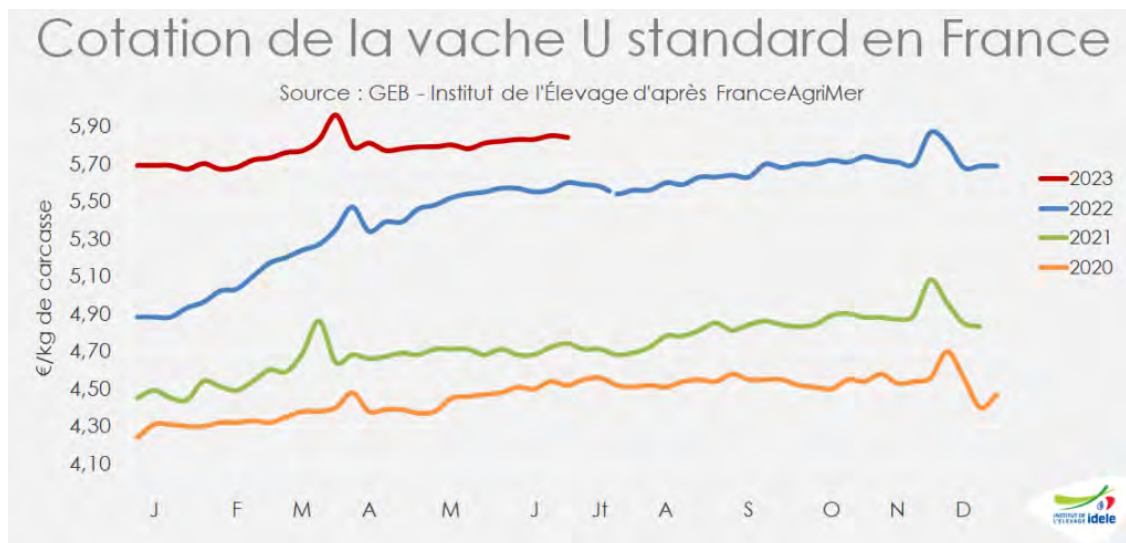


Les abattages reculent

Sur les quatre dernières semaines connues (24 à 27), les abattages de gros bovins ont enregistré une baisse de -5% /2022 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. La baisse se chiffrait à -5% pour les vaches laitières et -12% pour les vaches de type viande. Les abattages de génisses de type viande étaient stables, de même que ceux de jeunes bovins de type viande. Les abattages de jeunes bovins laitiers restaient en recul (-3%), de même que ceux de bœufs (-1%).

Les cotations des vaches de type viande restent bien orientées

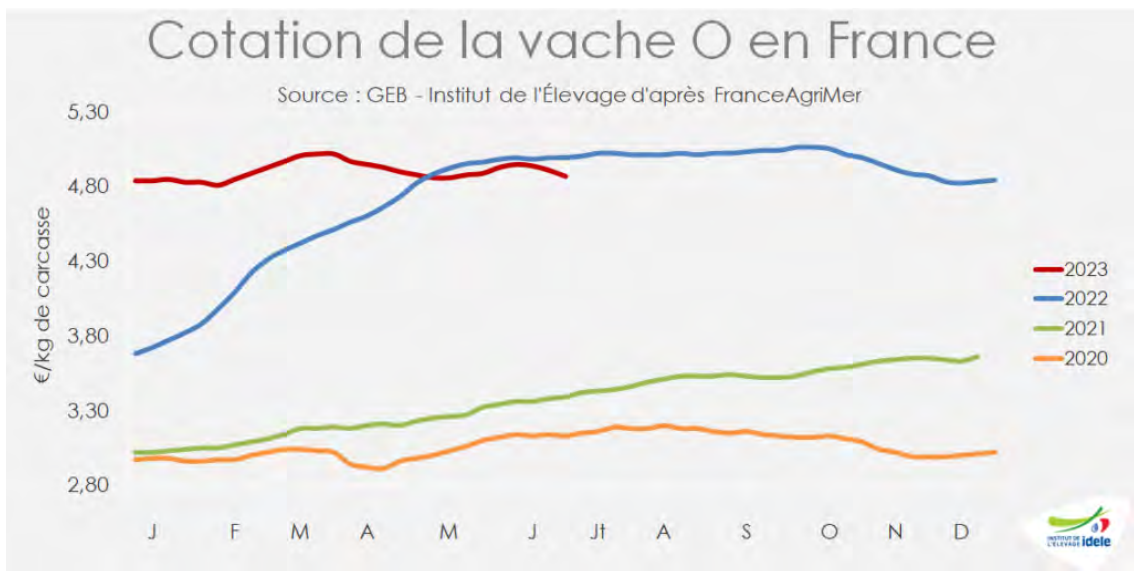
La baisse de l'offre à abattre permet de soutenir les cours des vaches les mieux conformées.



La **cotation de la vache U** standard a gagné 2 centimes en un mois pour remonter à 5,84 €/kg de carcasse en semaine 27 (+4% /2022 et +23% /2021). Celle de la vache R oscillait autour de 5,45 €/kg (+3% /2022 et +32% /2021).

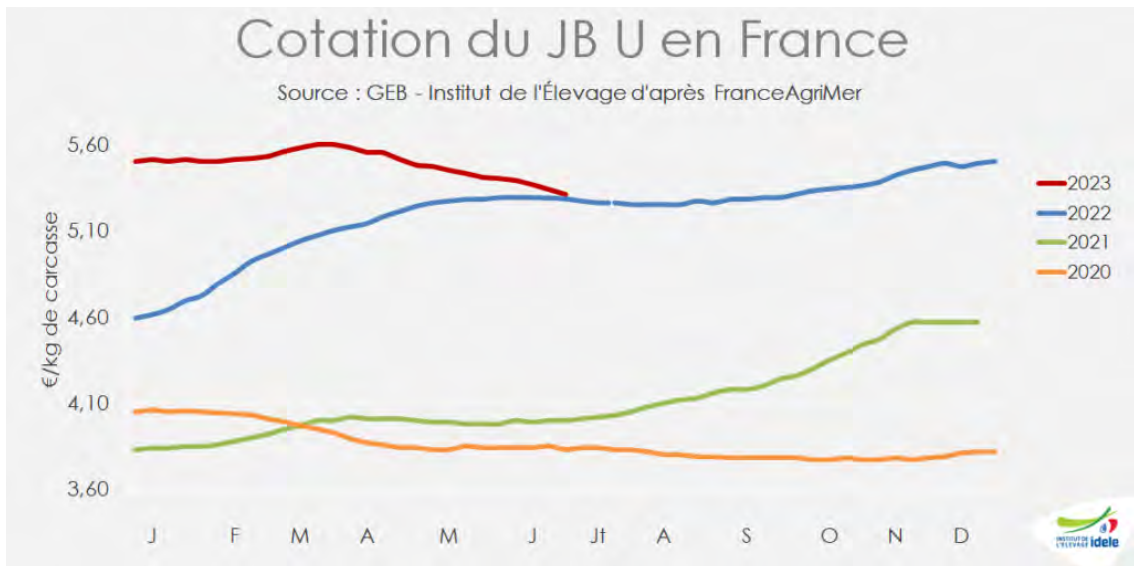
Les cotations des laitières sous pression

Le différentiel de prix avec les réformes des pays voisins (lire l'article sur les femelles en Europe) et la hausse des importations font pression sur les cours des vaches laitières françaises. La cotation de la **vache O** a perdu 6 centimes en un mois à 4,87 €/kg (-2% /2022 mais +44% /2021). Celle de la **vache P** a perdu 9 centimes à 4,63 €/kg (-5% /2022 mais +47% /2021).



Baisse saisonnière des prix des jeunes bovins

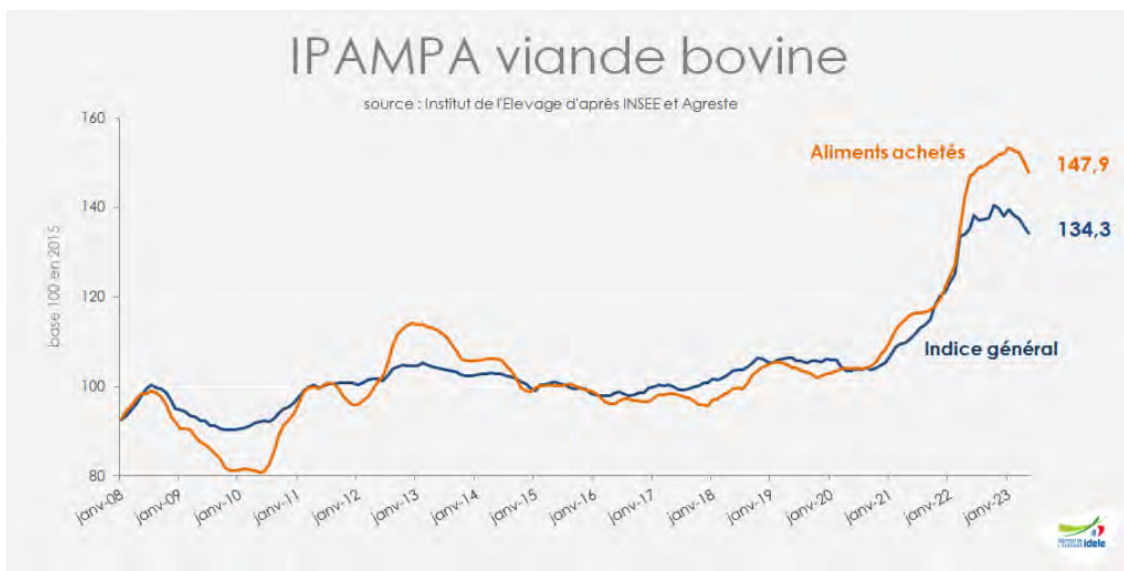
Les prix des jeunes bovins français, qui poursuivent leur baisse saisonnière dans le sillage des prix italiens, sont retombés sur leur niveau de 2022. La concurrence des viandes polonaises et allemandes sur les marchés export (lire l'article sur les JB en Europe) oblige par ailleurs les opérateurs français à concéder des baisses de prix à la vente. L'offre est toutefois globalement réduite sur le marché européen.



La **cotation du JB U** a perdu 9 centimes en un mois pour retomber à 5,31 €/kg en semaines 27 (+1% /2022 et +33% /2021). Celle du **JB R** a perdu 11 centimes à 5,17 €/kg (= /2022 et +35% /2021) et celle du **JB O** 6 centimes, à 4,92 €/kg (= /2022 et +45% /2021).

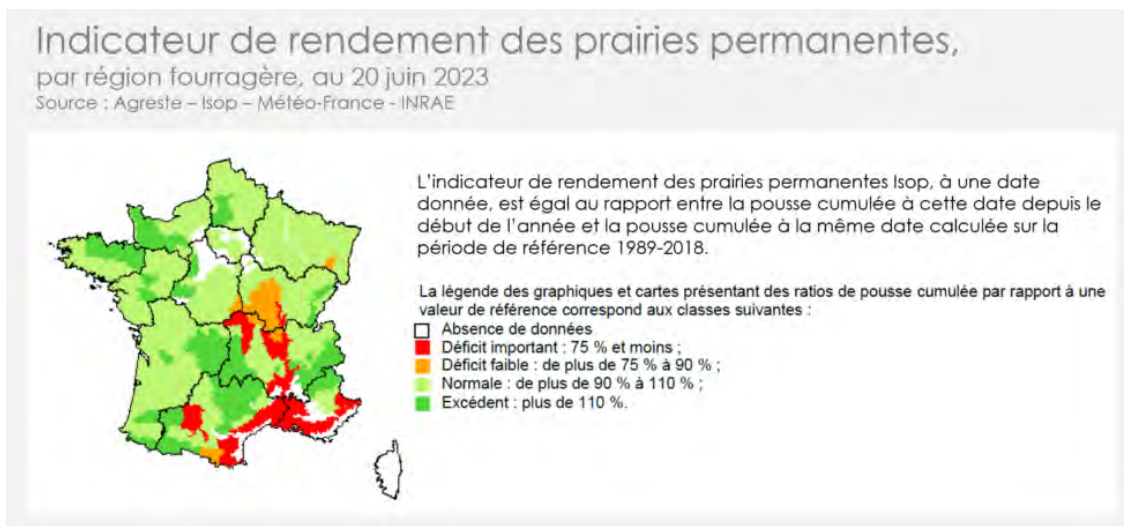
Les charges en baisse mais toujours très élevées

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait en mai à **134,3 points** (-0,8% /2022, mais toujours +21% /2021). L'indice des prix des aliments achetés restait à +0,6% /2022 et +28% /2021. L'indice des énergies et lubrifiants était en revanche retombé à 150,4 (-15% /2022, mais encore +32% /2021) et celui des engrais et amendements à 156,7 (-25% /2022, mais +57% /2021).



Un début de saison d'herbe plutôt favorable sur une grande partie du territoire

D'après la note de suivi de la pousse de l'herbe des prairies permanentes publiée par Agreste, la production cumulée des prairies permanentes au 20 juin était supérieure de 3% à celle de la période de référence 1989-2018 au niveau national. Le pourtour méditerranéen et la vallée du Rhône enregistrent toutefois une pousse déficitaire en lien avec une sécheresse importante, de même qu'une partie de l'Auvergne, de l'Occitanie et de la Bourgogne. Les fréquentes pluies dans le sud de la France ont été bénéfiques. À l'inverse, la sécheresse s'est accentuée dans le Nord, atténuant quelque peu un début de campagne favorable.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

Les échanges de viande bovine ont ralenti

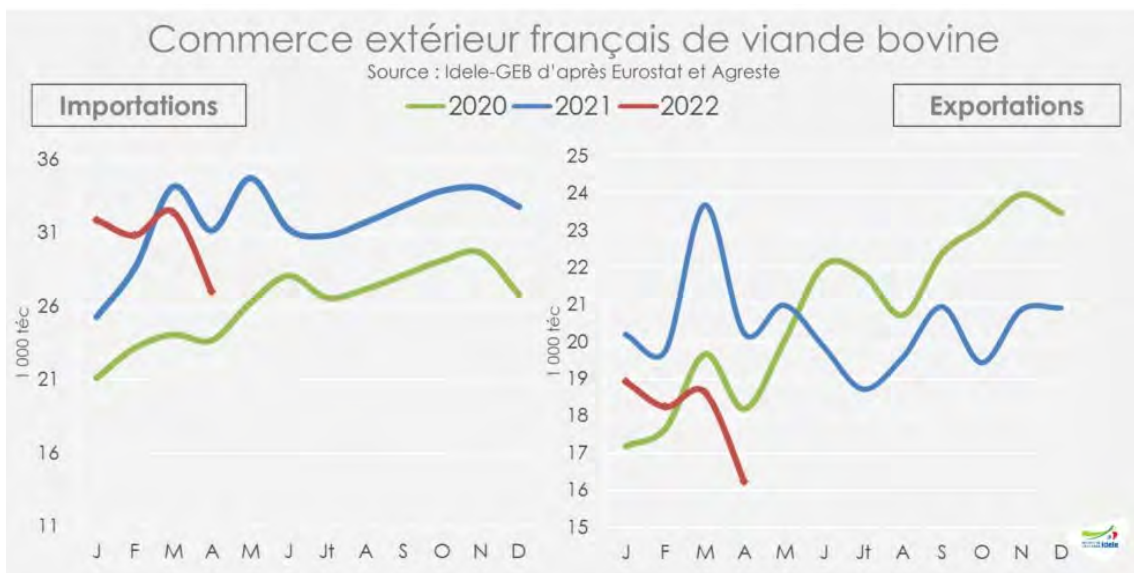
Dernière révision le 19 juillet 2023

Les échanges français de viande bovine ont marqué le pas en avril dernier. Si la consommation a également reculé, elle restait en hausse en cumul depuis le début de 2023. Les ventes du secteur de la RHD ont progressé, mais l'inflation a continué de peser sur les achats au détail.

Le commerce extérieur français a marqué le pas

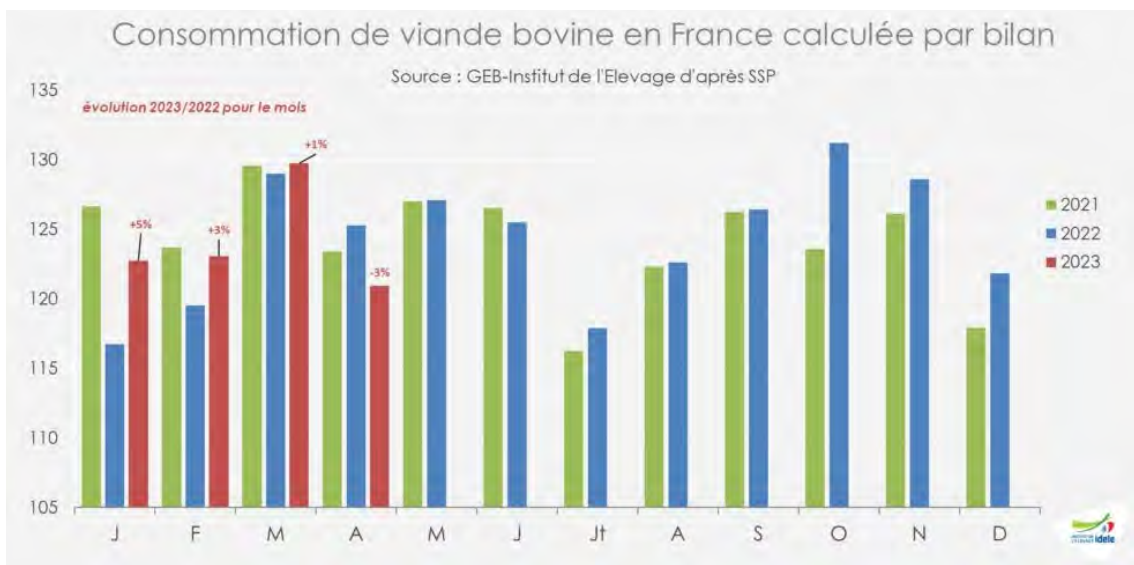
Après un premier trimestre 2023 plutôt soutenu, les **importations françaises de viande bovine** se sont repliées en **avril**, à 26 600 téc (-15% /2022, +12% /2021). En **cumul depuis le début de l'année**, elles restaient cependant en hausse sur un an, à 122 000 téc (+2% /2022, +32% /2021).

En **avril**, les **exportations** ont à nouveau reculé, faute de disponibilités françaises et dans un contexte plus concurrentiel, à 16 000 téc (-21% /2022, -12% /2021). En **cumul depuis le début de l'année**, elles étaient en recul, à 72 000 téc (-15% /2022, -1% /2021). *Attention toutefois, le niveau d'échanges est affecté par des flux avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas (cf. infra).*

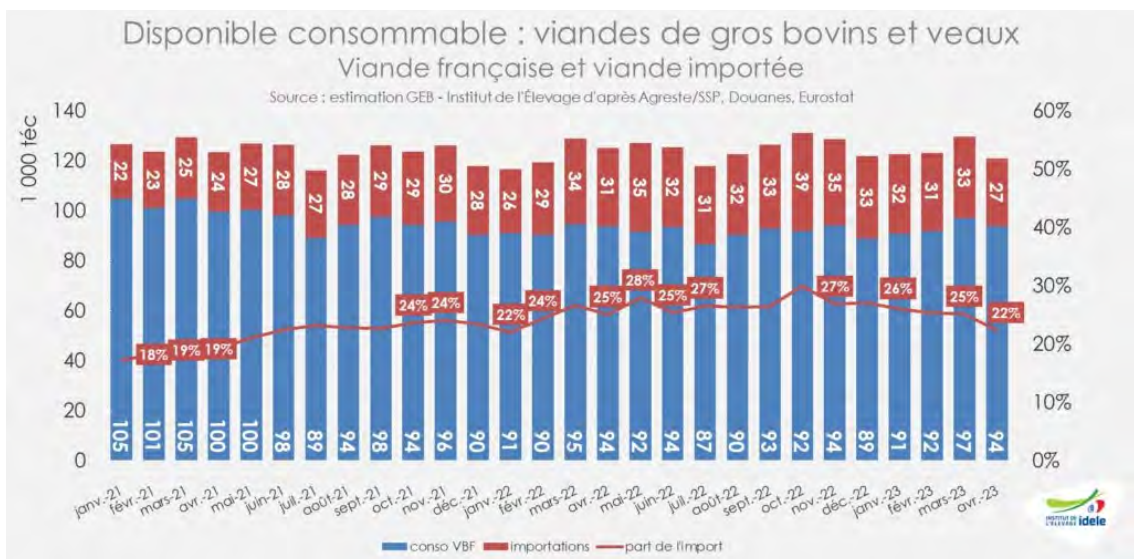


La consommation en hausse depuis début de 2023 mais en baisse en avril

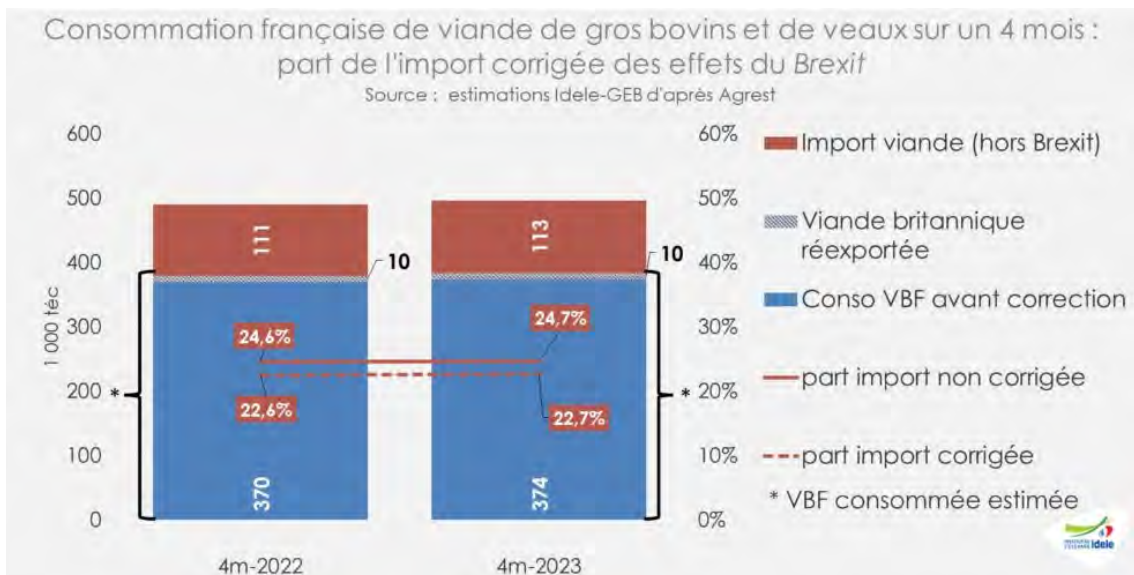
En **avril 2023**, la consommation calculée par bilan de viande bovine (gros bovins et veau) a également marqué le pas, à 121 000 téc (-3% /2022, -2% /2021). En cumul sur **4 mois**, la consommation restait en progression sur un an, à 496 500 téc (+1% /2022, -1% /2021).



La **part de viande bovine importée** au sein du disponible consommable étaient en net retrait en avril, à 22,4%, cette part d'import restant surestimée par les effets du *Brexit*. Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

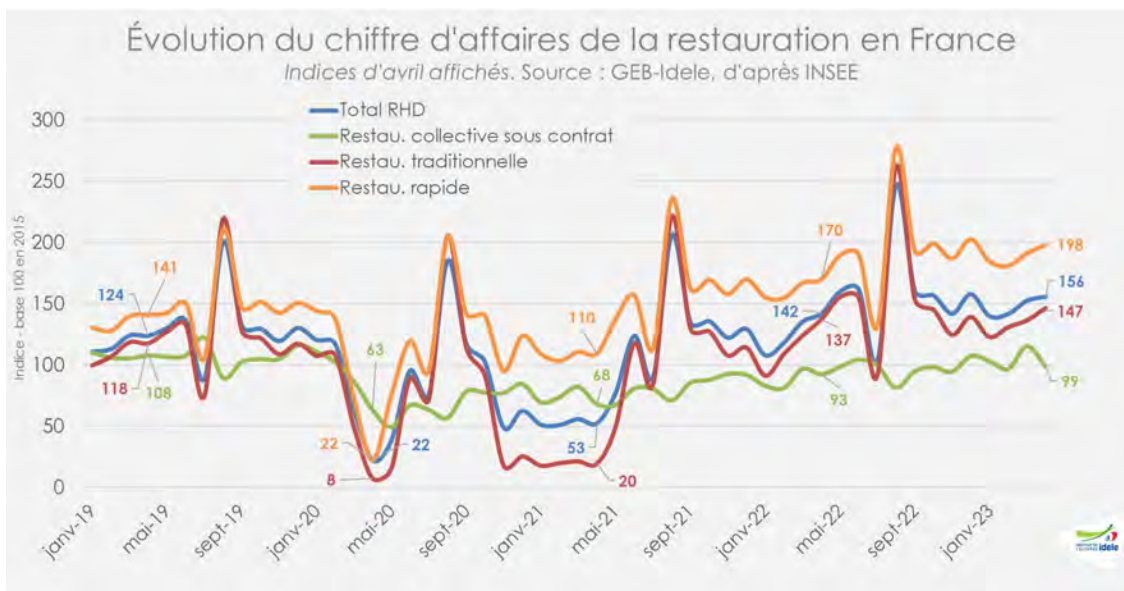


En cumulo sur les 4 premiers mois de 2023, le taux d'import dans le disponible consommable a officiellement atteint 24,6% contre 24,7% un an auparavant. Mais en corrigeant les importations françaises des flux liés au dédouanement de produits britanniques destinés à la réexportation vers les Pays-Bas depuis le *Brexit*, ce taux aurait plutôt atteint 22,6%, contre 22,7% un an auparavant.

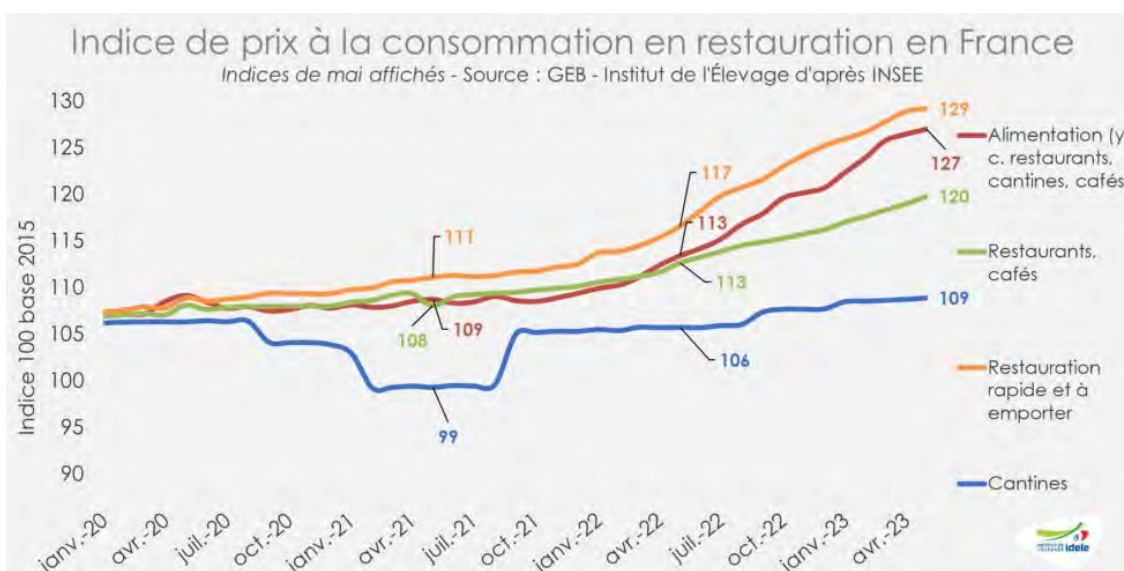


L'inflation participe à la progression du chiffre d'affaires de la restauration

D'après l'INSEE, le chiffre d'affaires global de la restauration en France a poursuivi sa progression en avril dernier (+10% /2022 et +26% /2019). En cumulo sur 4 mois, le constat était le même (+17% /2022 et +25% /2019). Les performances du *fast-food* (+17% /2022 et +40% /2019) et de la restauration traditionnelle (+16% /2022 et +21% /2019) restaient bonnes.

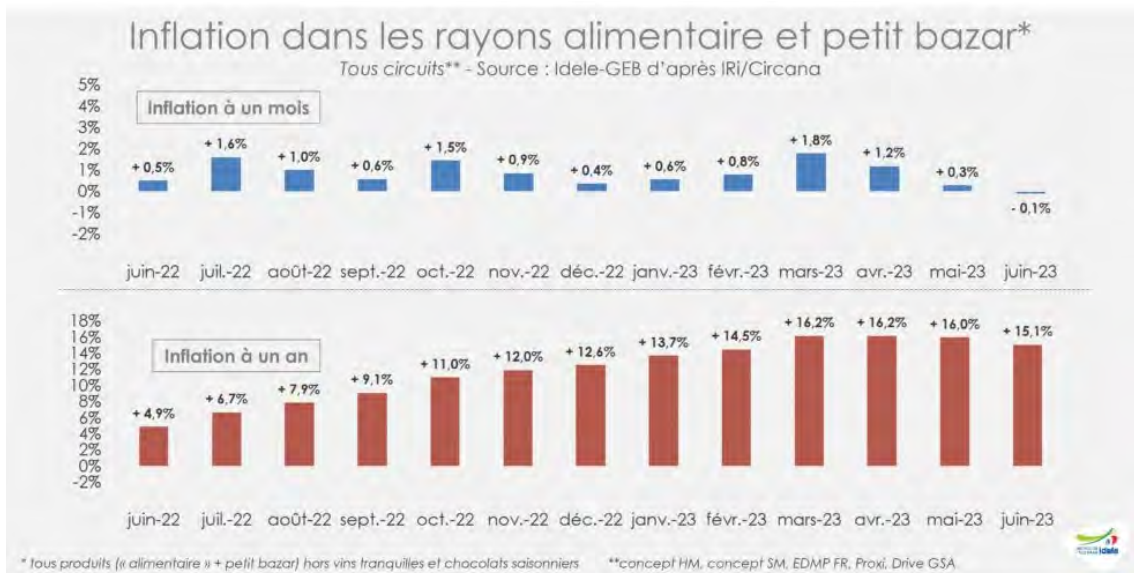


En avril, la progression générale du chiffre d'affaires de la restauration restait supérieure à l'inflation du secteur. Sur un an, les prix avaient augmenté de 12% en restauration et de 7% dans les restaurants et cafés. La hausse globale de l'inflation en restauration s'est également poursuivie en mai (+12% / 2022).

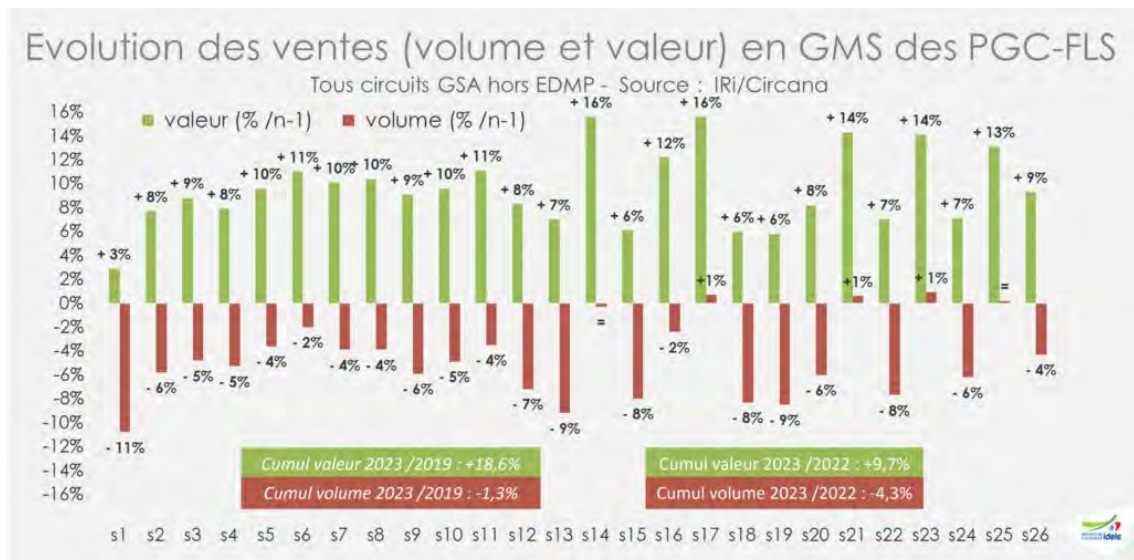


L'inflation au détail a reflué pour la première fois depuis longtemps en juin

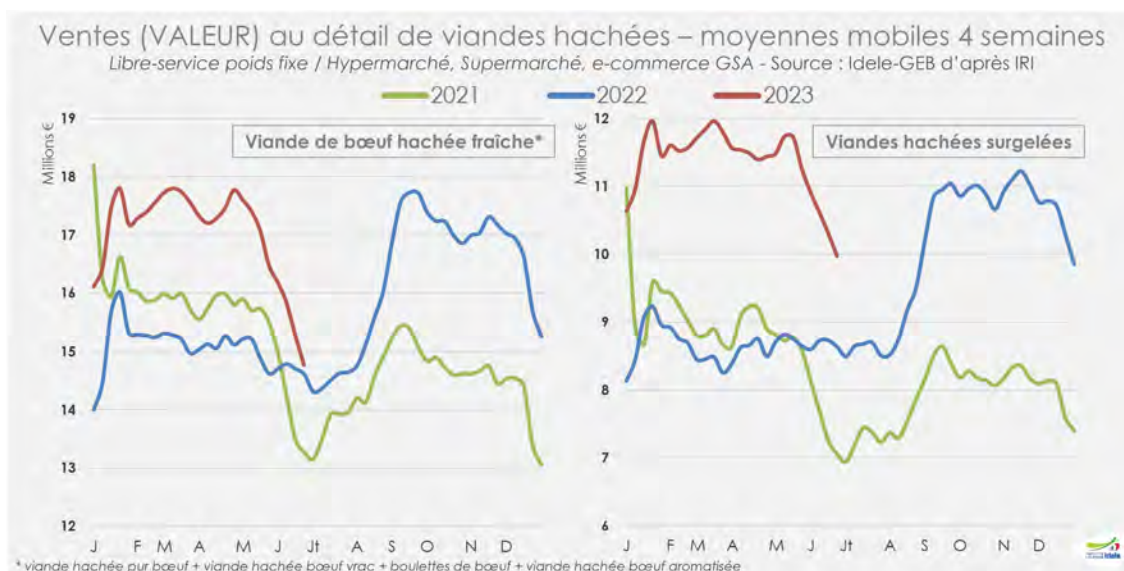
D'après IRI/Circana, l'inflation à un an dans les rayons alimentaires et petit bazar a entamé une décélération en juin (+15,1% /2022 contre +16,0% un mois auparavant). La baisse de l'inflation était aussi marquée dans les rayons produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) et surgelés (dont les viandes congelées) à respectivement +14,6% et +17,5% /2022 (contre +15,6% et +19,3% un mois auparavant). Pour la première fois depuis le début de la vague de hausse des prix, l'inflation à un mois était même en recul.



Malgré ce début de décrue, l'inflation reste soutenue. D'après IRI/Circana, cette hausse des prix participe à une baisse sensible des volumes commercialisés de produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS). En cumul sur les 26 premières semaines de 2023, les ventes en valeur étaient en nette hausse par rapport à l'avant et l'après-covid (+10% /2022 et +10% /2019), mais les ventes en volumes étaient en recul (-4% /2022 et -1% /2019).



Avec une météo plus favorable et un pouvoir d'achat toujours affecté par l'inflation, le rythme de progression des ventes en valeur au détail de viande hachée, notamment fraîche, a diminué. Depuis le début de l'année (semaines 1 à 26), elles restaient cependant supérieures aux deux années précédentes pour le bœuf haché frais (+12% /2022 et +10% /2021). C'était également le cas pour la viande hachée surgelée (+30% /2022 et +31% /2021).



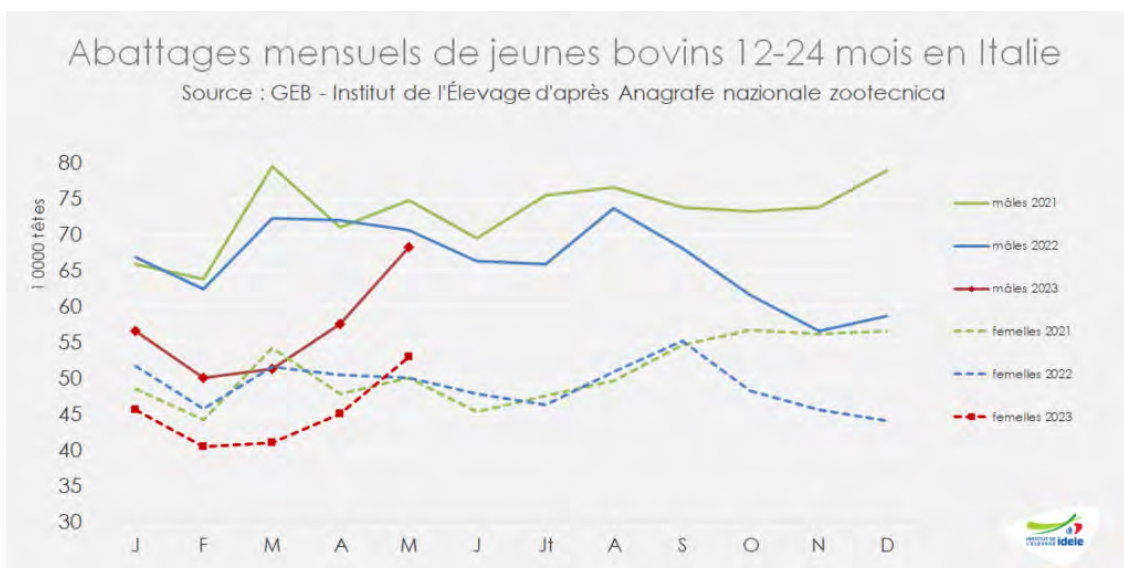
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Demande poussive

Dernière révision le 19 juillet 2023

La demande européenne pour la viande de jeune bovin atteint son point bas saisonnier en été. Elle est particulièrement atone cette année du fait de la réduction du pouvoir d'achat et des épisodes de forte chaleur qui n'incitent pas à cuisiner de la viande.

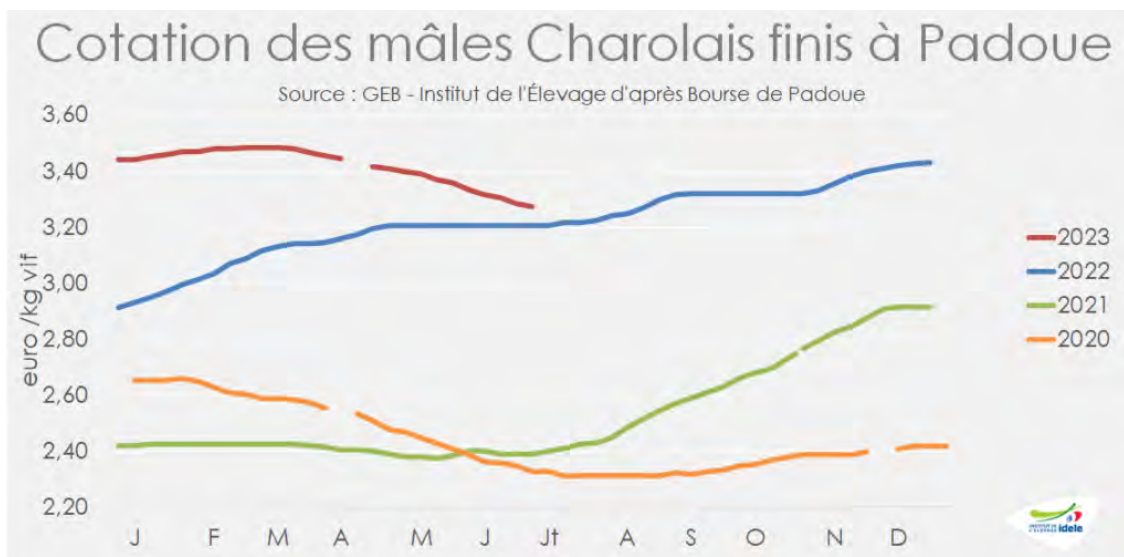
ITALIE : une offre plus abondante en mai

En Italie, les **sorties de jeunes bovins** avaient été considérablement limitées entre octobre et avril. Les engraisseurs avaient en effet été particulièrement prudents dans les mises en place 6 mois plus tôt, en raison de la flambée des matières premières et de la sécheresse. Le mois de mai a confirmé le retour à la normale des abattages, initié timidement en avril.



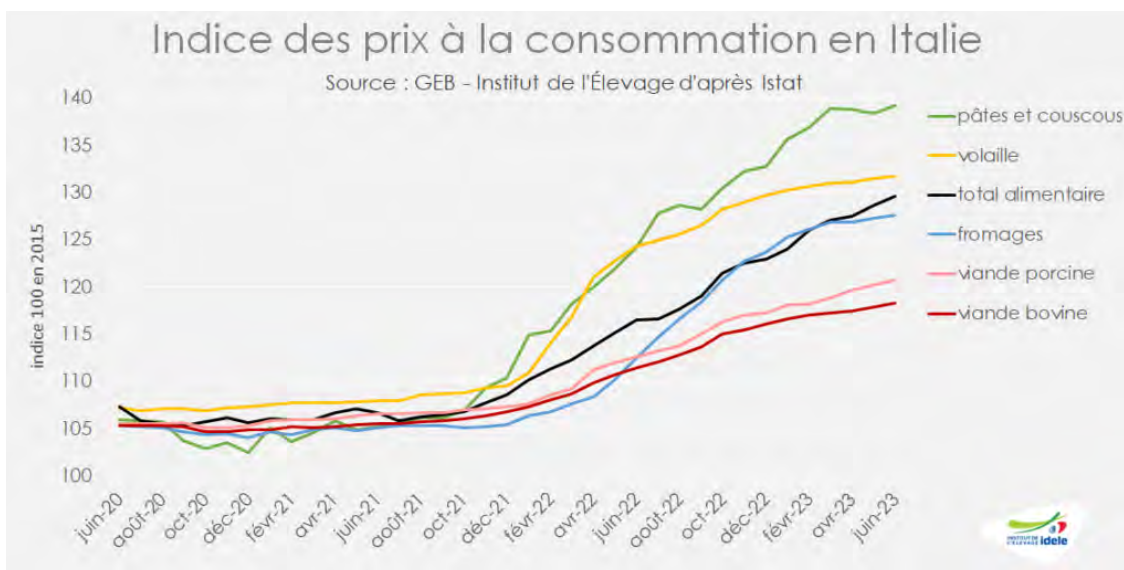
D'après l'*Anagrafe nazionale zootecnica* (BDNI italienne), les abattages de bovins de 1 à 2 ans sont remontés à 121 000 têtes en mai (= /2022), dont 68 000 mâles (-3% /2022) et 53 000 femelles (+6%). En cumul sur les cinq premiers mois de l'année, le recul reste inédit : -10% /2022 pour les femelles et -18% pour les mâles.

Les **prix** des jeunes bovins mâles charolais poursuivent leur baisse saisonnière. La cotation de Padoue a perdu 6 centimes en un mois à 3,28 €/kg vif (+2% /2022 et +37% /2021).



Sur la bourse de Modène, les cotations des mâles charolais finis ont également perdu 7 centimes, pour tomber à 3,44 €/kg vif pour la catégorie *extra* (+4% /2022 et +32% /2021) et 3,31 €/kg pour la catégorie *prima qualité* (+3% /2022 et +34% /2021). Le mâle limousin a perdu 6 centimes à 3,63 €/kg vif (+7% /2022 et +32% /2021). La cotation de la femelle limousine est restée stable à 3,69 €/kg (+7% /2022 et +26% /2021) et celle de la femelle charolaise n'a perdu que 2 centimes à 3,41 €/kg (+5% /2022 et 26% /2021).

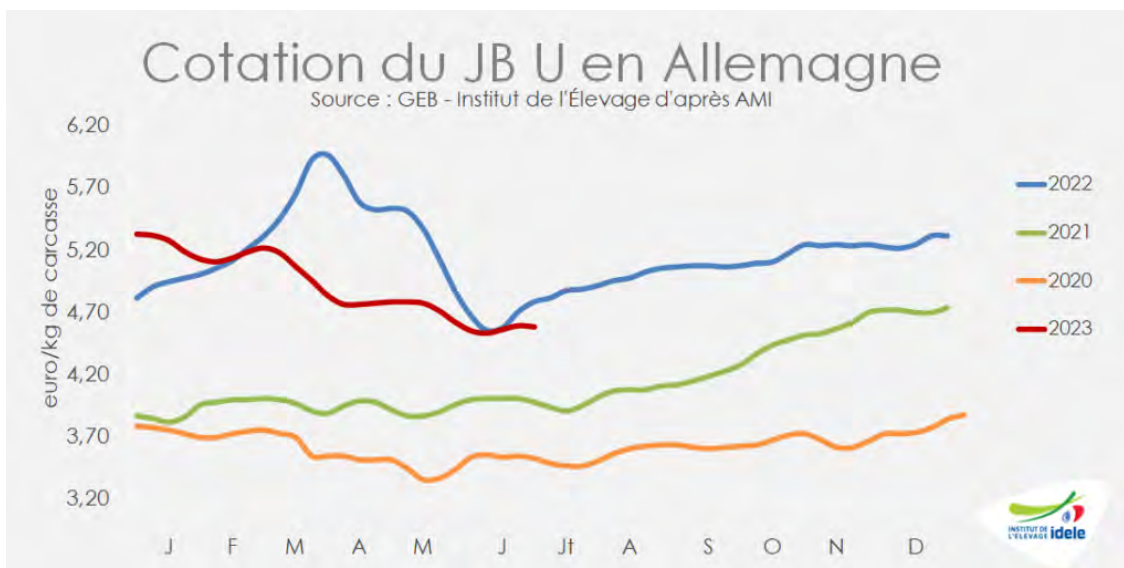
L'inflation générale sur un an a poursuivi son repli en juin selon Istat (à +6,4% /2022 contre +7,6% en mai), les produits alimentaires restaient toutefois particulièrement concernés (+11,2% en juin contre +11,8% en mai). La hausse des prix à la consommation en viande bovine restait modérée (+6,1%) au regard d'autres produits comme les fromages (+13,4%), les œufs (+13,5%) ou les pâtes et semoules (+12,0%). L'inflation sur un an pour les autres viandes a également ralenti (+7,2% sur la viande de porc et +6,0% sur la volaille dont le prix avait très fortement augmenté au printemps 2022).



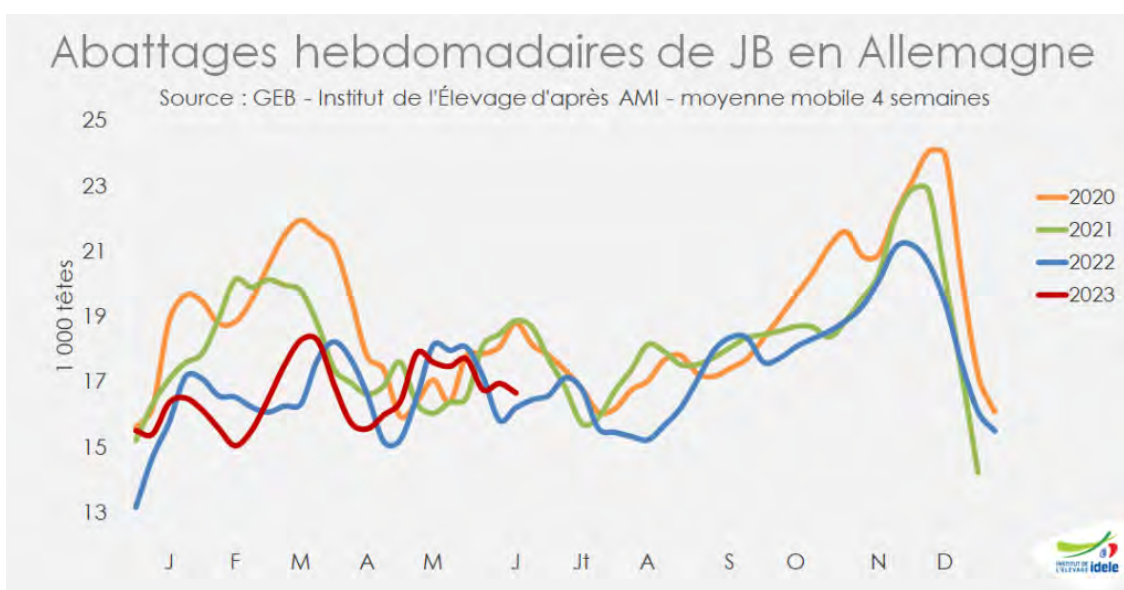
ALLEMAGNE : demande très calme

En **Allemagne**, la demande a été poussive en début d'année. La perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation a fortement affecté la **consommation allemande** de viande bovine. Sur les cinq premiers mois de l'année, les achats des ménages de viande bovine piécée ont chuté de -9% /2022 d'après le panel GFK, alors que les produits meilleur marché se maintenaient mieux (-1% pour les saucisses, et même +2% pour la viande hachée mélangée porc/bœuf). Pour plus de détail sur la consommation allemande, lire l'article sur les vaches en Europe.

Cette baisse de la demande a conduit à une **baisse saisonnière marquée des prix** des jeunes bovins. Après un petit répit en mai-juin, qui leur a permis de regagner quelques centimes, la demande est de nouveau atone. A l'entrée dans l'été, les vacances ne sont pas propices à la consommation de viande et les prix s'orientent de nouveau à la baisse. Les opérateurs attendent la mi-août pour que les affaires reprennent. Le JB U cotait 4,58 €/kg de carcasse en semaine 26 (-4% /2022 et +15% /2021), le JB R 4,54 €/kg éc (-4% /2022 et +16% /2021) et le JB O 4,30 €/kg éc (-4% /2022 et +16% /2021).



Les **abattages** de jeunes bovins restent limités mais ont été légèrement plus élevés que l'an dernier en juin (+3% /2022 sur les semaines 23 à 26). Ils restaient toutefois largement inférieurs à leurs niveaux des années précédentes (-9% /2021).



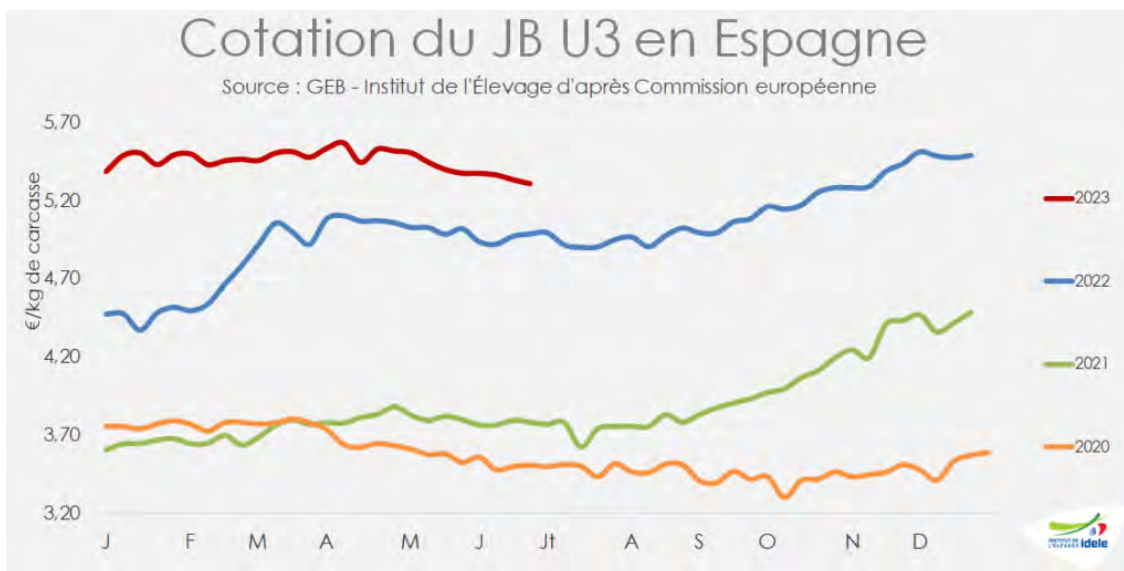
L'**enquête cheptel** de mai annonce une légère hausse des effectifs de mâles de 1 à 2 ans présents dans les étables allemandes (+0,9% à 862 000 têtes). Les mâles plus jeunes (de 8 à 12 mois) étaient en revanche un peu moins nombreux (-1,8% à 387 000 têtes).

ESPAGNE : demande en berne

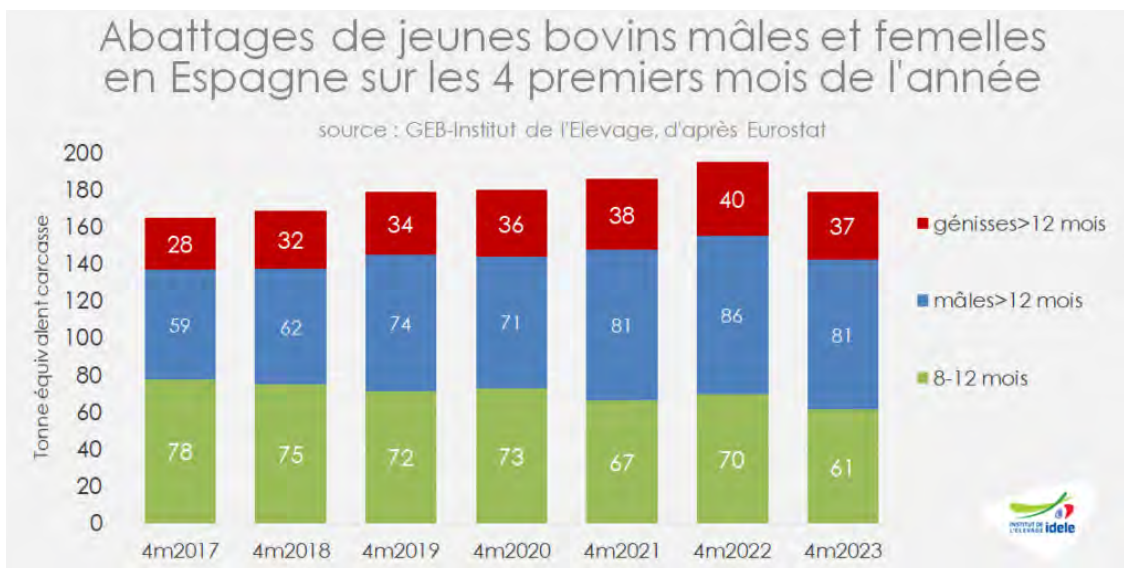
En **Espagne**, les très fortes chaleurs et la baisse du pouvoir d'achat ont réduit fortement la **demande**. Les opérateurs espèrent que la **saison touristique**, annoncée record, redynamisera la consommation de bœuf. En mai, l'Espagne a accueilli 8,2 millions de touristes étrangers, un record absolu depuis le pic de mai 2018 (8,1 millions). Ceci porte à 29,2 millions le nombre d'arrivées de touristes étrangers sur les cinq premiers mois de l'année (contre 29,3 millions en 2019) d'après le ministère du tourisme.

Sur les **marchés export**, la viande espagnole est concurrencée par les origines Pologne et Allemagne, meilleur marché.

Les **prix** des JB sont restés orientés à la baisse en juin mais restent bien supérieurs à leurs niveaux déjà élevés de l'an dernier. La cotation du JB U a perdu 7 centimes en un mois pour tomber à 5,31 €/kg de carcasse (+6% /2022 et +40% /2021). La cotation du JB R oscillait autour de 5,29 €/kg (+8% /2022 et +41 €/2021) et celle du JB O autour de 5,06 €/kg (+10% /2022 et +45% /2021).



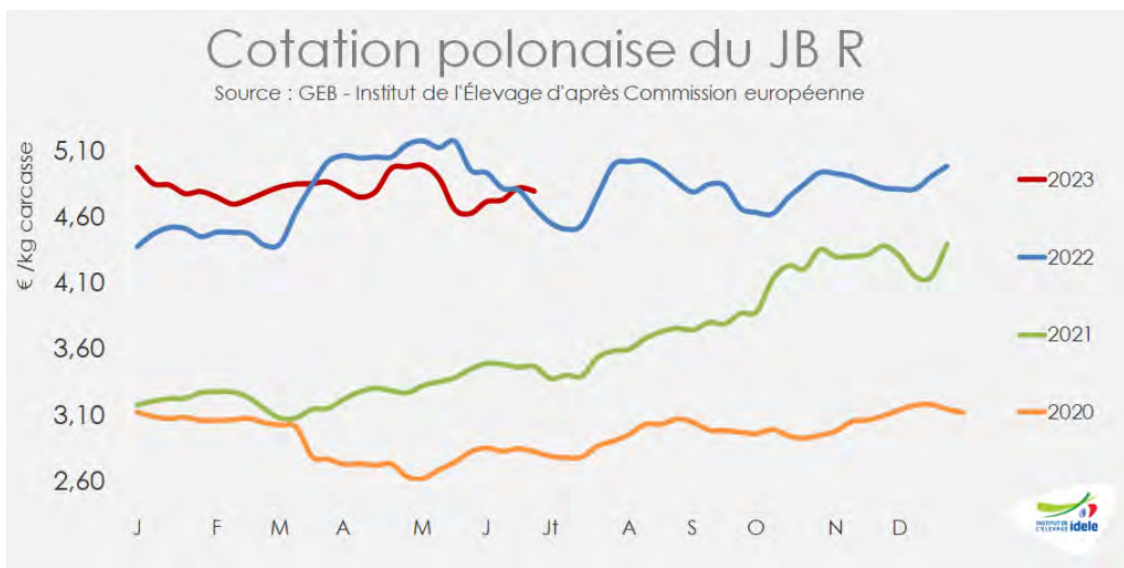
Après plusieurs années de hausse, la **production espagnole marque le pas**. Sur le 1^{er} quadrimestre, les abattages de jeunes bovins mâles et femelles sont retombés à 179 000 téc (-8% /2022 et -4% /2021), dont 81 000 téc issues de mâles de 1 à 2 ans (-5% / 2022 ; = /2021), 61 000 téc de bovins de 8-12 mois (-12% /2022 et -8% /2021) et 37 000 téc de génisses (-8% /2022 et -4% /2021).



Malgré les pluies du mois de mai, quelques orages en juin et les intempéries de début juillet, la sécheresse continue d'inquiéter les autorités et les éleveurs. Les réserves hydriques du pays restent historiquement basses d'après une note du Ministère espagnol de la transition écologique du 11 juillet.

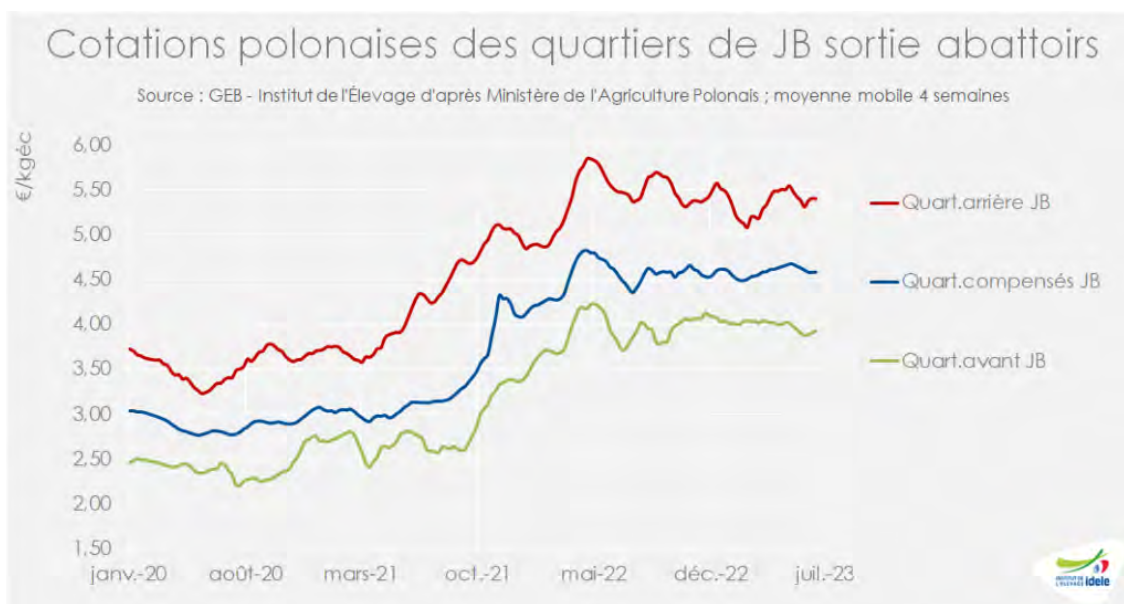
POLOGNE : les prix repassent au-dessus de leur niveau de 2022

Les **cotations** des jeunes bovins polonais sont repassées au-dessus leur cours de 2022, à 4,80 €/kg de carcasse pour le JB R en semaine 26 (+3% /2022 et +38% /2021) et 4,63 €/kg pour le JB O (+3% /2022 et +38% /2021).

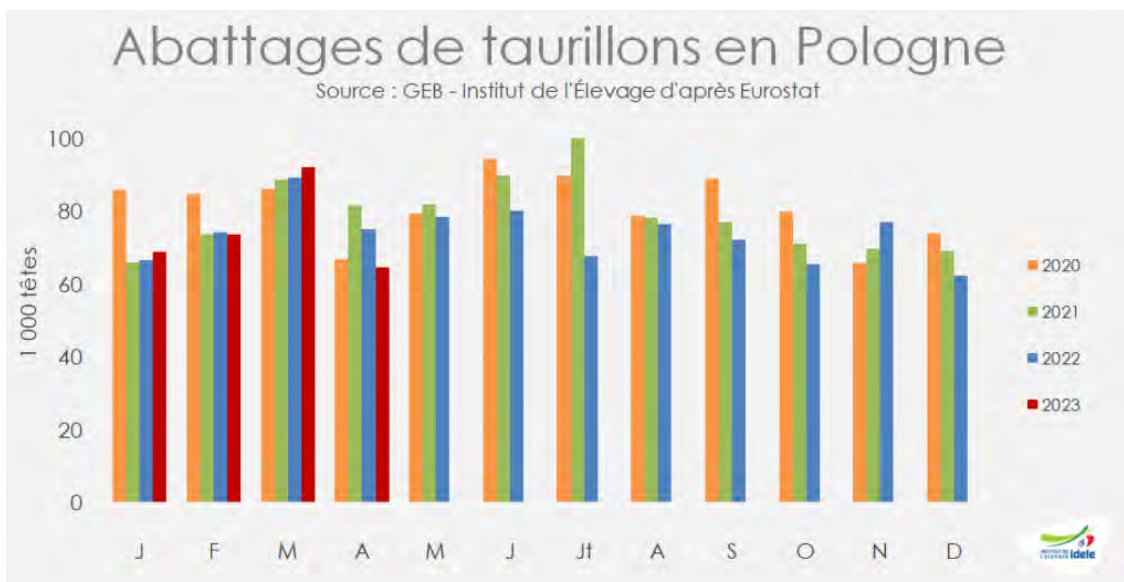


Cette relative bonne tenue des cours est en partie liée à la revalorisation du zloty face à l'euro de +6% /2022 après une forte dépréciation en mars 2022 consécutive au déclenchement de la guerre en Ukraine.

Les **prix des quartiers de jeunes bovins** sortie abattoir, publiés par le ministère de l'Agriculture polonais, étaient de 5,40 €/kg pour les quartiers arrières (-2% /2022 et +24% /2021) et 4,12 €/kg pour les quartiers avants (+9% /2022 et +56% /2021).



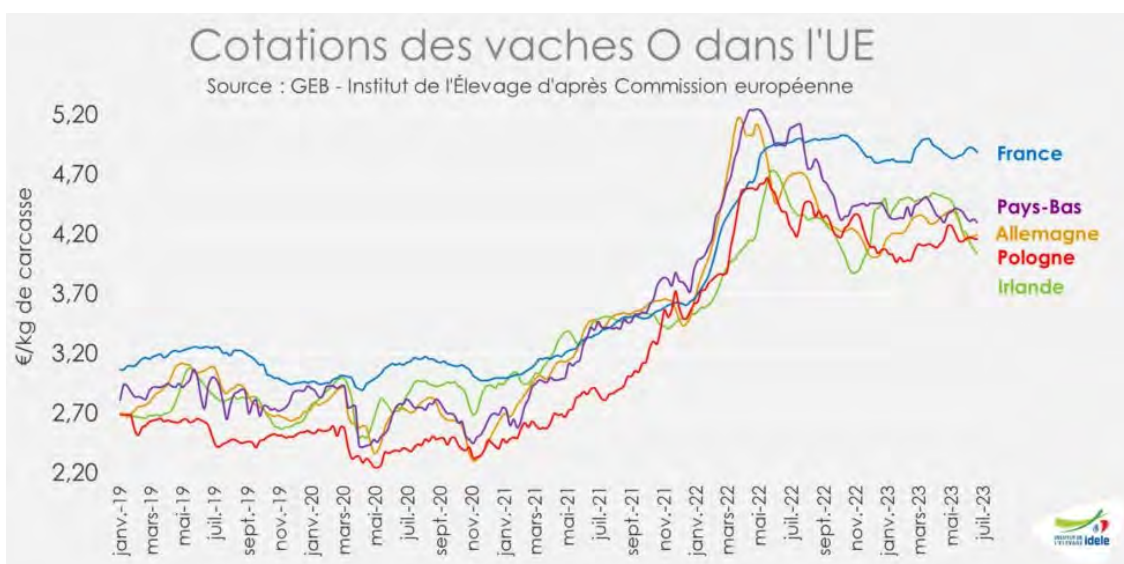
La **production de viande bovine** en Pologne sur le 1^{er} quadrimestre a totalisé 175 000 téc, un niveau légèrement inférieur à celui de l'année dernière (-4% /2022 et +3% /2021). Les abattages de taurillons étaient en retrait à 101 000 téc (-1% /2022 et -4% /2021), de même que ceux de génisses à 27 000 téc (-5% /2022 ; +1%/2021).



Viandes bovines » Femelles » Europe » Entre stabilité et baisses des cours

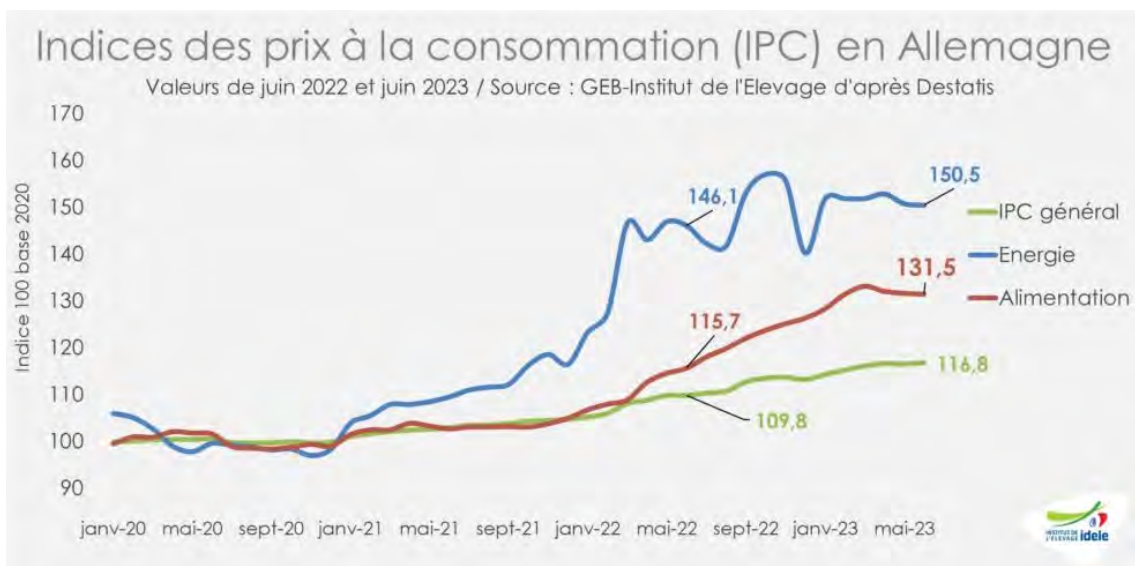
Dernière révision le 19 juillet 2023

Les réformes de vaches restent globalement limitées en Europe mais les dynamiques sont désormais divergentes. Même constat sur les prix qui se sont stabilisés en Europe continentale mais qui sont orientés à la baisse outre-Manche..

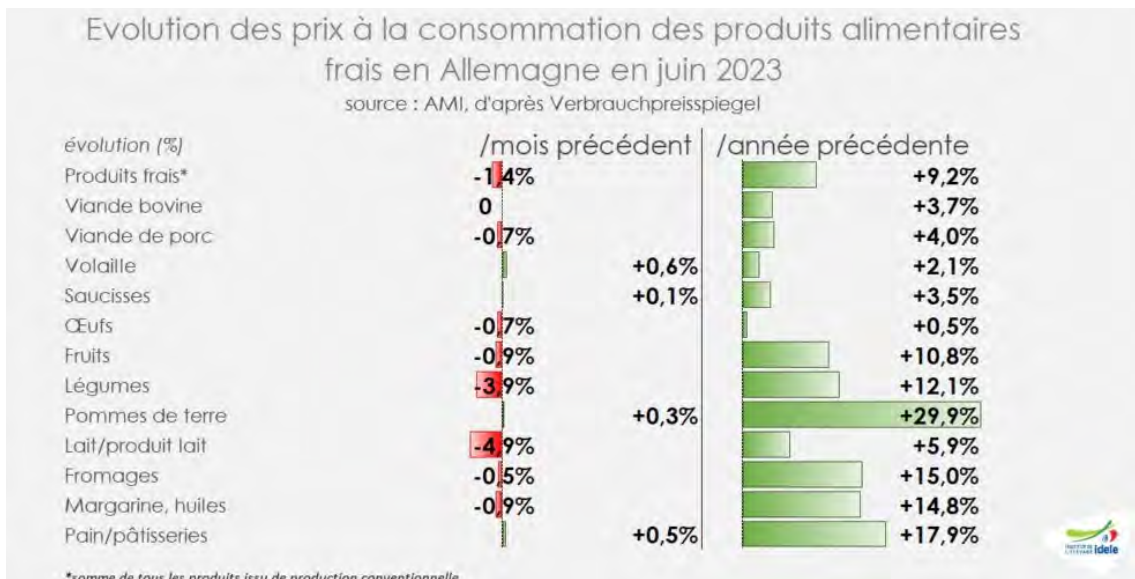


ALLEMAGNE : entre pause de l'inflation et recul du cheptel

En **Allemagne**, l'inflation alimentaire poursuit son ralentissement. D'après Destatis, l'indice des prix à la consommation de l'alimentation avait légèrement reculé entre mai et juin 2023 (-0,2%). C'était le cas pour la majorité des produits frais.



Mais l'inflation sur un an reste élevée. En juin, elle était de +13,7% en glissement annuel après une hausse de 14,9% en mai 2023. L'alimentation reste le principal moteur de l'inflation. La hausse de prix concerne la grande majorité des produits alimentaires et notamment des produits frais. En juin 2023, l'ensemble des prix à la consommation des produits alimentaires frais restaient en hausse marquée (+9% /2022), avec une large dispersion cependant : de +30% pour les pommes de terre à +1% pour les œufs en passant par +4% pour la viande bovine.



L'inflation alimentaire continue de peser sur les achats des ménages. En cumul de janvier à mai 2023, les achats de viande bovine piécée avaient notamment reculé (-9% /2022 en volume) au profit notamment des saucisses (-1%) ou de la viande hachée mélangée (+2%), qui n'ont pas été épargnées par des hausses de prix soutenues (respectivement +10% et +11%).

Achats de viandes, saucisses et volaille par les ménages allemands de janvier à mai 2023

source : AMI, d'après GfK-Haushaltspanel

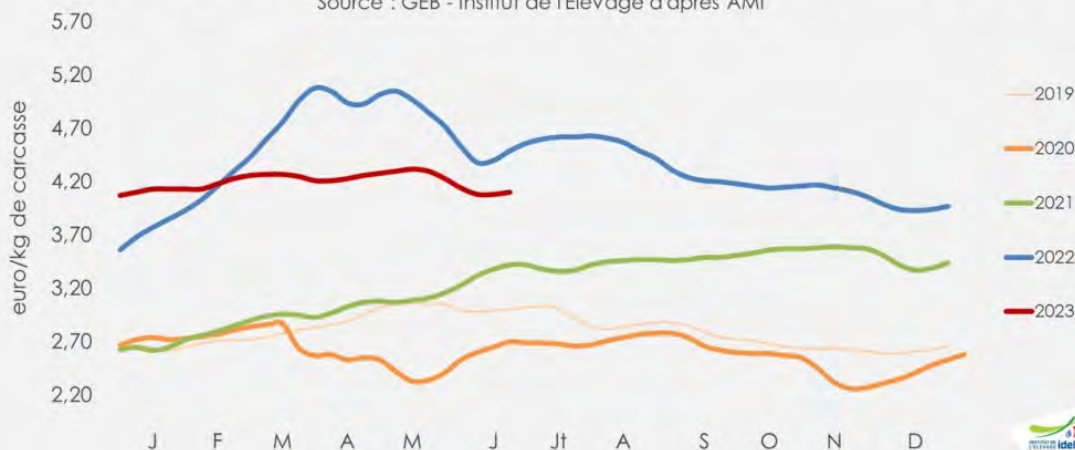
évolution /2022 (%)	Volume	Valeur	Prix
Viande de volaille	-2,3%	+13,0%	+15,6%
Viande bovine	-8,8%	-1,1%	+8,4%
Mix porc / viande bovine	+2,2%	+13,7%	+11,2%
Viandes pour saucisse	-0,6%	+9,0%	+9,7%
Viande de porc	-4,3%	+4,4%	+9,1%
Substituts de viande	-1,0%	+2,6%	+3,6%



La demande pour la viande de réforme a elle aussi été affectée par la baisse de pouvoir d'achat. D'après AMI, les industriels de l'abattage ont fait pression sur les prix des vaches il y a plusieurs semaines. Mais les cours se sont stabilisés depuis et ont même repris récemment quelques centimes. La cotation de la vache O a ainsi repris +4 centimes depuis le creux de la semaine 23 (+1%), à 4,12 €/kgéc en semaine 26 (-10% /2022, mais +20% /2021).

Cotation de la vache O en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI



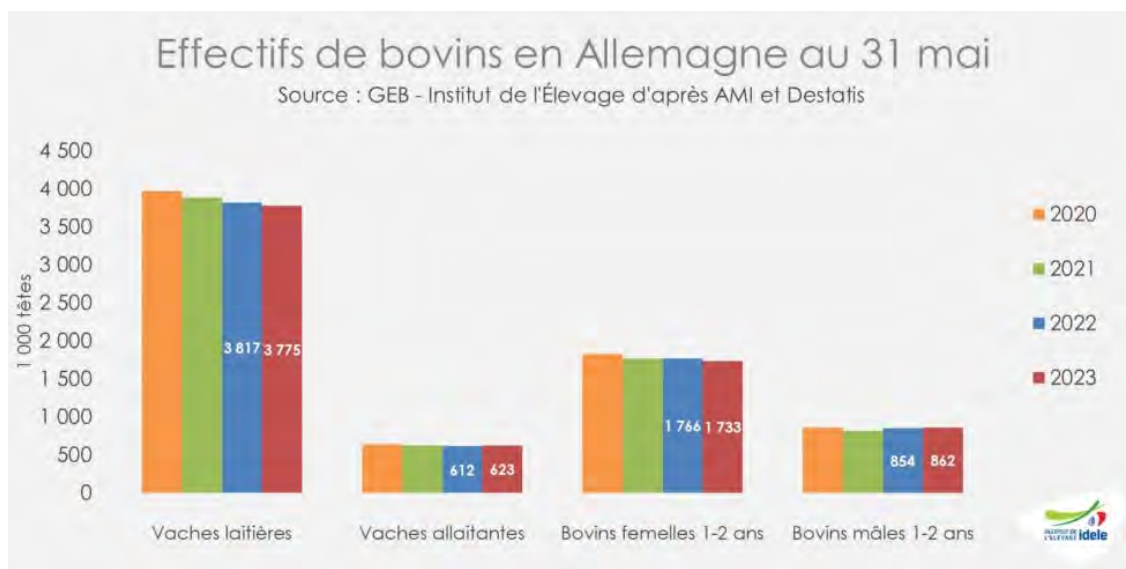
L'offre en vaches de réforme demeure cependant toujours réduite en Allemagne. Sur les semaines 22 à 26, les abattages de réformes étaient à nouveau limités, bien que supérieurs au faible niveau de 2022 (+5% /2022 et -14% /2021). En cumul depuis le début de l'année, les abattages de vaches affichent un retrait, y compris par rapport au faible niveau de 2022 (-1% /2022 et -12% /2021).

Abattages hebdomadaires de vaches en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines

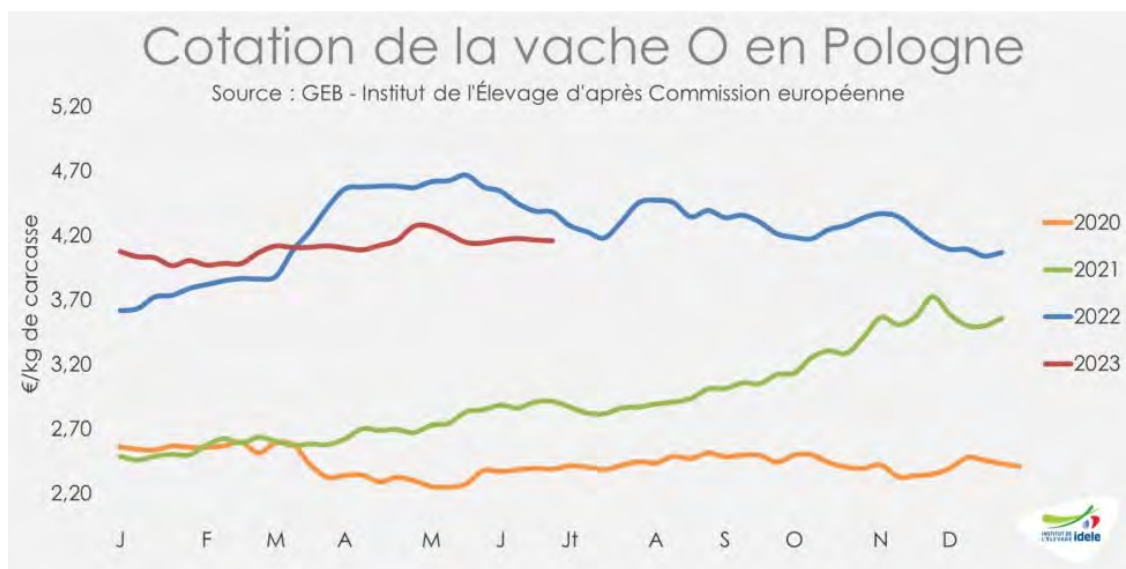


Sauf retournement total de conjoncture laitière, l'offre en réforme devrait restée limitée. La dernière **enquête cheptel de mai** faisait état d'une baisse modérée du cheptel de bovins en Allemagne, en retrait de -50 000 têtes à 10,94 millions de têtes (-0,5% / 2022). L'enquête confirme le nouveau recul du cheptel de vaches laitières en Allemagne, à 3,78 millions de vaches (-1%). Le nombre de femelles de 1 à 2 ans était également en recul, à 1,73 million de têtes (-2%). A contrario, les effectifs plus limités de vaches allaitantes se sont étoffés à plus de 623 000 têtes (+2%), alors que la nouvelle PAC 2023-2027 prévoit l'allocation d'aides couplées aux producteurs de bovins viande et d'ovins viande.

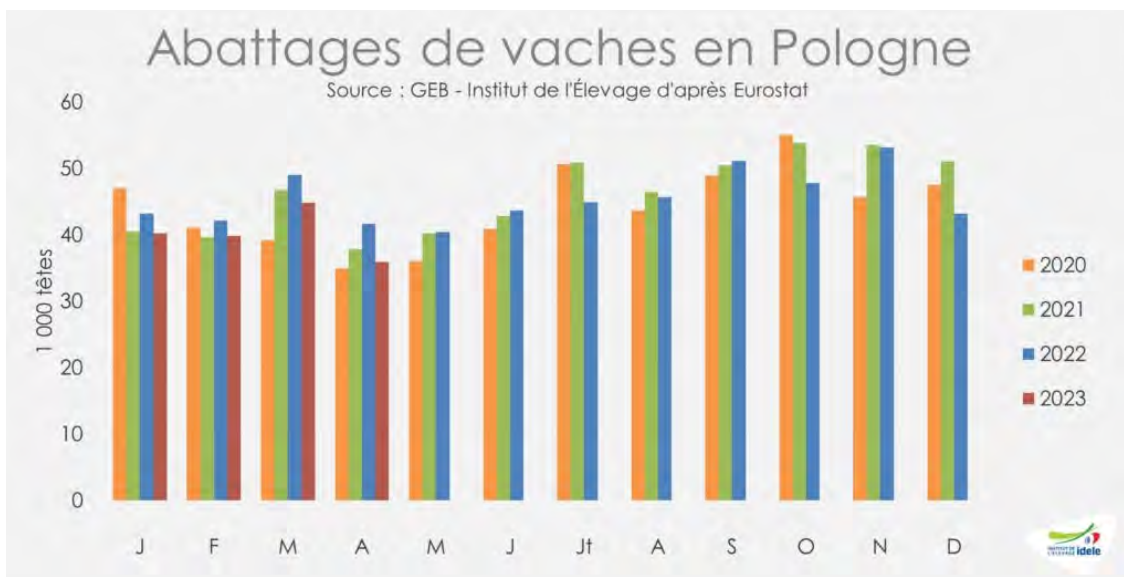


POLOGNE : cours stables

En **Pologne**, les cotations sont stables depuis plusieurs semaines avec un marché européen qui reste plutôt atone. En semaine 26, le cours de la vache O s'établissait à 4,16 €/kg de carcasse (-5% /2022, mais +43% /2021), stable depuis un mois.

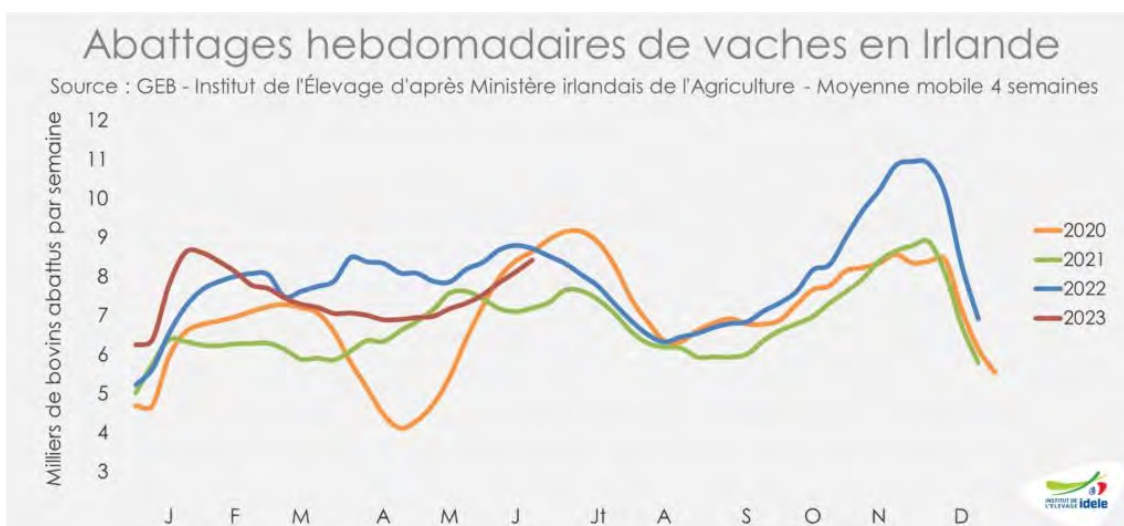


Avec un cheptel polonais de vaches annoncé en net retrait d'après l'enquête de décembre 2022 (-5% /2021), les abattages de réformes ont été limités depuis le début de 2023 d'après Eurostat (-9% /2022 sur quatre mois).



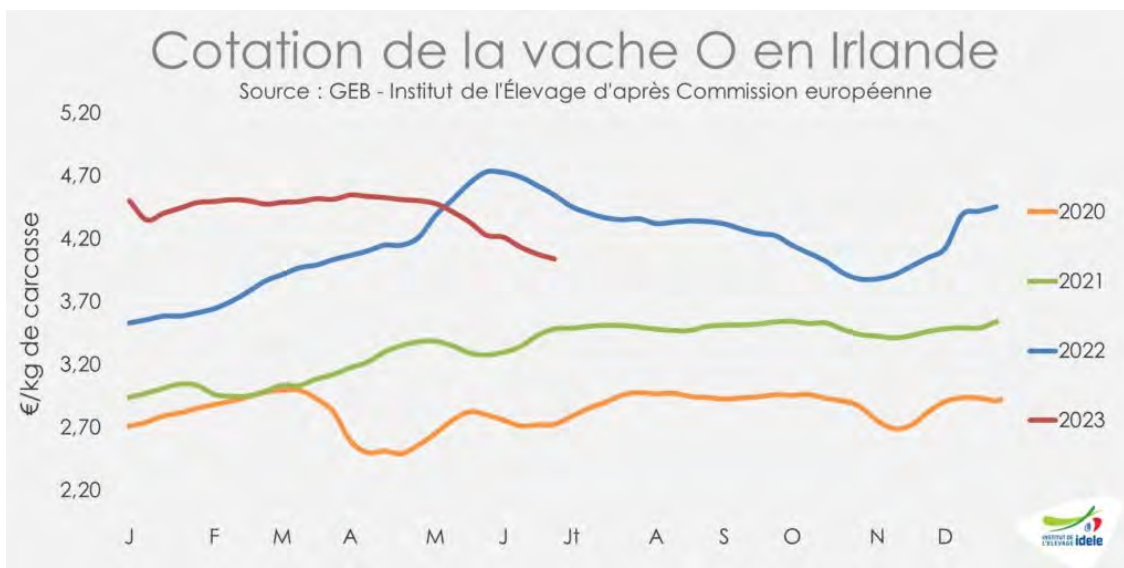
IRLANDE : entre hausse des abattages et baisse des prix

En Irlande, le rythme des abattages de réformes est reparti à la hausse depuis le début du mois de mai alors que les précipitations et la pousse de l'herbe ont été limitées pendant plusieurs semaines. Le nombre des vaches abattues entre les semaines 23 à 26 étaient en hausse, bien que toujours en-deçà du niveau de 2022, d'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais (-3% /2022, mais +17% /2021).

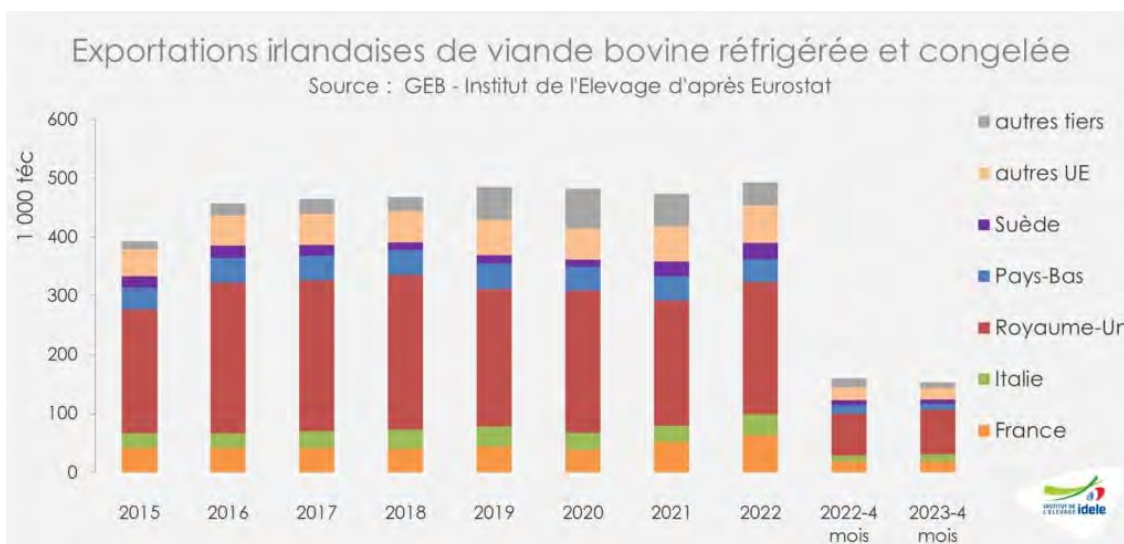


Les disponibilités irlandaises en vaches de réforme pourraient venir « perturber » le marché dès l'année prochaine. En effet, via sa politique nationale de lutte contre le changement climatique, l'Irlande envisagerait sous peu d'abattre 65 000 vaches par an pendant trois années consécutives pour réduire le cheptel contre une compensation qui pourrait atteindre au total 600 à 650 millions d'euros.

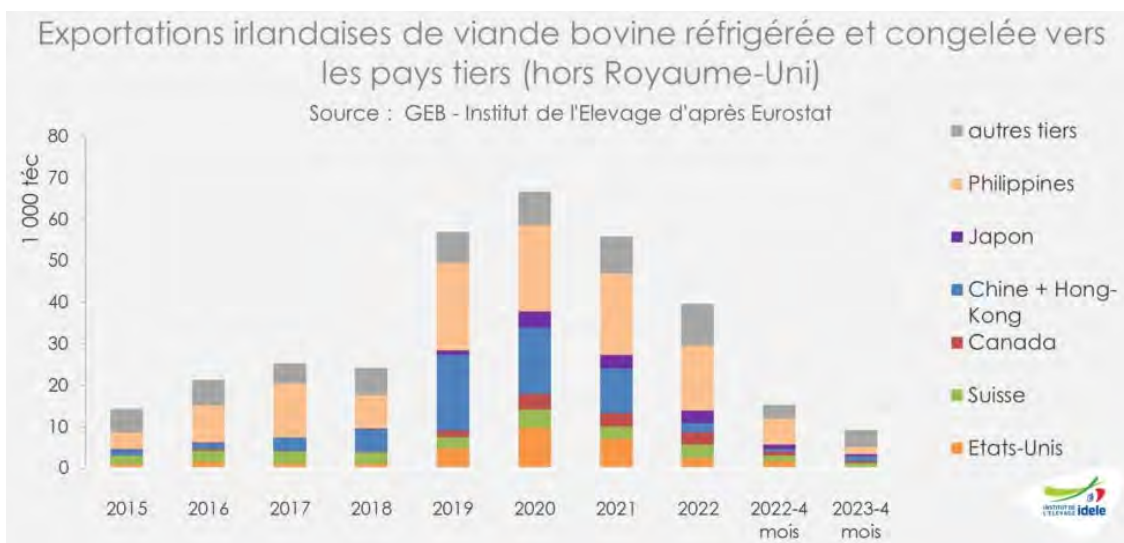
En attendant, les cours des réformes sont orientés à la baisse depuis plusieurs semaines. D'après *Bord Bia*, la baisse des prix des quartiers et découpes d'avants, notamment pour la transformation, et la pression à la baisse de certains détaillants européens notamment au Royaume-Uni ont participé à la baisse des cotations des vaches comme du *prime cattle* (animaux jeunes). En semaine 26, le cours de la vache O atteignait 4,04 €/kg de carcasse (-11% /2022, mais +29% /2021). Il a ainsi reculé de -19 centimes (-4%) et même -47 centimes en deux mois (-10%). La tendance à la baisse se confirme également pour le bœuf R3 (4,99 €/kg ; -3% /2022) comme pour la génisse R3 (5,05 €/kg ; -1%).



Depuis le début de l'année, les exportations irlandaises de viande bovine, qui écoulent environ 90% de la production nationale, sont en retrait. En cumul sur 4 mois, elles totalisaient 171 000 téc (-3% /2022, mais +8% /2021). Elles restaient cependant en hausse vers l'Italie (+21% /2022), la France (+5%) ou le Royaume-Uni (+5%). Ce dernier débouché représentait ainsi 48% des envois irlandais, contre 45% sur la même période de 2022.

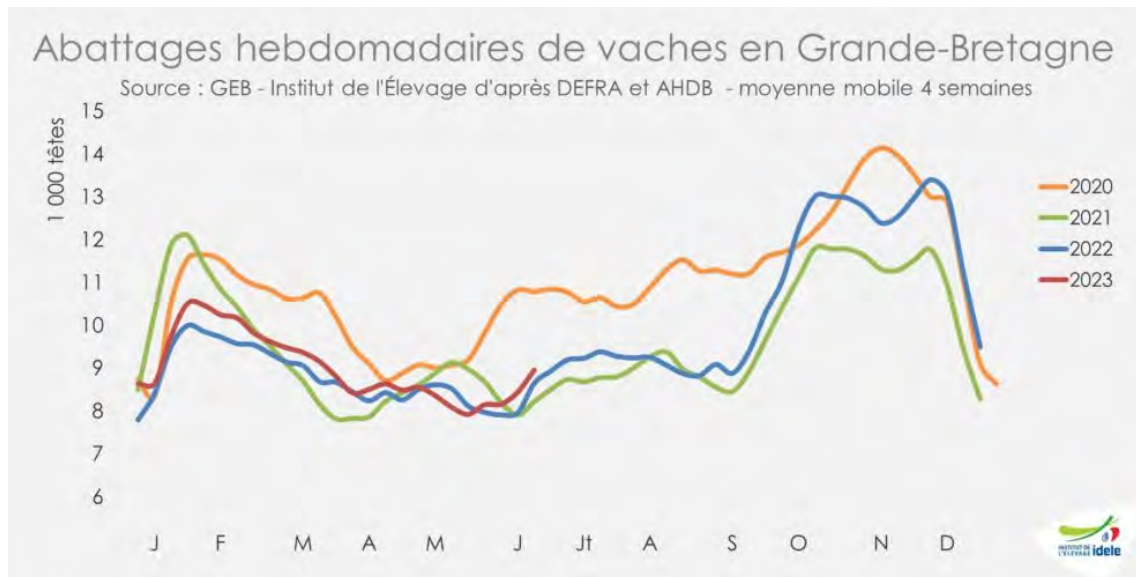


Après un recul déjà marqué sur 2022, les exportations irlandaises étaient à nouveau en baisse vers les pays-tiers autres que le Royaume-Uni sur la même période : seulement 9 000 téc ont été expédiées (-40% /2022). Ces débouchés sont en effet bien moins rémunérateurs que le marché européen. Seule éclaircie sur ses destinations secondaires, la progression des envois vers la Chine et Hong-Kong (1 300 téc ; x2 /2022), après la réouverture du marché chinois à la viande bovine irlandaise au début du mois de janvier dernier.

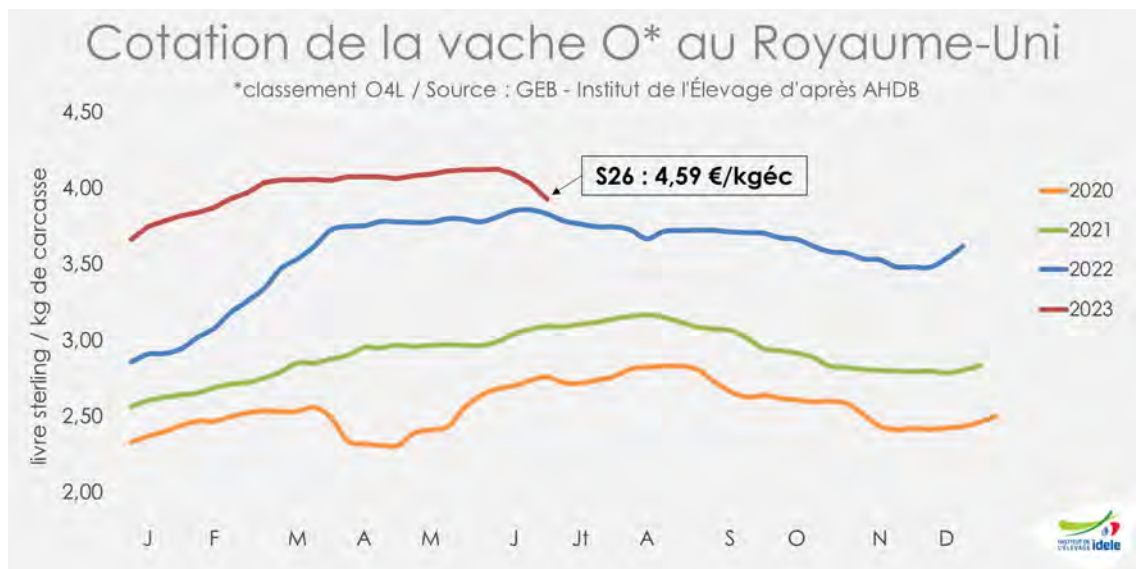


ROYAUME-UNI : les cours sous pression

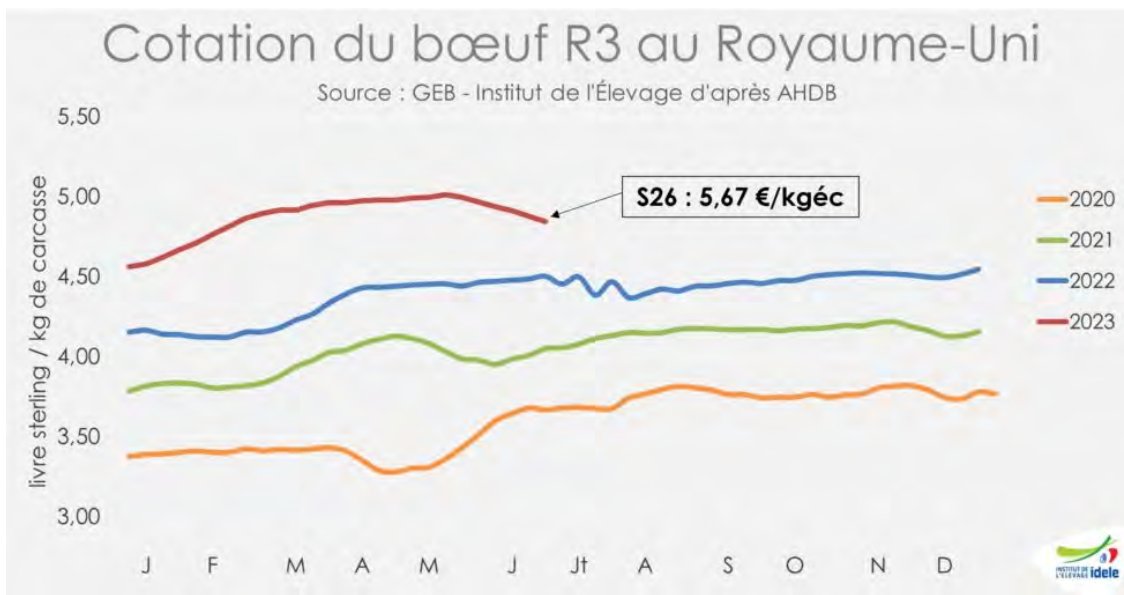
En juin 2023, au Royaume-Uni, les abattages de bovins se sont redressés. D'après l'indicateur d'AHDB sur les semaines 23 à 26, ils étaient désormais supérieurs aux niveaux limités des deux dernières années (+4% /2022 et +10% /2021). Le constat était identique pour les vaches de réforme (+4% /2022 et +9% /2021).



Avec des disponibilités un peu plus importantes et la baisse des prix en Irlande, important fournisseur de la grande distribution britannique, les cours se sont repliés. A 3,93 £/kg de carcasse en semaine 26 (soit 4,59 €/kg), la cotation de la vache O a sensiblement reculé de -19 pence en un mois, se rapprochant ainsi du niveau de 2022 (+2% /2022 et +27% /2021).



Même constat pour les jeunes animaux (*prime cattle*) : les catégories bœuf R3 et génisse R3 ont toutes deux reculé de -12 pence en un mois, à respectivement 4,85 £/kg (+8% /2022 et +20% /2021) et 4,84 £/kg (+7% /2022 et +20% /2021), soit 5,67 € et 5,65 € / kg de carcasse.



Entrée en vigueur des accords de libre-échange entre Royaume-Uni et l'Australie et la Nouvelle-Zélande

Si le commerce extérieur britannique de viande bovine est en retrait depuis le début de l'année, les importations pourraient augmenter à moyen terme. Depuis le 31 mai 2023 en effet, les accords de libre-échange négociés par le gouvernement britannique avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont entrés en application.

Ainsi, **pour les exportateurs australiens**, le contingent à droit nul ouvert cette année atteindra 20 616 tonnes (le Royaume-Uni n'a importé que 900 tonnes de viande bovine *in natura* d'Australie en 2022 !). Son accès est réparti en deux volumes identiques :

- Un premier destiné aux grands exportateurs dont le tonnage est alloué par licence en fonction de la taille de l'entreprise.
- Un second volume ouvert selon la méthode « premier arrivé, premier servi ».

Le contingent continuera de croître entre 2023 et 2033 pour atteindre 110 000 tonnes de produits.

Sur les quatre premières semaines de juin 2023 (jusqu'au 26 juin), les exportations australiennes vers le Royaume-Uni ont ainsi augmenté, mais de façon très limitée :

- 343 tonnes ont été expédiées via des licences.
- 41 tonnes ont été expédiées selon la méthode « premier arrivé, premier servi ».

C'est peu (moins de 1% des importations britanniques). Mais c'est élevé en regard des importations sur la période en 2018 et 2022, d'environ 100 tonnes par an. Plusieurs importateurs lorgnent sur le marché britannique, comme JBS, bien implanté en Australie. Le groupe a déjà expédié des aloyaux vers le Royaume-Uni. Pour le moment, aucune donnée n'était disponible sur les envois depuis la Nouvelle-Zélande. La hausse des importations depuis l'Océanie pourrait venir à terme concurrencer les exportations irlandaises. Affaire à suivre...

Viandes bovines » Maigre »

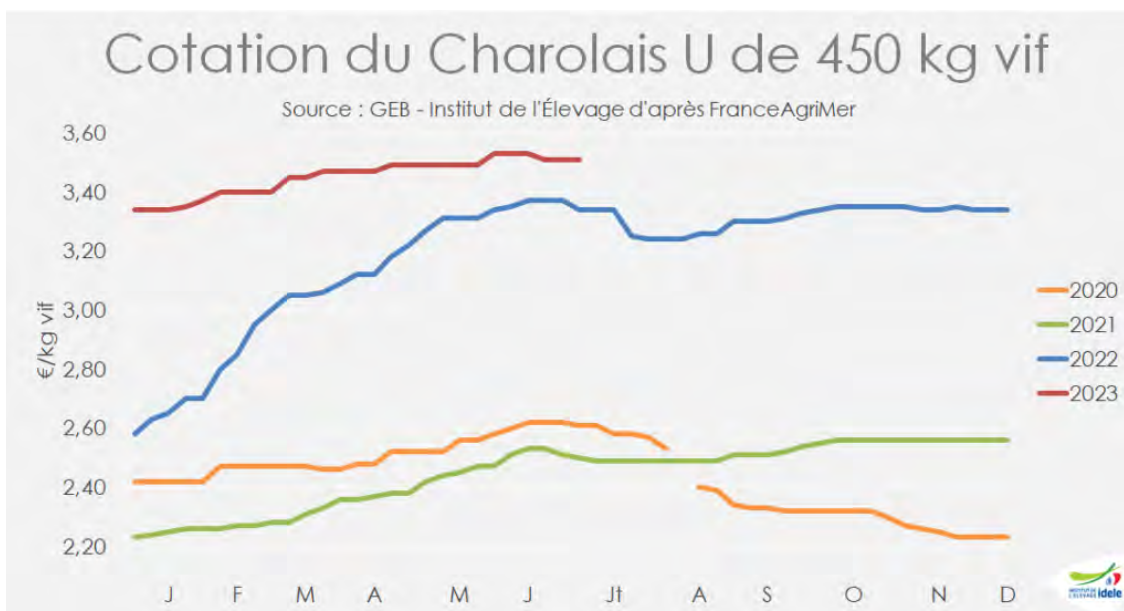
Les prix des brouards stables début juillet

Dernière révision le 19 juillet 2023

En mai, les naissances de veaux de mère allaitante ont poursuivi leur recul, dans le sillage des mois précédents. Avec de faibles disponibilités et une demande italienne et espagnole un peu moins dynamique, les exportations de brouards ont davantage reculé en juin, que depuis le début de l'année. Les cotations restaient soutenues par le manque d'offre.

Des prix stables à niveau élevé

Début juillet, l'offre en brouards, toujours restreinte, soutient les prix. **Le brouard charolais U de 450 kg vif s'est stabilisé à 3,51 €/Kg vif** en semaine 27 (+5% ou +17 cts/ 2022, +40% /2021).

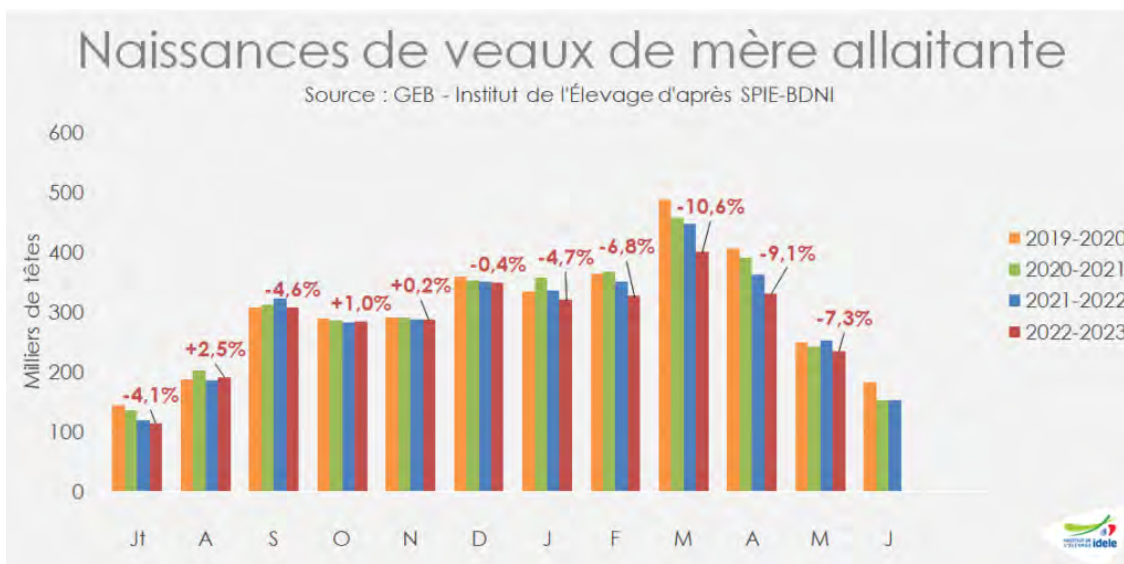


Pour les types plus légers, le Charolais U de 350 kg vif s'établissait début juillet à 3,61 €/kg vif (+4% ou +15 cts /2022, +37% /2021) perdant 1 centime en quatre semaines. **Le Limousin E de 350 kg vif**, qui s'était apprécié de 10 centimes en semaine 22, se maintenait depuis à 3,90 €/kg vif en semaine 27 (+15% ou +50 cts /2022, +41% /2021). **Le prix des broutards croisés R de 300 kg vif** s'est effrité de -1 ct en quatre semaines, à 3,17 €/kg vif en semaine 27 (+5% ou +14 cts /2022, +31% /2021).

En femelle, la Charolaise U de 270 kg vif était de nouveau cotée fin juin, après huit semaines d'interruption faute d'effectifs suffisants sur les marchés. Elle valait 3,23 €/kg vif en semaine 27 (+5% ou +16 cts /2022, +22% /2021). **La cotation de la Limousine E de 270 kg vif** restait stable depuis début avril, à 3,40 €/kg vif (+10% ou +30 cts /2022, +21% /2021).

Les naissances de mai encore en nette baisse

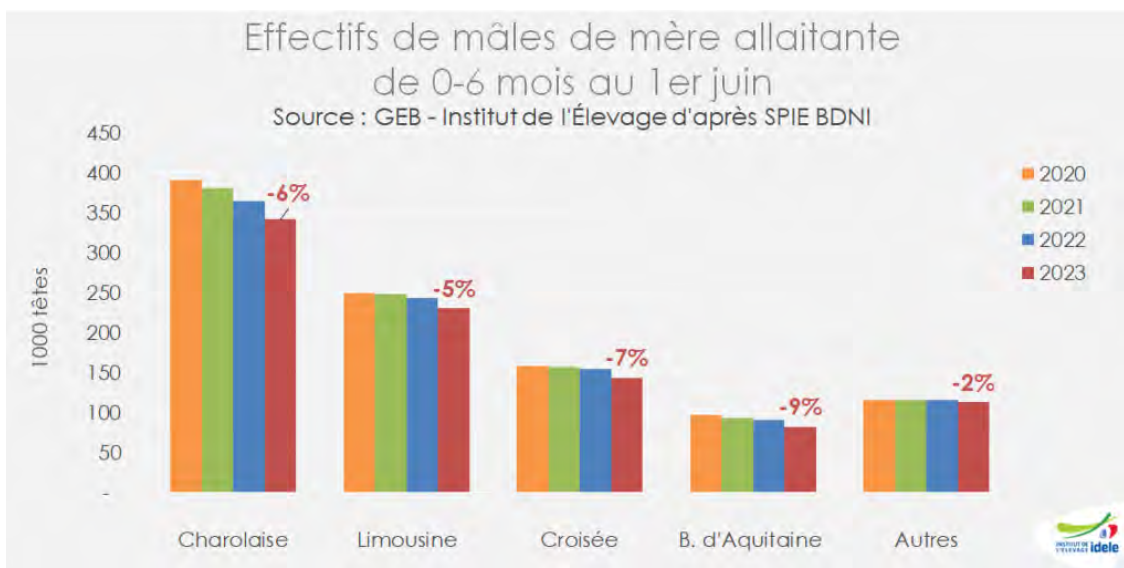
En mai, comme depuis début 2023, les naissances de veaux de mère allaitante ont fortement baissé de -7,3% /2022 d'après les données SPIE-BDNI, conséquence de la décapitalisation en cours et de l'avancement de certaines naissances à l'automne 2022. Sur la campagne de naissances entre juillet 2022 et mai 2023, 3 149 000 veaux allaitants sont nés, en net recul de -4,6% /2022, soit **-152 000 naissances en 11 mois**.



Le cheptel de vaches allaitantes a poursuivi son repli en mai, avec 3 528 000 vaches présentes au 1^{er} juin (-3,1% ou -112 000 têtes /2022).

Rebond des effectifs de mâles de 6-12 mois

Les effectifs de mâles allaitants de 6 à 12 mois sont plus étoffés pour le deuxième mois consécutif, de +2% /2022 à 502 000 têtes au 1^{er} juin, grâce aux naissances dynamiques de l'automne et à la baisse des exportations. Les effectifs de Limousins (+3%) et de Rustiques (+4%) ont plus augmenté que les Charolais (+2%). Les effectifs de Croisés sont stables d'une année sur l'autre, tandis que les Blancs ont légèrement reculé (-1% /2022).

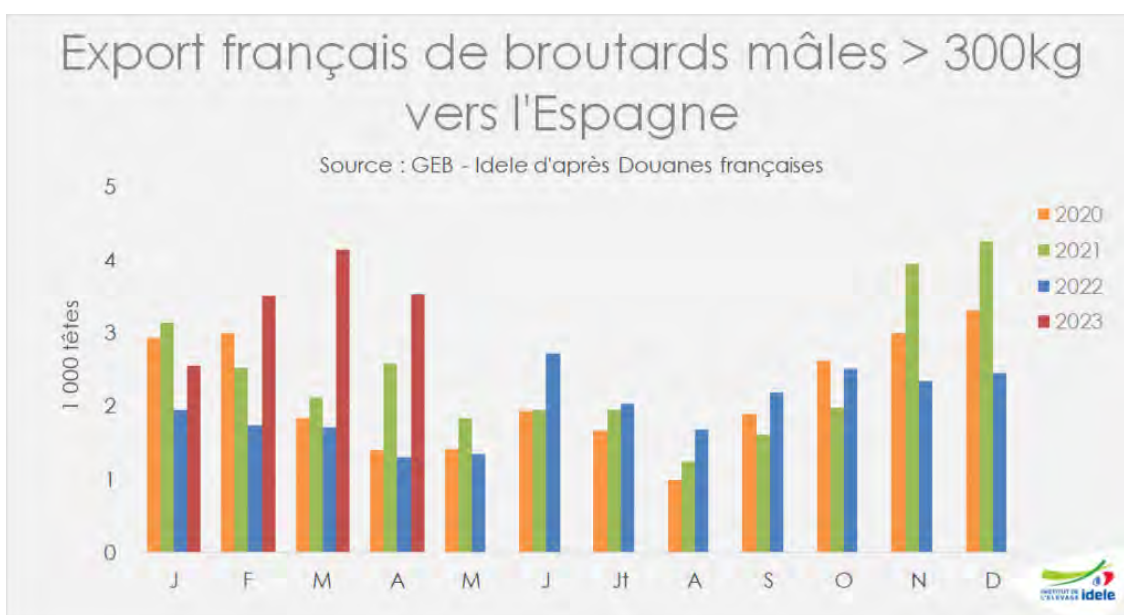


Les effectifs de mâles allaitants de 0 à 6 mois reculent toujours, sous le double effet de la décapitalisation et du décalage des naissances vers l'automne. Ils n'étaient que 940 000 au 1^{er} juin (-5% /2022 ou -57 000 têtes, -8% /2021). Les effectifs de Limousins, Charolais, Croisés et Blondes d'Aquitaine ont davantage reculé » (respectivement -5% ; -6% ; -7% et -9%) que les rustiques et autres races (-2%).

En avril des exports stables selon les douanes

En avril, 65 000 broutards mâles et femelles ont été expédiés vers l'Italie selon les Douanes, afin de préparer les abattages d'automne, soit un effectif stable d'une année sur l'autre, mais en recul de -14% par rapport à avril 2021. Deux ans auparavant, les envois avaient été exceptionnellement dynamiques de janvier à mai 2021. En cumul sur quatre mois, les exportations françaises de bovins maigres vers l'Italie, portées à 283 000 têtes, ont certes reculé de -5% /2022, mais moins fortement que les envois toutes destinations.

En avril, comme depuis le mois février, les exportations de broutards mâles et femelles ont progressé vers l'Espagne d'après les Douanes, avec 9 000 broutards exportés (+41% /2022, -33% /2021). Les envois de broutards mâles les plus lourds (plus de 300 kg vif) ont nettement progressé avec 3 500 têtes (x2,7 /2022 et +37% /2021), tandis que les envois de broutards légers (5 000 mâles de 160-300 kg) ont été stables d'une année sur l'autre.



La sécheresse dans une grande partie du pays pourrait avoir réduit les disponibilités en broutards de qualité en Espagne et encouragé les engraisseurs à se tourner vers les animaux français durant le printemps. Le prix de la paille a déjà flambé et les céréales risquent de manquer du fait d'interdictions d'irriguer depuis ce printemps et jusqu'à l'automne en Aragon par exemple. La pénurie d'aliments incite les engraisseurs à acheter des broutards plus lourds afin de les nourrir moins longtemps sur le sol ibérique. De janvier à avril, 37 000 broutards français ont traversé les Pyrénées (+27% /2022 ou +8 000 têtes ; -26% /2021). En juin, des pluies importantes sont tombées, sans résorber le déficit hydrique.

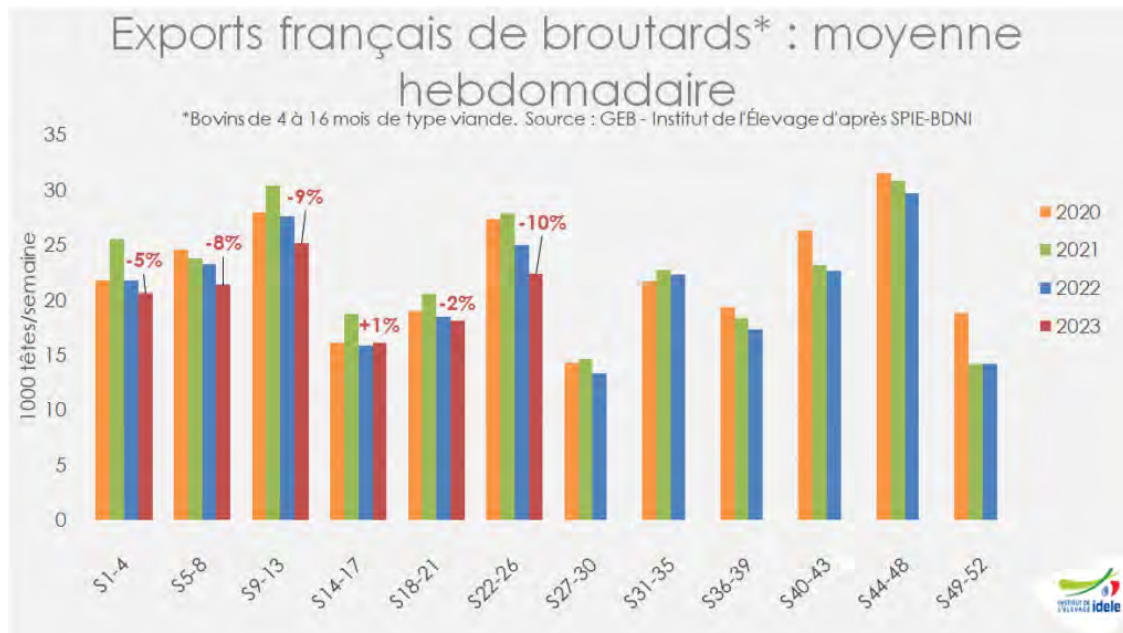
En avril, toujours calme plat vers l'Algérie

L'absence de nouvelles licences d'importation délivrées par l'Algérie a complètement stoppé les envois depuis mars. En avril, seuls 200 broutards ont été expédiés vers la Tunisie (après 650 le mois précédent).

En cumul sur quatre mois, 9 000 broutards ont quitté la France vers la rive sud de la Méditerranée (-60% /2022) dont 6 500 vers l'Algérie (-66% /2022). Début juillet, les exports n'avaient pas repris et ne devraient pas reprendre avant l'automne, du fait de l'arrivée de la chaleur estivale.

En juin, recul des exports

En avril et mai, les exports de broutards (mâles et femelles de 4 à 16 mois) avaient été à peu près équivalents à ceux de 2022 selon SPIE-BDNI. En juin (semaines 22 à 26) avec 90 000 têtes, ils ont retrouvé leur tendance baissière (-10% /2022 ou -10 000 têtes). Le manque de disponibilités en broutards ralentit les exportations vers l'Italie, ainsi qu'une certaine baisse de la demande en broutards. En Espagne en juin, la demande en viande bovine était en baisse du fait de l'inflation et des chaleurs. Les exports de broutards ont reculé vers cette destination, tandis que les exports de veaux ont progressé. En cumul jusqu'en semaine 26, 511 000 broutards ont été exportés par la France, soit un recul de -32 000 têtes ou -6% par rapport à 2022.



Sur la période la plus récente vers l'Italie, du 28 mai au 8 juillet (semaines 22 à 27) 99 000 bovins de tous âges, sexes et types ont été exportés, soit un recul comparable à la contraction générale des exports depuis le début de l'année (-6% /2022 et -12% /2021) selon TRACES-DGAL.

Vers l'Espagne, 44 000 bovins français de tous âges et tous types ont été expédiés sur la même période, selon TRACES-DGAL (+3% /2022 grâce aux veaux laitiers et +5% /2021).

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

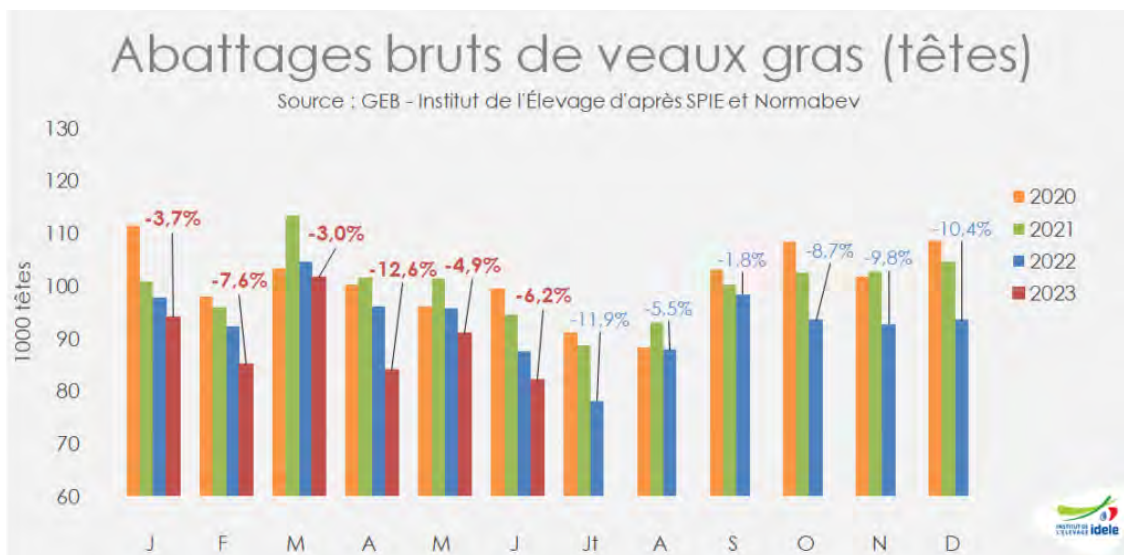
La consommation baisse plus vite que la production

Dernière révision le 19 juillet 2023

En juin, le retour des beaux jours a réduit la demande en viande de veau, viande davantage consommée en hiver. En conséquence, la production abattue a reculé et les cotations ont poursuivi leur baisse saisonnière, tant en France qu'aux Pays-Bas. L'accalmie constatée depuis un an sur les cours des matières premières permet une détente sur les prix des aliments d'engraissement des veaux.

Fort recul des abattages faute de demande estivale

En juin, les **abattages de veaux de boucherie** s'établissaient à 82 000 têtes, en recul de -6,2% /2022 (-5 500 têtes), poursuivant la tendance observée depuis un an. Avec 539 000 veaux abattus au 1^{er} semestre, le **recul sur six mois** s'élevait à -36 000 veaux /2022 et -69 000 veaux /2021.

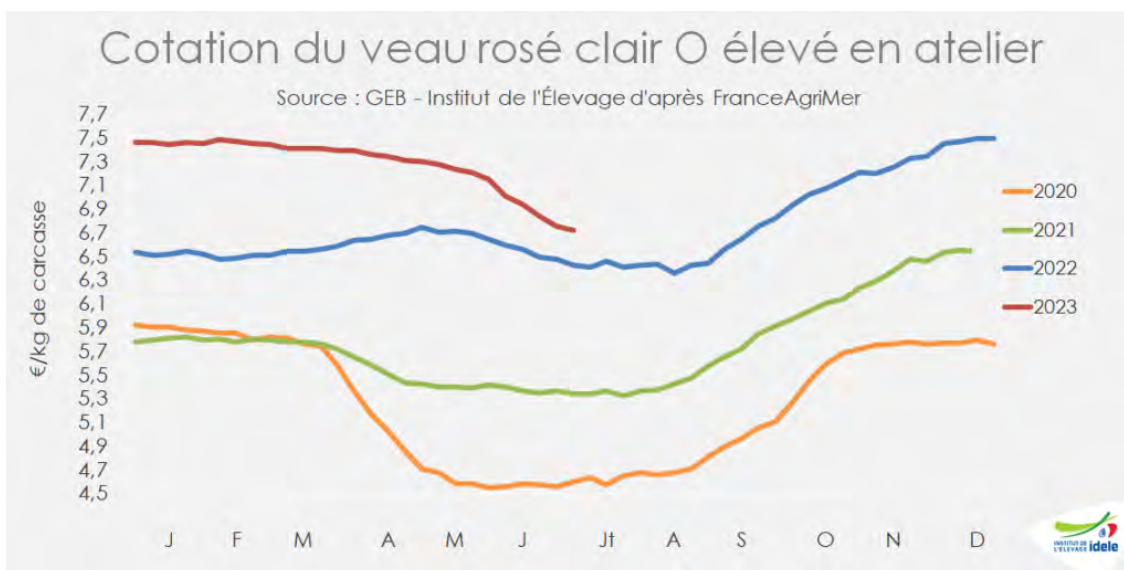


Après avoir fortement diminué en début d'année, signe d'un marché fluide, les **poids carcasse** des veaux abattus en France ont retrouvé un niveau habituel, à 149,3 kg-éc (= /2022, -0,4% /2021). Depuis janvier, les carcasses se sont alourdies de +9,7 kg-éc (+7%). Cette hausse des poids carcasses est habituelle, mais sa rapidité (+9,7 kg-éc en six mois) traduit la baisse de la consommation de veau ce printemps. Pour les mêmes raisons, l'**âge à l'abattage** a augmenté de +7,6 jours entre janvier et juin 2023, d'avanatqge que l'année précédente (+5,5 jours au 1^{er} semestre 2022), et ainsi retrouvé un niveau plus normal à 189,7 jours (+0,7 jour /2022 et + 0,8 jour /2021).

Conséquence de la baisse des abattages, la **production de viande de veau** a encore reculé en juin, à 12 000 téc (-6,2% /2022 ; -13,6% /2021). **En cumul sur six mois**, la production s'est établie à 78 000 téc, en très net recul de -8% /2022 et -13% /2021.

Baisse saisonnière des cours

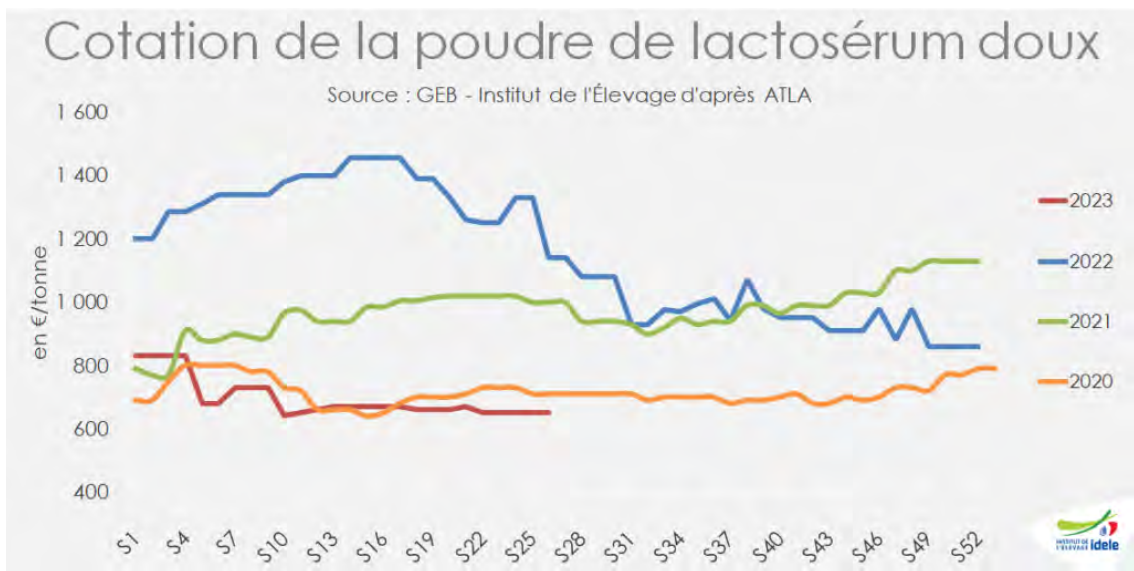
La consommation baissant plus vite que l'offre, les cours des veaux étaient orientés à la baisse en début d'été. Le **veau rosé clair O élevé en atelier** cotait ainsi 6,72 €/kg-éc en semaine 27, en recul de -28 cts € en quatre semaines, mais à des prix supérieurs aux années précédentes (+30 cts ou +5% /2022 ; +1,36 € ou +25% /2021).



Les prix des **veaux rosés clair R élevés en atelier**, mieux conformés, ont aussi baissé à 7,10 €/kg-éc (-29 cts € en quatre semaines), tout en restant au-dessus des cours des dernières années (+21 cts €/2022 et +1,09 €/2021). Les **veaux rosés clair U élevés au pis** (veaux sous la mère) se sont moins dépréciés de -7 cts en 4 semaines à 9,04 €/kg-éc (moyenne glissante sur les semaines 24 à 27), mais leur cotation demeurait début juillet toujours nettement supérieure à celle de 2022 (+78 cts €).

Poursuite de la baisse des coûts de production

Depuis le début de l'année, les cotations des matières premières lactées (poudre de lactosérum doux et poudre de lait écrémé) sont relativement stables et en net repli par rapport à 2022. Ainsi, en semaine 26, la **poudre de lactosérum doux** cotait 650 €/t, en retrait de -22% (-180 €) depuis le début de l'année et inférieur de -43% à la cotation de 2022. La **poudre de lait maigre**, qui a suivi la même tendance, à 2 560 €/t en semaine 26, a perdu 36% de sa valeur en un an, retrouvant le niveau de 2021 à pareille époque.

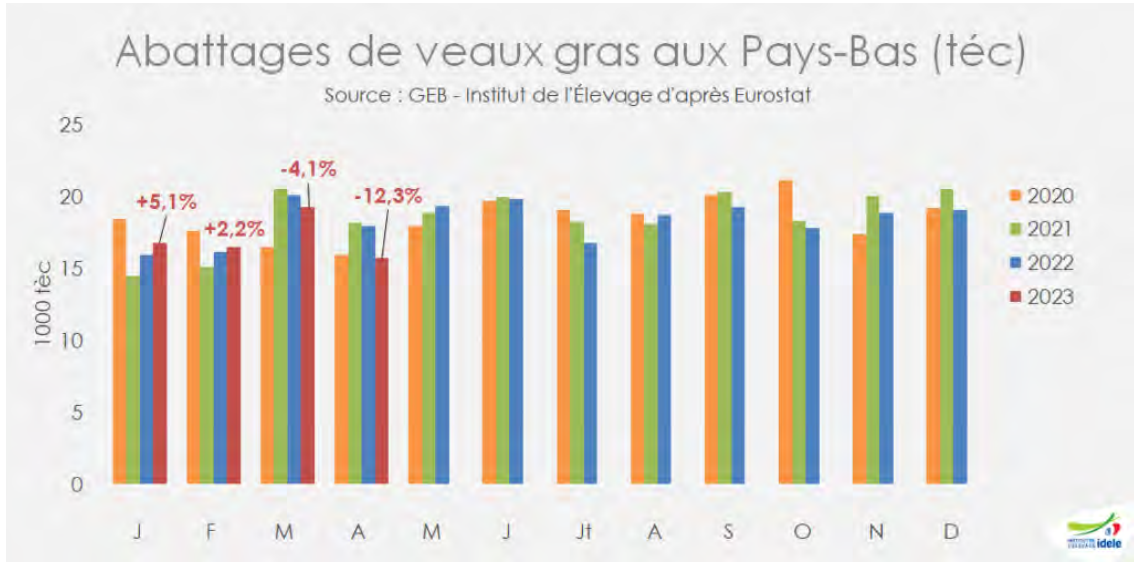


La forte baisse des prix SPOT des matières premières laitières depuis bientôt un an se traduit dans l'indice **IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** : en mai, il atteignait 141,2 points, en baisse de -17% /2022 et de -3% depuis le début de l'année. L'**IPAMPA autres aliments pour veaux** (aliments fibreux) n'a en revanche pratiquement pas diminué depuis janvier : de seulement -1%, à 149,7 points (+6% /2022, +34% /2021).

Côté énergie, l'**IPAMPA gaz** s'établissait à 143 points, en baisse de -3% depuis le début de l'année et en retrait de -2% par rapport à 2022. Le **pétrole Brent de mer du Nord**, dont le propane utilisé dans les élevages est issu, était stable sur un mois, à 69,1 €/baril, en recul de -34% /2022 et de -10% /janvier, mais était toujours supérieur de +24% à sa valeur 2021.

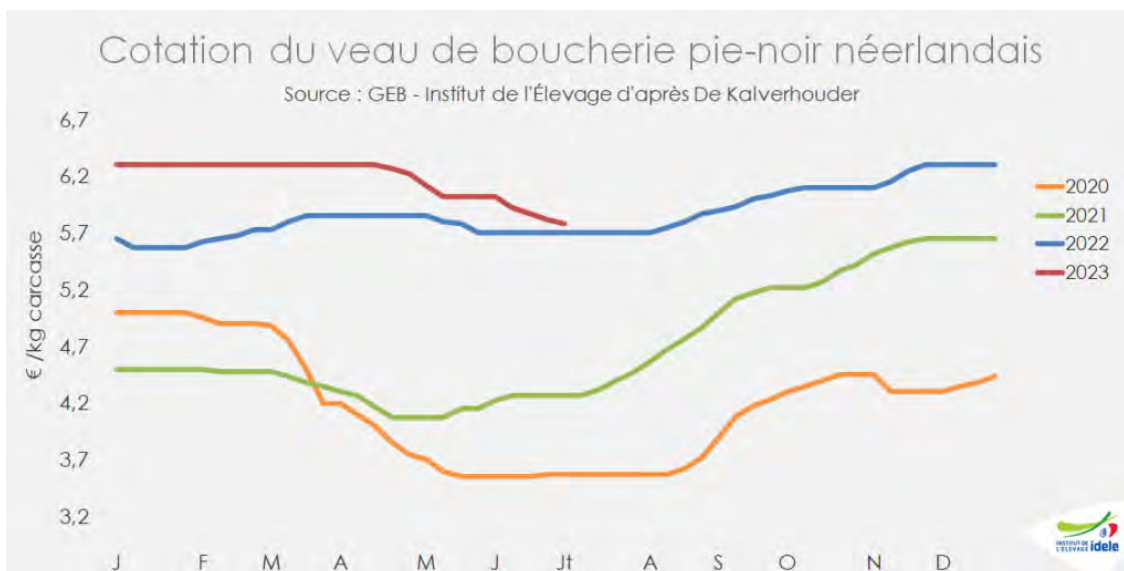
Recul des abattages néerlandais

Après un début d'année dynamique, la demande en viande de veau s'est réduite à partir de mars. **Aux Pays-Bas**, les intégrateurs ont logiquement ajusté les sorties si bien que la **production** a été ramenée à 16 000 téc en avril (-12,2% ou -2 000 téc /2022, -13,5% /2021). Ce recul est lié à la fois à une baisse des **effectifs abattus** (104 000 têtes en avril, -11,1% /2022) et à une baisse des **poids carcasse** (151,8 kg-éc, -1,4% /2022). **En cumul**, malgré un début d'année en hausse, les effectifs abattus en quatre mois étaient en retrait de -1,3% /2022, à 457 000 têtes, et les volumes de viande de veau reculaient de -2,7% /2022, à 68 000 téc.



Cotation en baisse aux Pays-Bas

Conséquence de la moindre demande, les cours des veaux gras aux Pays-Bas ont baissé au printemps, après une longue période de stabilité en début d'année. En semaine 27, le **veau pie noir néerlandais** cotait ainsi 5,78 €/kg-éc, en baisse de -24 cts en quatre semaines, mais toujours supérieur de +1,4% (+8 cts) /2022.



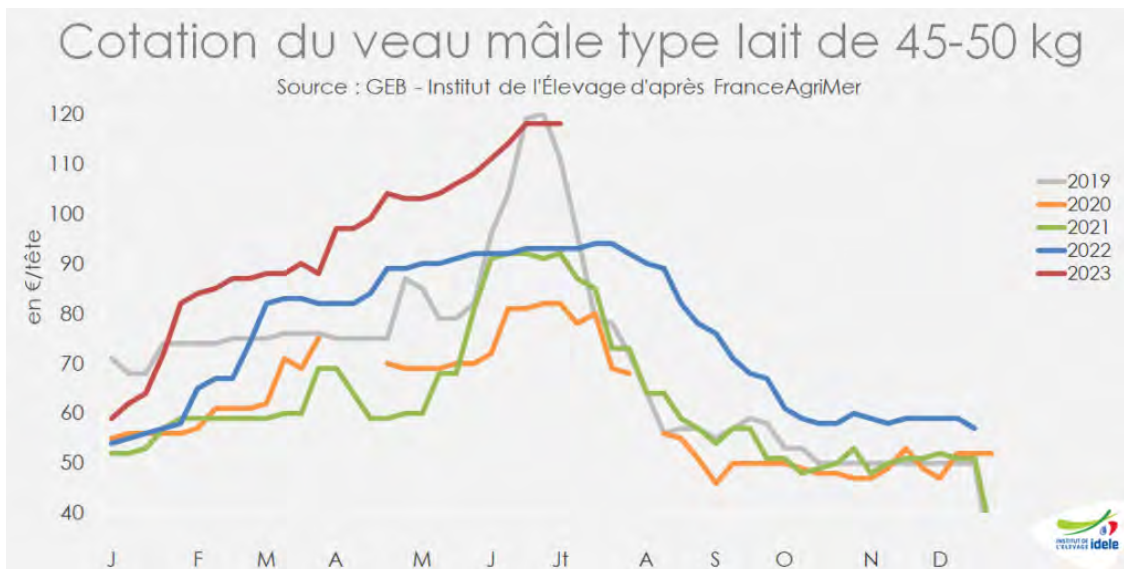
Viandes bovines » Veaux laitiers » Reprise des exportations vers l'Espagne

Dernière révision le 19 juillet 2023

En juin, la demande en jeunes veaux laitiers est repartie à la hausse des deux côtés des Pyrénées. Les intégrateurs français ont augmenté leurs achats en prévision des sorties d'automne. Côté espagnol, les engraisseurs de bovins jeunes sont revenus aux achats de veaux après une demande ralentie au printemps. Les cours des veaux laitiers ont en conséquence poursuivi leur hausse saisonnière, dans un contexte de baisse des naissances lié à la décapitalisation laitière.

Nette hausse des cours

En juin, les cours des veaux laitiers poursuivaient leur hausse saisonnière. La cotation des veaux destinés à l'engraissement semblait ainsi enfin reprendre sa forme historique (pré-covid), avec un pic estival marqué. En semaine 27, le **veau mâle laitier de 45 à 50 kg** cotait ainsi 118 €/tête, en hausse de +7 € en quatre semaines et nettement plus que les deux années précédentes (+27% ou +25 €/2022, +28% /2021). Le **veau mâle laitier de 50 à 55 kg** suivait la même tendance et s'établissait à 143 €/tête (+25% ou +29 €/2022).



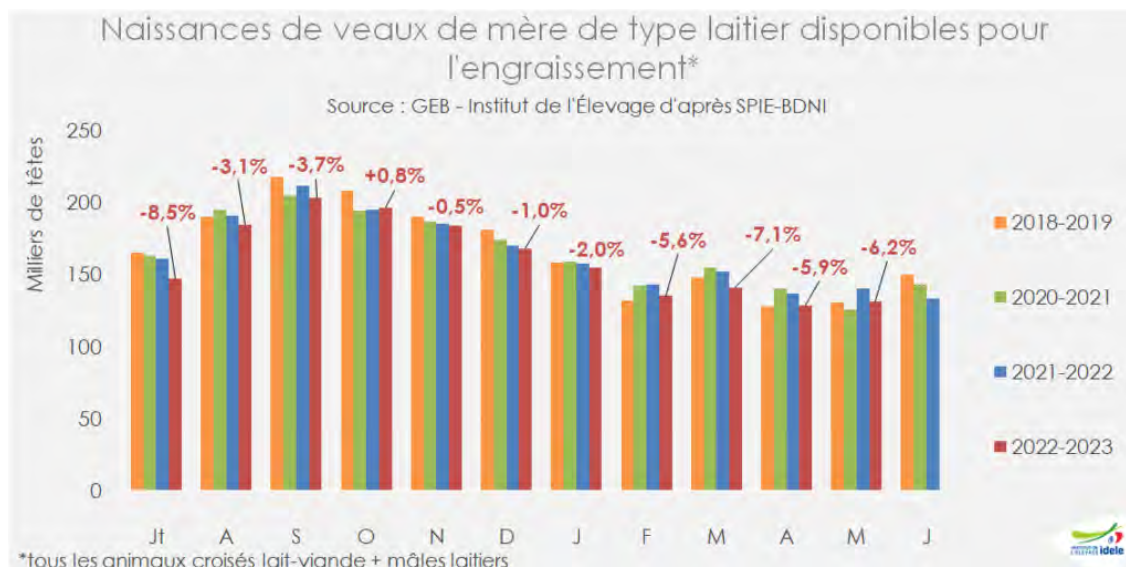
Les **veaux mâles de type viande** (races mixtes, croisés lait-viande et allaitants) étaient également recherchés par les acheteurs et leurs cours se sont appréciés de +5 € en quatre semaines, à 277 €/tête en semaine 27 (+16% ou +39 €/2022).

Net recul des naissances

En mai, les **naissances de veaux de mère laitière** reculaient à nouveau de -5,2% /2022 d'après SPIE-BDNI, pour s'établir à 218 000 têtes. Les **naissances de veaux disponibles pour l'engraissement** (tous les veaux croisés lait-viande + les veaux mâles laitiers purs et ceux croisés lait-lait) reculaient plus fortement encore, de -6,2% /2022, et représentaient 131 000 veaux en juin.

En **cumul sur onze mois**, 2 977 000 veaux sont nés de mère laitière, en recul de -4,1% ou -127 000 têtes /2022.

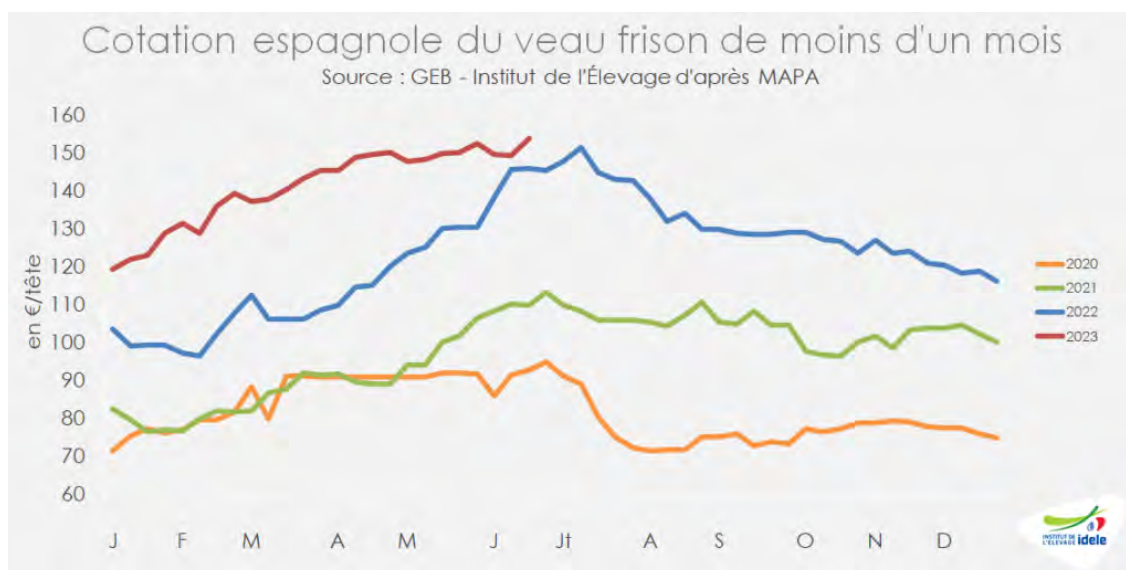
Les veaux disponibles pour l'engraissement représentaient 1 777 000 naissances depuis le début de la campagne, en baisse de -3,7% /2022.



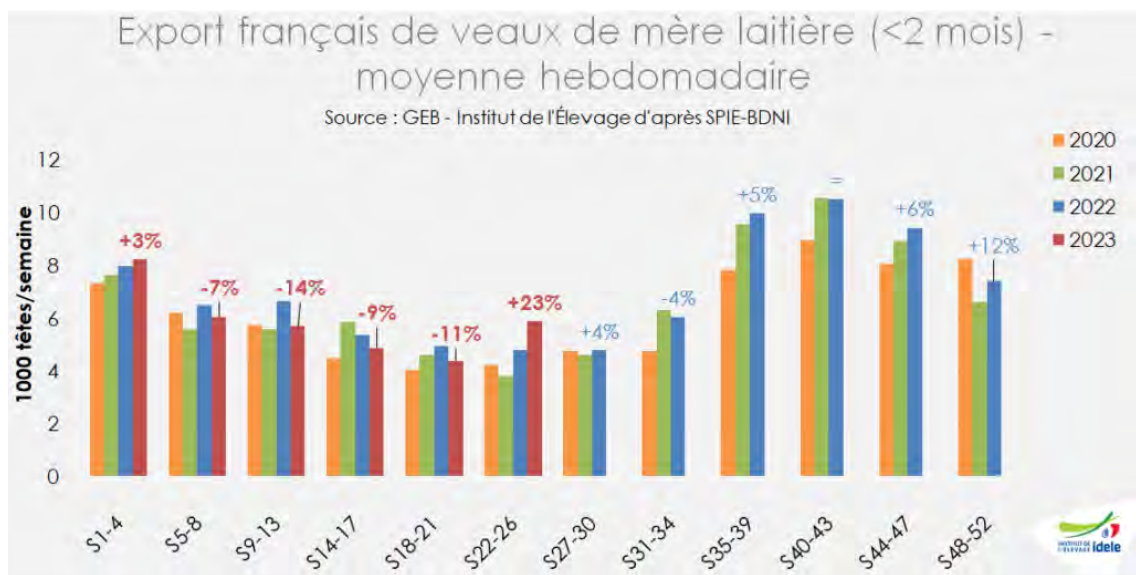
Au 1er juin, le **cheptel de vaches laitières** baissait de -2,4% /2022. L'écart entre la baisse du cheptel et la baisse des naissances traduit à la fois un déficit d'entrée de génisses dans les troupeaux et les problèmes de fertilité rencontrés par les éleveurs l'été 2022.

Retour de la demande espagnole et des exportations

Les exportations de veaux laitiers avaient reculé en début d'année, du fait d'une moindre demande espagnole, sur fond de sécheresse historique. Les pluies abondantes en juin pourraient avoir rassuré les engraisseurs de bovins jeunes, qui sont revenus aux achats. Ainsi, la cotation du **veau frison de moins d'un mois** a progressé de +4 € sur quatre semaines pour remonter à 154 €/tête (+5% /2022 et +40% /2021).



Conséquence du retour de la demande espagnole, les **exportations de veaux laitiers** ont repris fortement. Ainsi d'après SPIE-BDNI, sur les semaines 22 à 26 (29/05 au 30/06) 30 000 veaux laitiers ont été exportés depuis la France, majoritairement vers l'Espagne, soit une moyenne de 6 000 veaux/semaine. Après plusieurs mois de baisse, ils ont ainsi bondi de +23% (ou +1 000 têtes/semaine) /2022.



En **cumul depuis le début de l'année**, les exportations de veaux laitiers ont reculé de -2,7% /2022 à 152 000 veaux du fait de la faiblesse des achats espagnols au printemps. Cependant, l'année 2022 ayant été très dynamique, les exportations sur les 26 premières semaines de 2023 ont été supérieures de +7,3% à la même période de 2021, et même de +26% /2019 !

Signaux contrastés

Dernière révision le 19 juillet 2023

L'évolution de la production laitière française devient de plus en plus préoccupante. Le reflux amorcé depuis plusieurs années s'est accentué ce printemps et devrait se prolonger cet été, sous l'effet d'une décapitalisation prononcée du cheptel laitier et d'une production fourragère contrastée.

Pourtant la conjoncture laitière demeure plutôt favorable. En 2023, le prix du lait de vache recule moins vite qu'ailleurs en Europe. Il est repassé au-dessus du prix allemand, après avoir en 2022, progressé à l'inverse plus modestement et progressivement.

Les transformateurs laitiers français bénéficient d'un débouché intérieur en produits finis plutôt captif à des tarifs sanctuarisés avec la grande distribution sur l'année 2023 grâce à la loi EGAlim. De même à l'export, du fait de leur mix-produit, ils sont moins exposés à la baisse des cours des commodités laitières. Ainsi le commerce extérieur de la France s'améliore en valeur malgré le tassement des exportations en volume.

Sur la scène internationale, les prix des fromages sont actuellement le reflet de la conjoncture laitière mondiale en termes de volumes. Les Etats-Unis peinent à exporter les fabrications supplémentaires de fromages et de poudre maigre induits par la croissance de la production laitière. Cela se traduit par des baisses de prix du cheddar notamment. Ce n'est pas le cas de la Nouvelle-Zélande où le cours du cheddar se redresse depuis avril grâce à une demande internationale forte.

Lait de vache » France »

Reflux persistant de la collecte laitière française

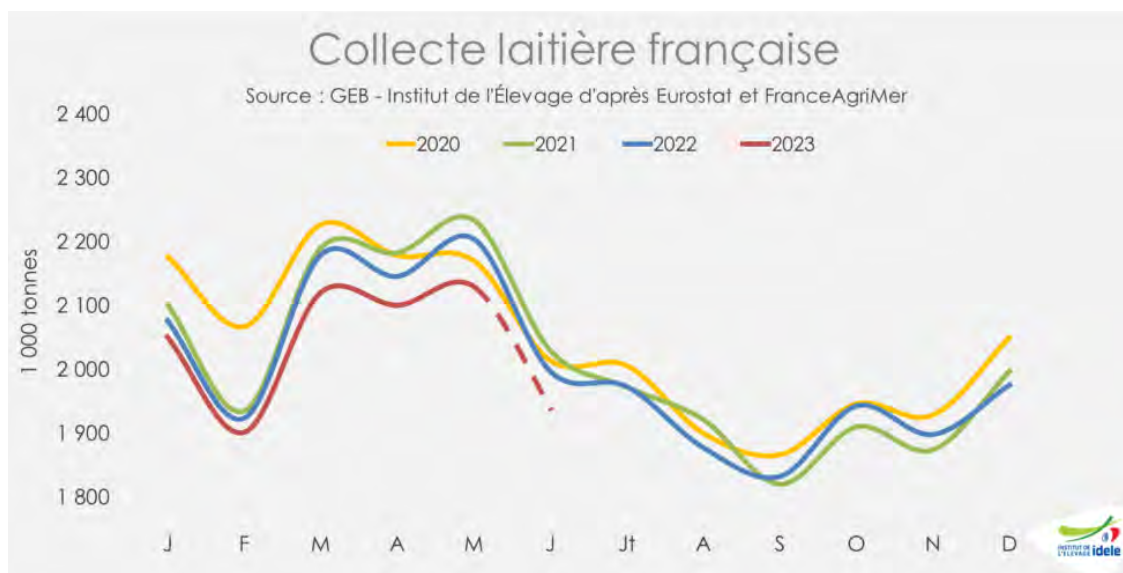
Dernière révision le 19 juillet 2023

La collecte laitière française accentue son repli en mai et cette tendance semble perdurer sur ce début d'été. Le prix du lait, en recul depuis le début d'année, tend à se stabiliser depuis juin. Parallèlement, les charges en élevage diminuent lentement depuis février.

Les fabrications de produits finis ont repris aux dépens des ingrédients secs. La demande, tant des ménages qu'à l'export, est dynamique en crème, yaourts et poudre de lait infantile.

Baisse marquée de la collecte atténuée par l'amélioration de la composition du lait

La collecte laitière française a enregistré une baisse très prononcée en mai, de -3,4% /2022, recul rarement observé dans le passé. En cumul depuis le début d'année, la collecte s'est rétractée de 226 000 t, soit -2,1% /2022. D'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, le repli en juin serait de même ampleur (-3,3% /2022). Cette chute sévère de la collecte nationale est toutefois atténuée par l'amélioration des taux butyreux et protéiques. Ainsi, sur les 5 premiers mois 2023, la collecte nationale calculée en MSU s'est repliée de -0,5% /2022.



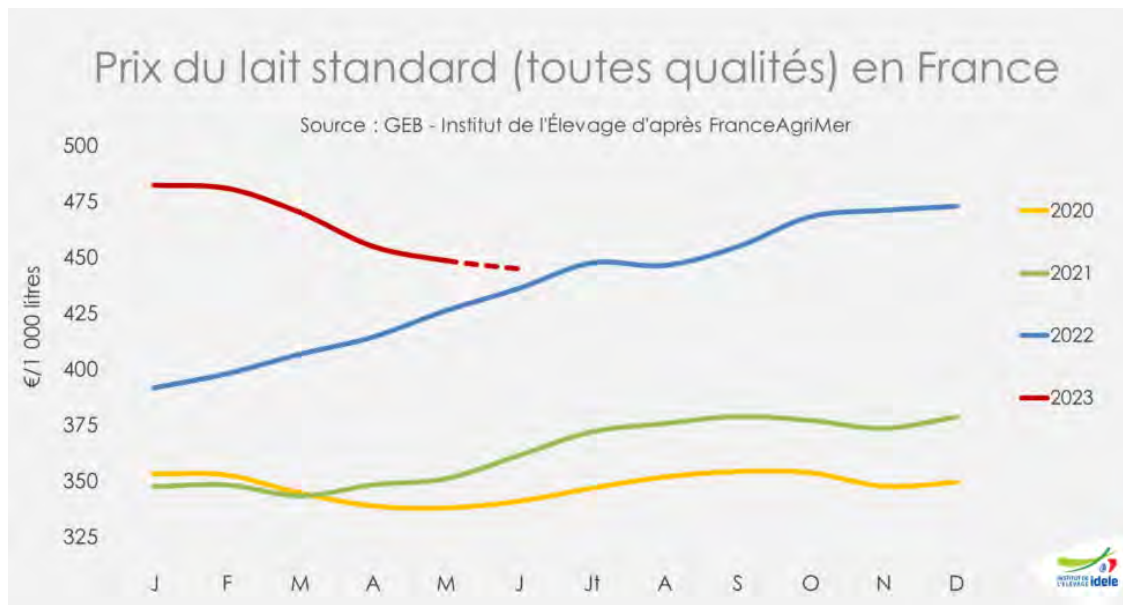
La collecte laitière a connu des variations régionales notables. En cumul jusqu'à mai, la baisse a été importante en Bretagne (-3,1% /2022) et en Pays de la Loire (-4,3%). En revanche, la Normandie a enregistré une progression de +1% et les Hauts de France de +0,7%. L'effondrement se poursuit dans les régions du Sud-Ouest (-7 à -8%) quand la collecte résiste en Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté (-1,4%) ainsi que dans le Grand Est (-1,7%).

La collecte laitière a poursuivi son repli en raison de la diminution constante du cheptel de vaches. Au 1^{er} juin 2023, l'effectif de vaches laitières a encore reculé de -2,4% /2022. Les sorties de vaches de réforme ont drastiquement diminué en mai (-9% /2022), mais parallèlement le nombre d'entrées de génisses s'est aussi réduit (-5%). Même si la baisse de collecte peut être attribuée en premier lieu au déclin du cheptel laitier, elle a été amplifiée par la mauvaise qualité des fourrages notamment en Bretagne et en Pays de la Loire.

La gestion du pâturage a été difficile au printemps en raison des conditions météorologiques, avec un mois de mars très humide suivi de températures élevées puis de vents d'Est. La qualité de l'herbe pâturée n'a pas été bonne, cependant le printemps a été propice à la fauche. En Normandie, la pression fourragère a été moins forte. En outre, le recul du cheptel laitier est beaucoup plus faible qu'ailleurs (-1% /2022). Les laiteries normandes ont activé des dépassements de référence permettant des accroissements de production par point de collecte. Dans les Hauts-de-France, les sols conservent un bon potentiel de production avec moins de sécheresse que dans d'autres régions. De plus, la diminution du cheptel laitier est également moins marquée (-0,8% /2022).

Le prix du lait en France tend à se stabiliser

En mai 2023, le prix du lait standard (toutes qualités) en France est descendu de -6 € en un mois à 449 €/1 000 l. Il reste toutefois plus élevé qu'un an auparavant (+22 €/2022). Depuis le début d'année 2023, les prix du lait ont connu un recul généralisé partout en Europe. Actuellement, le prix français se situe au-dessus des prix des principaux bassins laitiers européens. Selon nos estimations, le prix français devrait avoir baissé de quelques euros en juin, puis se stabiliserait voire augmenterait légèrement en juillet.



Les charges en élevage poursuivent leur repli selon l'IPAMPA lait de vache. Cet indicateur, qui n'intègre pas l'ensemble des charges, a diminué en mai de -1,5% /avril 2023. Depuis février, l'indice est en baisse. Le prix des engrais a chuté de -21% depuis janvier tandis que le poste aliments achetés a récemment commencé à diminuer (-5% depuis janvier). Les dépenses énergétiques baissent également (-9% depuis janvier). Les postes énergies et aliments achetés devraient continuer à se déprécier dans les mois à venir, entraînant une poursuite de la baisse de l'indice IPAMPA lait de vache.

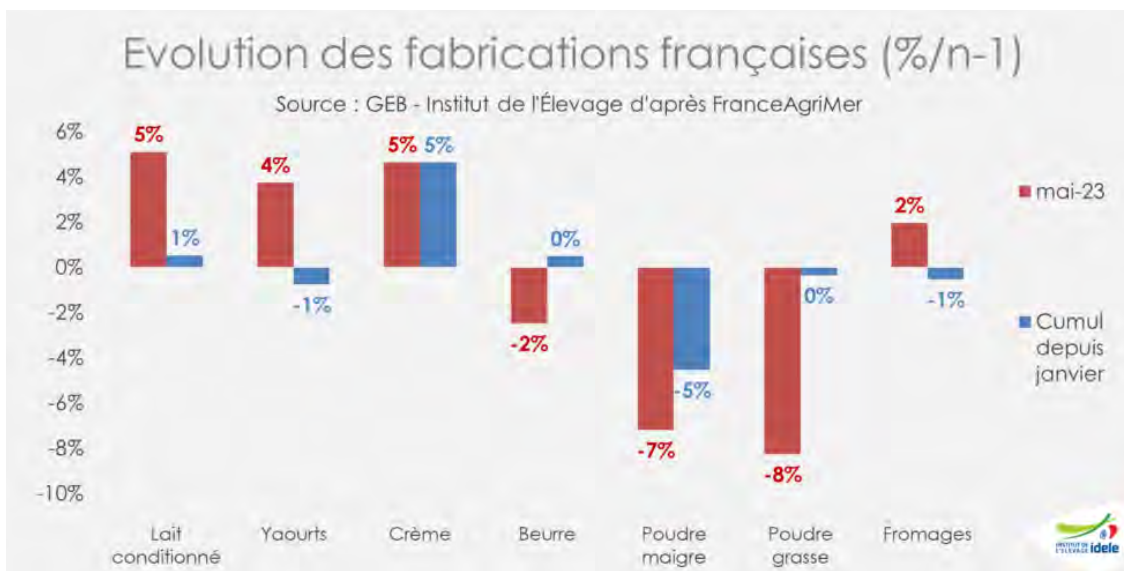
La marge MILC en France, estimée à 138 €/1 000 l en mai, a diminué de -9 € d'un mois sur l'autre sous l'effet de la baisse du prix du lait et malgré une réduction des charges. Le produit des ventes d'animaux a été stable. Sur un an, la MILC a augmenté de +19 €/1 000 l grâce à la hausse du produit lait (+20 €/2022), les autres produits et les charges étant stables.

Reprise contrastée des fabrications de produits laitiers en mai

En mai, les fabrications ont enregistré une reprise significative en laits conditionnés (+5,1% /2022) et en yaourts (+3,7%) alors qu'elles étaient réduites sur les premiers mois de l'année. En cumul jusqu'à mai, les fabrications de laits conditionnés affichent une quasi-stabilité à +0,5% /2022 (+10% pour les laits infantiles) et celles de yaourts ont légèrement baissé (-0,8%). Les fabrications de crème conditionnée sont restées très soutenues en mai (+4,7% /2022). Après un premier trimestre dynamique, les fabrications de beurre ont diminué en mai (-2,5% /2022). En cumul à mai, elles sont pratiquement stables (+0,5% /2022).

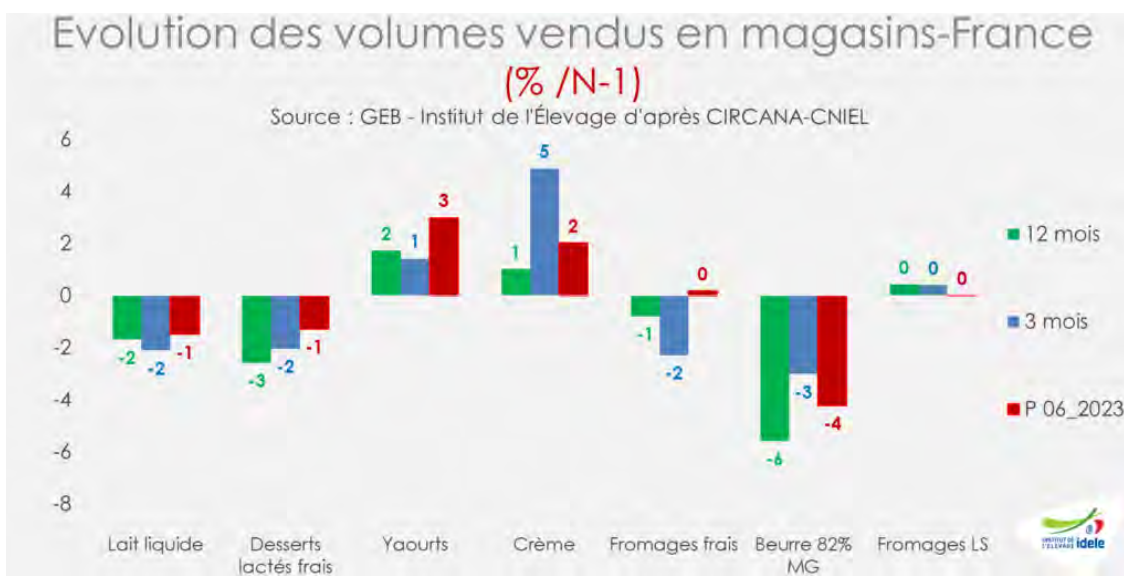
Les fabrications de fromages ont repris en mai (+2% /2022) après un début d'année en retrait. Les hausses de prix ont freiné la consommation de certains fromages. Sur les 5 premiers mois de l'année, les fabrications se stabilisent. Les fabrications de fromages frais ont rebondi en mai (+6,2% /2022) ainsi que celles des fromages à pâte molle (+5,3%). En revanche, les fabrications de fromages à pâte pressée non cuite sont en net recul depuis le début d'année (-7% /2022), avec des baisses très marquées pour les fromages type édám, gouda et mimolette ainsi que les tommes, Saint Nectaire, Morbier ou pyrénées. Les fabrications de fromages à pâte pressée cuite sont aussi en recul (-1,2% sur le début d'année), à l'exception du Beaufort.

Les fabrications de poudres de lait ont poursuivi leur repli en mai (-7,4% /2022) aggravant la tendance à la baisse observée depuis le début d'année (-3,6%). La production de poudre de lait écrémé subit un recul très fort (-4,5% depuis le début d'année) tandis que celle de poudres grasses se maintient au cours des 5 premiers mois de l'année avec toutefois une forte dégradation en mai (-8,2% /2022).



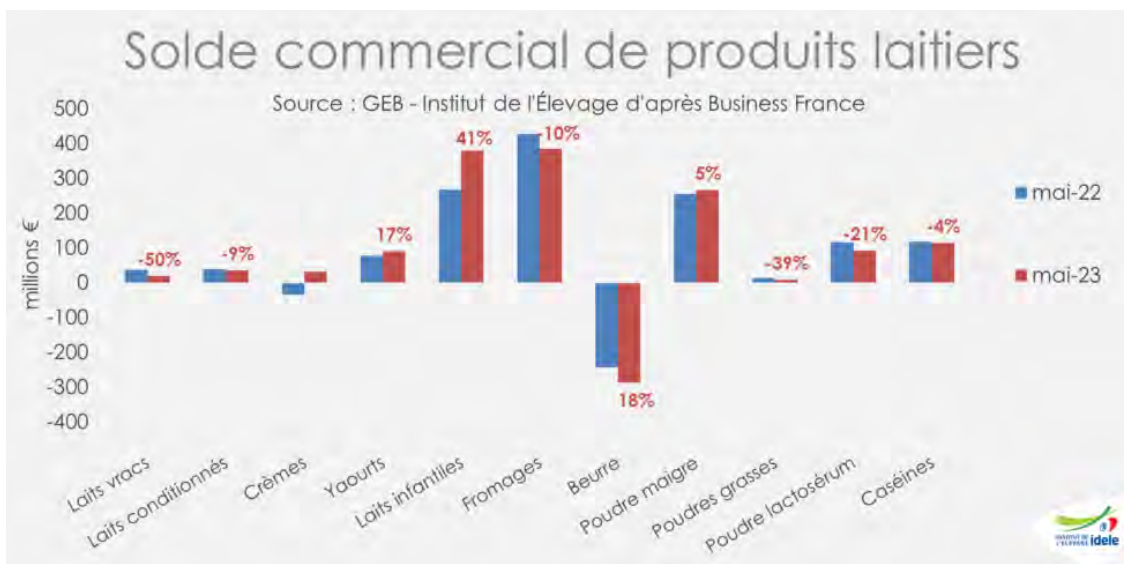
Bonne dynamique des achats des ménages en crème et yaourts

En un an, les prix de l'alimentation ont progressé de +13,7 % en juin 2023. Bien que l'inflation alimentaire ralentit depuis mai, elle demeure très élevée. Au cours de la période 6 de 2023, les prix des produits laitiers en magasin ont augmenté de +17% /2022 (fromages en libre-service) à +22% (laits et crème conditionnés). La dynamique d'achats reste très soutenue pour les crèmes et les yaourts sur cette période et globalement sur les douze derniers mois. Les achats en magasins ont été stables pour les fromages (frais et libre-service). Toutefois, la baisse persiste dans les achats de laits liquides et de dessert frais. Et les achats de beurre par les ménages français en magasins continuent de diminuer de manière significative.



Amélioration de l'excédent commercial tous produits laitiers

Sur 5 mois, de janvier à mai 2023, les exportations en volume ont progressé pour la crème (+22% /2022), les yaourts (+8%), les poudres de lait infantile (+9%) et la poudre de lait écrémé (+9%). Les volumes exportés ont à l'inverse reculé pour les autres produits laitiers. Il convient de souligner que les exportations de fromages sont en nette baisse (-6% /2022) sur ce début d'année. A l'exception des poudres de lait, des laits infantiles et du lactosérum, les importations de produits laitiers sont en hausse. Le solde commercial français des produits laitiers s'est amélioré en valeur de +5% sur les 5 premiers mois de l'année à +1,32 milliard €.



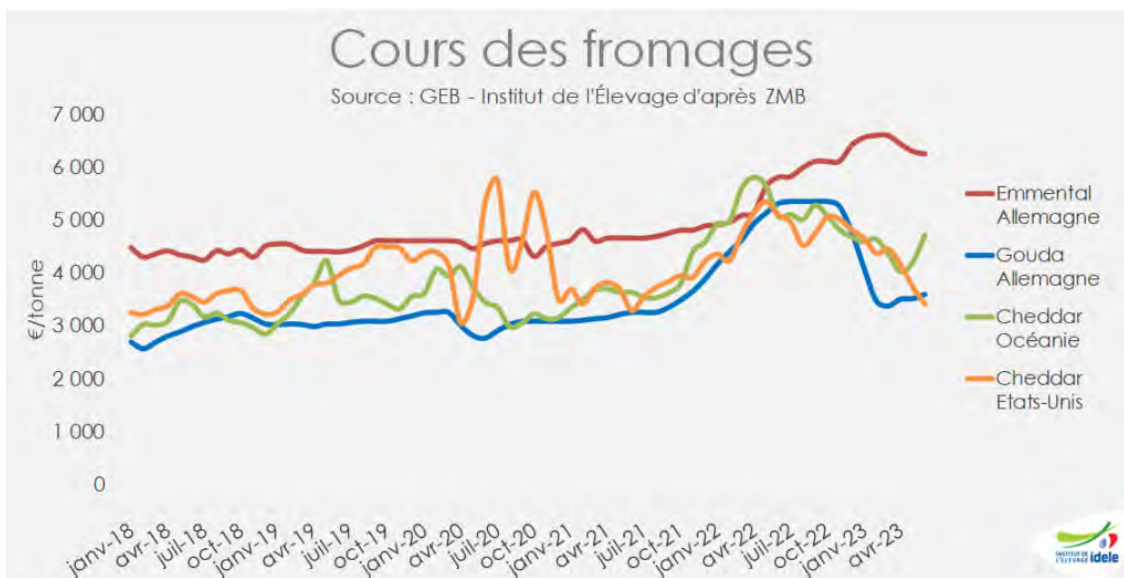
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Trajectoire contrastée des principaux producteurs mondiaux de fromages

Dernière révision le 19 juillet 2023

Les prix des fromages sont actuellement le reflet de la conjoncture laitière mondiale en termes de volumes. Les Etats-Unis peinent à exporter les fabrications supplémentaires de fromages et de poudre maigre induits par la croissance de la production laitière. Cela se traduit par des baisses de prix du cheddar notamment. Ce n'est pas le cas de la Nouvelle-Zélande où le cours du cheddar se redresse depuis avril grâce à une demande internationale forte.

En Europe, le marché des fromages est plus calme. Les exportations sont globalement stables et la demande intérieure semble se maintenir malgré des prix au détail toujours exceptionnellement élevés, notamment en emmental. La collecte européenne ressort en légère hausse en mai de +0,5% /2022 dans un contexte de prix du beurre et de poudre maigre qui cherchent à se stabiliser.



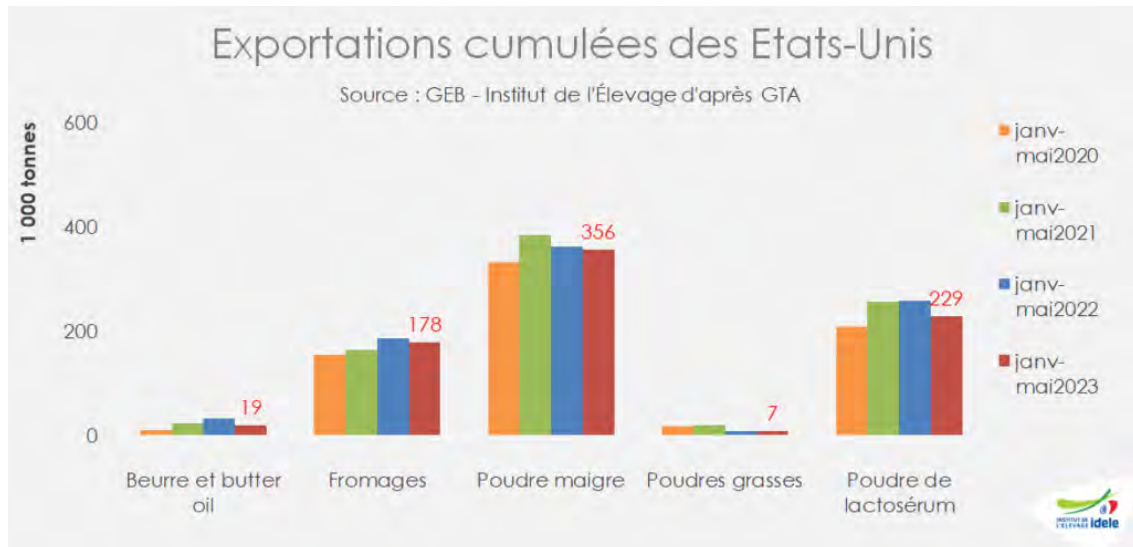
Très forte chute des prix aux États-Unis

Depuis octobre 2022, le prix du cheddar étatsunien ne cesse de se dégrader, passant de 5 055 €/t en octobre à 3 400 €/t en juin 2023. Cette dépréciation résulte d'un décalage entre offre et demande.

En effet, les fabrications fromagères se sont accélérées notamment dans le Midwest. Les fabrications nationales de cheddar ont ainsi bondi en mai de +4,5% /2022 et ont été portées à 780 000 t en cumul depuis le début de l'année, soit +30 000 t /2022. Celles de mozzarella sont aussi haussières (+1% en mai), atteignant 870 000 t depuis le début de l'année (+5 000 t /2022).

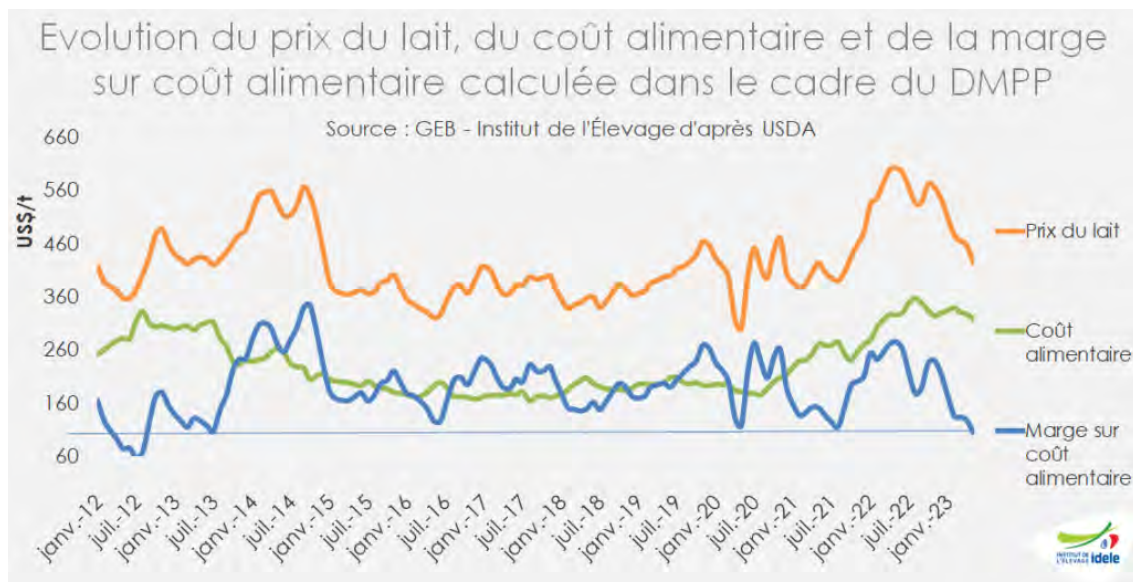
Les fabrications de fromages se concentrent de plus en plus dans les régions des Grands Lacs aux États-Unis. Le Wisconsin, qui fournit un quart des fabrications nationales, a fortement augmenté ses fabrications de cheddar et de mozzarella en mai (respectivement +4,3% et +13%).

Dans le même temps, les exportations de fromages se dégradent. Elles ont reculé de -18% /2022 sur le seul mois de mai et de -4% en cumul sur cinq mois, à 178 000 t. Les envois vers le Mexique sont toujours conséquents (+15% à 56 000 t en cumul sur 5 mois), mais ceux vers la Corée du Sud (-42% à 19 300 t en cumul) et le Japon (-20% à 17 000 t en cumul) se sont fortement réduits.



Ce déséquilibre a de très fortes conséquences pour les éleveurs du Midwest dont le prix du lait payé est lié à celui des fromages. Le prix du lait *Class III* est ainsi passé de 400 €/t en janvier 2023 à 303 €/t en juin.

L'indicateur de marge sur coût alimentaire publié par l'USDA se rapproche ainsi des 100 \$/t (4,83 \$/cwt), au plus bas depuis juillet 2013. Cet indicateur est basé sur un prix du lait moyen de 19,3 \$/cwt (425 \$/t soit 378 €/t), mais les éleveurs du Wisconsin n'ont été payés que 17,74 \$/cwt (391 \$/t soit 348 €/t) ce qui rend la marge encore plus faible.



Par ailleurs, la filière peine à absorber les volumes de lait supplémentaire dans les circuits de transformation amenant certains éleveurs à jeter du lait ou l'écouler dans l'aliment du bétail. Les opérateurs locaux évoquent des problèmes de pénurie de main d'œuvre notamment les week-ends, des installations vieillissantes dans un contexte de prix peu porteurs.

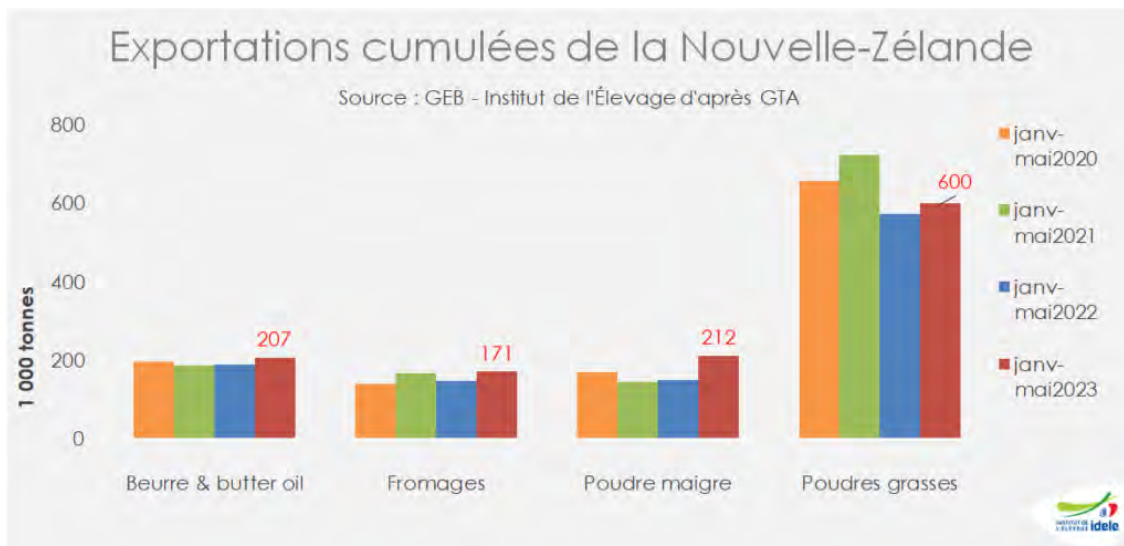
Dans ce contexte, les abattages de vaches laitières s'accroissent dans certains États, le prix de la viande étant par ailleurs élevé. Les fortes températures attendues devraient encore stimuler ces abattages.

La Nouvelle-Zélande transforme sa collecte supplémentaire en fromages pour l'export

La collecte de lait en Nouvelle-Zélande a fortement rebondi depuis le début de l'année 2023 (+7% janv-mai /2022 en volume et +8,3% en Matière Solide Utile) grâce à de meilleures conditions météorologiques qui ont permis une meilleure pousse de l'herbe .

Dans un contexte où la demande mondiale de poudres grasses est toujours ralentie, la Nouvelle-Zélande a augmenté les fabrications de fromages. Les exportations de fromages ont ainsi bondi de +16% /2022 à 171 000 t sur 5 mois, et dépassé le précédent record de 2021 (167 000 t sur janvier-mai 2021). Les envois ont bondi vers la Chine devenue la première destination (+26% à 48 000 t sur 5 mois), vers l'Australie (+44% à 21 400 t), la Corée du Sud (+53% à 16 000 t) et les Philippines (+25% à 8 700t). Ils ont progressé plus modestement vers le Japon (+8% à 29 000 t).

Le prix du cheddar en Nouvelle-Zélande s'est apprécié de +700 €/t en deux mois à 4 700 €/t en juin 2023. Cette hausse pourrait ne pas être durable si les opérateurs néozélandais souhaitent rester compétitifs face aux États-Unis. Déjà, sur la plateforme du Global Dairy Trade, les prix du cheddar sont repartis à la baisse lors des deux enchères de juillet 2023.



Relative stabilité sur le marché européen

Les fabrications de fromages dans l'Union européenne sont globalement stables (+0,5% /2022 sur la période janvier-avril 2023). Elles ont légèrement baissé chez les deux premiers pays fabricants (-0,5% en Allemagne et -0,7% en France), mais elles augmentent dans les autres pays où la collecte est dynamique.

Les exportations sur la période janvier-mai ont été similaires à celles de l'an passé. Les envois vers le Royaume-Uni sont en légère hausse (+3,5% à 174 500 t sur 5 mois) ce qui compense les moindres expéditions vers les États-Unis (-9% à 47 000 t).

Selon AMI, la demande semble bonne notamment dans l'Europe du Sud avec l'arrivée des vacanciers. Les ventes aux ménages se portent mieux en Allemagne permettant aux stocks de baisser. Les livraisons des contrats aux acheteurs et donc la demande seraient supérieures aux quantités produites par les fromageries en Allemagne. De même, la consommation de pizza et donc de mozzarella est forte actuellement.

Plus globalement, la consommation européenne de fromages se tient bien, voire progresse légèrement, malgré des prix au détail toujours historiquement élevés.

Dans ce contexte, le prix de l'emmental en Allemagne, principalement destiné au marché européen, se tient à un niveau historiquement élevé, à 6 240 €/t en juin (+8% /2022). A l'inverse, le cours du gouda, davantage orienté vers le grand export vers l'export pays tiers, a fortement chuté depuis janvier, à 3 600 €/t en juin (soit -32% /2022).

Sursaut des cours pour l'Aïd-el-Kébir en France et au Royaume-Uni

Dernière révision le 19 juillet 2023

En Espagne et en Irlande, les ventes pour l'Aïd-el-Kébir ont été décevantes : seuls les cours des agneaux français et britanniques se sont temporairement redressés fin juin. Les cotations des agneaux en Australie et en Nouvelle-Zélande, en repli depuis mi-2022, se maintiennent à de bas niveaux.

Viande ovine » France »

Le commerce se réveille momentanément pour l'Aïd-el-Kébir

Dernière révision le 19 juillet 2023

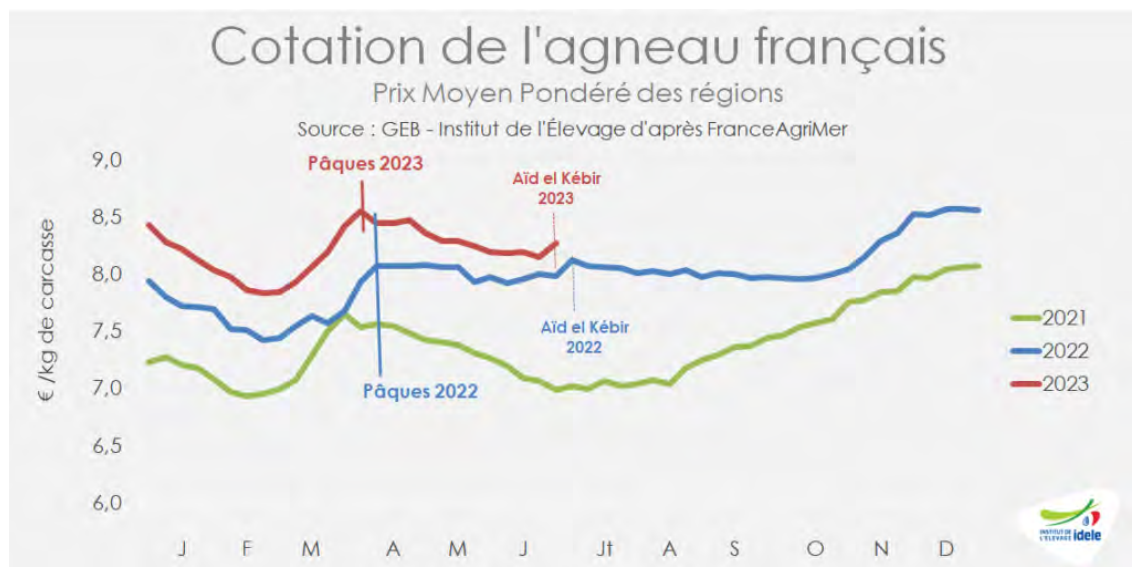
Particulièrement calme après Pâques, et en particulier avec les prix élevés de l'agneau, le commerce s'est momentanément réactivé pour l'Aïd-el-Kébir (semaine 26).

Regain de la cotation pour l'Aïd-el-Kébir

En semaine 26 de 2023, la **cotation** a atteint **8,27 €/kg**, gagnant 12 centimes d'une semaine sur l'autre, via la hausse de demande pour certaines catégories d'agneaux lors de l'Aïd-el-Kébir (du 28 juin au 2 juillet).

Les abattoirs auraient dans l'ensemble fonctionné un peu moins que d'habitude (hors crise économique) le jour de l'Aïd, avec des abattements dérogatoires (hors abattoirs) qui semblent avoir été en revanche plus nombreux cette année.

La cotation devrait repartir à la baisse durant l'été, sous l'effet d'un commerce particulièrement calme.



Depuis le début de l'année, la baisse des abattements permet d'équilibrer le marché face à une demande particulièrement atone.

L'**IPAMPA ovin viande** poursuit son léger recul d'un mois sur l'autre. A 134,4 points en mai, il a retrouvé son niveau (déjà très élevé) de mai 2022. Les indices énergie et lubrifiants (-15% /mai 2022, mais +32% /mai 2021), et engrais (-25% /2022, mais +57% /2021) ont davantage reculé d'une année sur l'autre, mais restent très élevés. L'indice aliments achetés était au même niveau que l'an dernier, mais toujours supérieur de +27% à celui de 2021.

Un peu moins de commandes pour l'Aïd

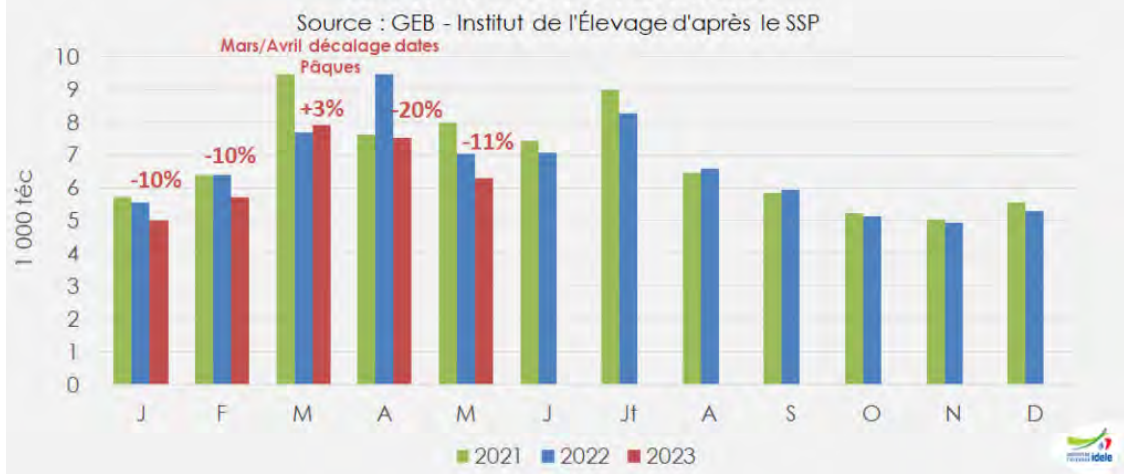
Selon Agreste, les abattements de **réformes** étaient haussiers jusqu'à leur chute en mai (-15% /2022) : sur 5 mois, ils ont reculé de -3% en effectifs, à 198 000 têtes, et de -3% en volume, leurs poids moyens de carcasse ayant reculé de -0,8 kg, à 26,5 kg. Les abattements **d'agneaux** ont quant à eux reculé de -11% sur la même période, totalisant 1,5 M de têtes, et la production abattue a diminué d'autant (-11% /2022), avec un poids moyen des carcasses d'agneaux stable (18,2 kg).

Au total, la **production ovine** (agneaux et réformes) a atteint 32 000 téc sur 5 mois, en chute de **-10%** /2022.

La sécheresse de 2022 et l'inflation sont responsables de la baisse des sorties d'agneaux au 1^{er} semestre 2023 : réformes dynamiques pour faire face au manque d'aliments et de fourrages, moindres agnelages début 2023 en raison de la baisse de fertilité des brebis provoquée par les températures estivales élevées et éventuellement des durées d'engraissement plus longues car certains éleveurs finissent les animaux à l'herbe plutôt qu'en bergerie dans les régions qui le permettent (bonne pousse de l'herbe en fin d'hiver-début du printemps).

Selon *Ovinfos*, les abattements d'ovins pour l'Aïd el-Kébir, en semaine 26, auraient été **moindres** que les années précédentes.

Production abattue de viande ovine en France



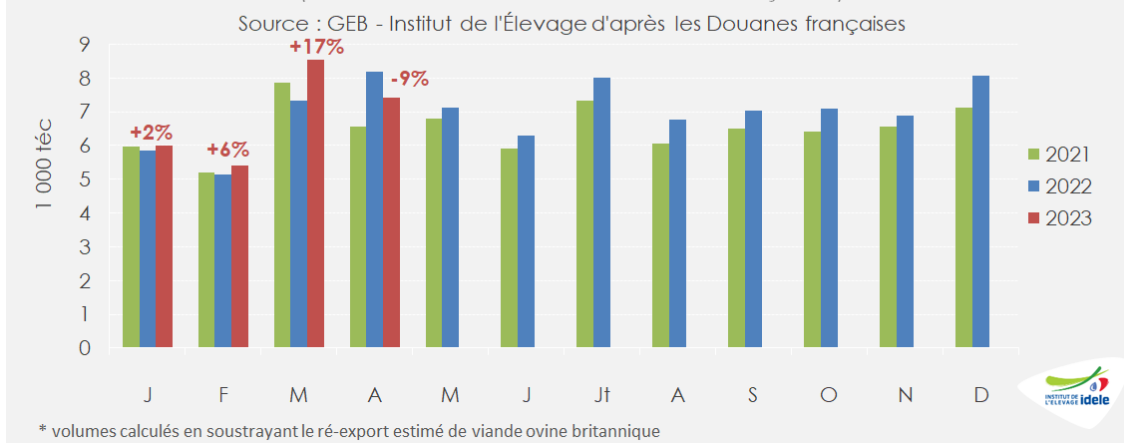
Avec des **importations d'agneaux vivants** et des **sorties des élevages français** en baisse sur les 4 premiers mois de 2023 (respectivement -19% /2022 à 44 000 têtes et -8% /2022 à 1,3 M de têtes) ainsi que des **exportations d'agneaux** en hausse (+24% /2022 à 143 000 têtes), les abattages français ont logiquement reculé début 2023.

Légère hausse des importations de viande ovine de janvier à avril

Sur les **quatre premiers mois de 2023**, les importations françaises de viande ovine ont légèrement augmenté d'une année sur l'autre (+3% /2022, à 27 400 téc) : la nette hausse de mars (+17%) a été en partie contrebalancée par la baisse d'avril (-9%), ces évolutions étant surtout attribuables au décalage des dates de Pâques entre 2023 et 2022. Cependant, elles restent modérées, inférieures de -9% à la moyenne des quatre premiers mois de 2015-2019 (avant la pandémie de covid-19).

Les volumes ont progressé en provenance du Royaume-Uni (+22% /2022), d'Irlande (+4%), mais ont nettement fléchi en provenance de Nouvelle Zélande (-11%) et d'Espagne (-26%).

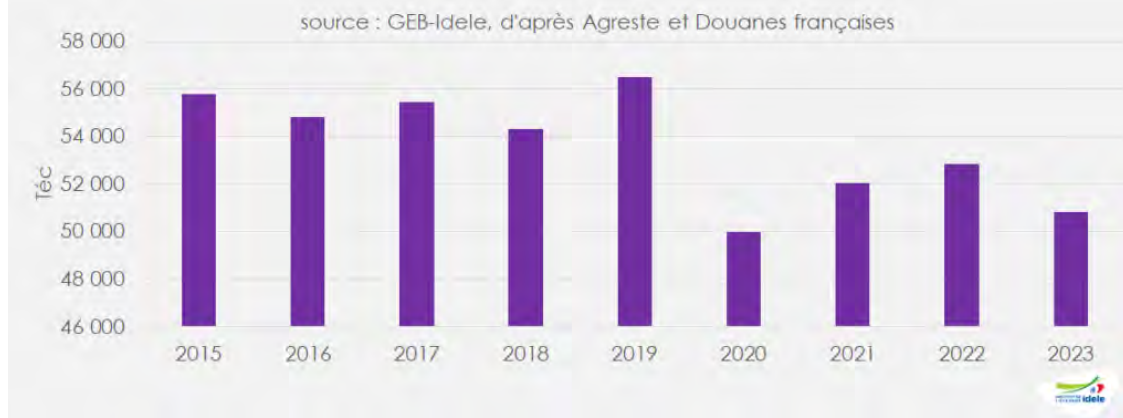
Importations françaises de viande ovine (à destination du marché français*)



Le disponible français recule

De janvier à avril 2023, le disponible français a baissé de **-4%** /2022 avec des abattages français toujours en retrait. Il reste sous le niveau de la dernière moyenne quinquennale (-4%).

Disponible de viande ovine en France sur 4 mois



Viande ovine » UE et monde »

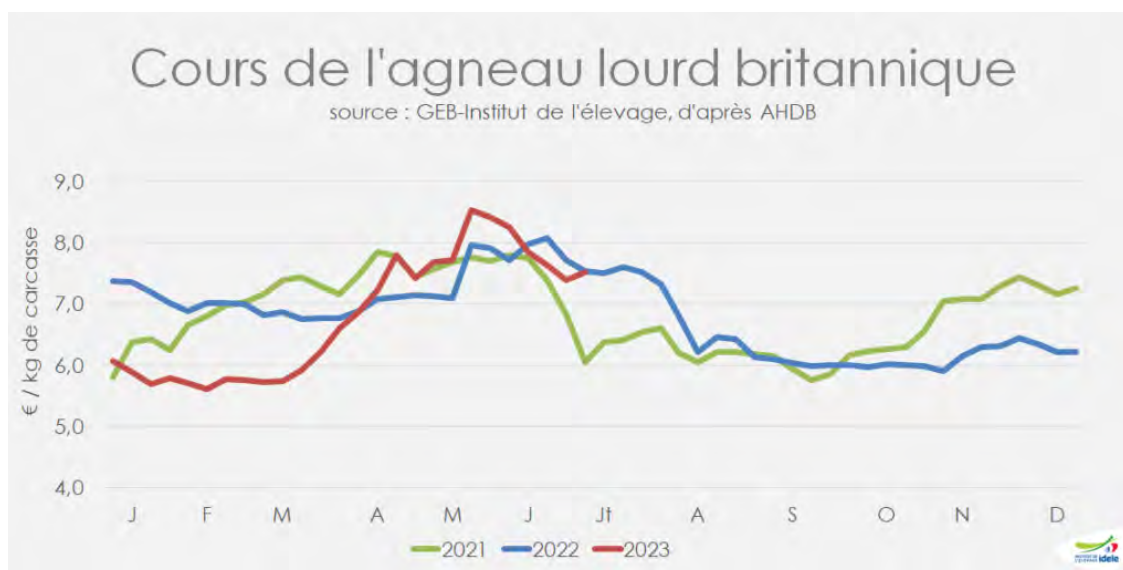
Des agneaux néozélandais et australiens compétitifs

Dernière révision le 19 juillet 2023

Le prix des agneaux néozélandais et australiens ne cessent de baisser depuis mi-2022 : ils sont donc très compétitifs, dans un contexte où l'accord commercial avec le Royaume-Uni est récemment entré en vigueur et celui avec l'UE-27 serait signé dans les prochains mois pour une mise en application courant 2024.

Royaume-Uni : le cours retrouve son niveau de 2022

Alors qu'il était de nouveau passé sous son niveau de l'an passé début juin, le cours britannique s'est ponctuellement redressé en semaine 26, tiré par un pic de demande pour l'Aïd-el-Kébir. Il s'établissait alors à **7,52 €/kg**, presque au niveau de 2022, à 2 centimes près, et en hausse de +1,46 €/kg par rapport à celui de 2021 à pareille époque.



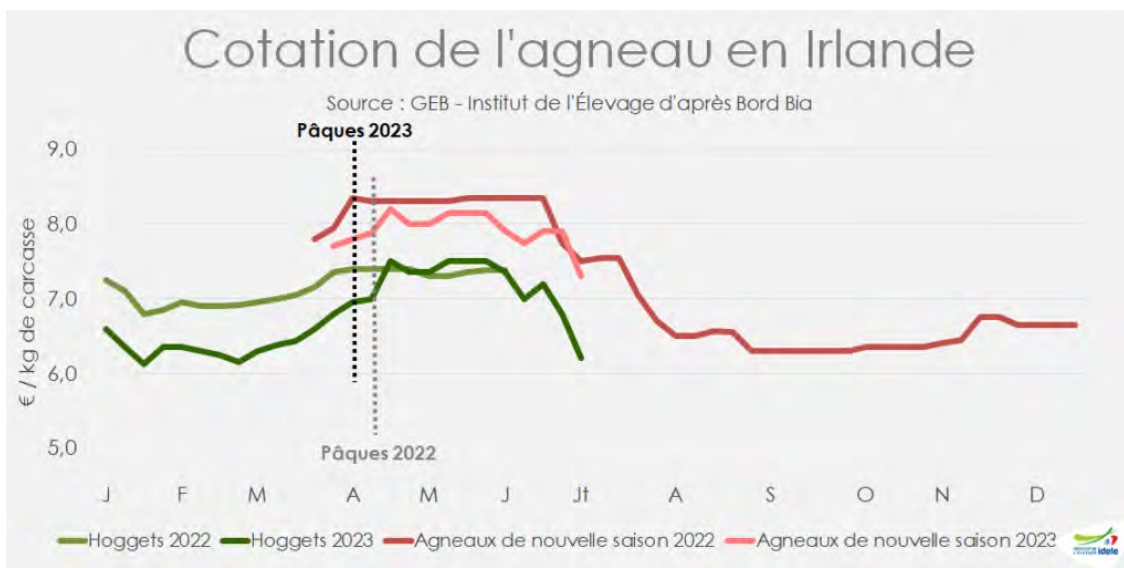
La **production** britannique de viande ovine sur les quatre premiers mois de 2023 a légèrement reculé d'une année sur l'autre, à 117 000 t : les effectifs d'agneaux et de réformes abattus ont certes augmenté, respectivement de +2% et 3%, mais leurs poids carcasse ont été moindres sous l'effet d'une moindre finition, en lien avec le prix élevé des aliments.

Les **exportations** britanniques de viande ovine ont bondi de +17% /2022 sur la même période, dont +13% vers la France. Les importations tous fournisseurs ont en revanche chuté de -35% /2022, dont -36% en provenance de Nouvelle-Zélande et -37% d'Irlande.

En lien avec des conditions climatiques difficiles lors de la dernière saison, la croissance de l'herbe et le prix élevé des aliments, **les sorties d'agneaux de printemps ont été tardives début 2023** : en recul de -17% /2022 au 3 juin.

Irlande : demande insuffisante pour l'Aïd

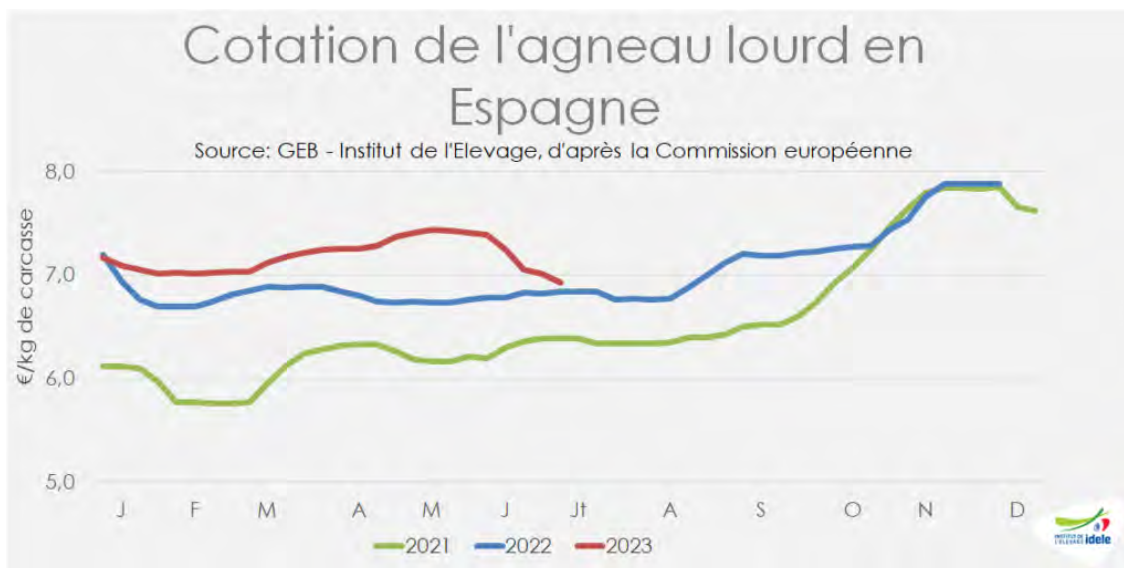
La **cotation** de l'agneau de nouvelle saison a poursuivi sa baisse saisonnière en juin, sous l'effet d'une hausse progressive de la production à cette période, face à une demande anormalement basse, notamment pour l'Aïd, très attendu et préparé par les abatteurs. Alors à **7,30 €/kg** en semaine 26, elle a décroché de 60 centimes d'une semaine sur l'autre, tombant ainsi -20 centimes sous son niveau de 2022, signe d'un marché plus encombré que l'an passé.



Au 1^{er} semestre 2023, les **abattages** d'ovins ont progressé de +4% /2022, à 1,4 M de têtes. On constate une hausse des abattages d'agneaux de +4,5% /2022 à 1,3 M de têtes (+10% /2020), et une baisse des réformes de -2% /2022. Les approvisionnements en agneaux nord-irlandais pour préparer l'Aïd étaient abondants. Les abattoirs ont bien fonctionné pour préparer cette fête musulmane, mais la faible demande a pesé sur le marché irlandais. Malgré une production dynamique, les **exportations** de viande ovine irlandaise ont légèrement régressé sur 4 mois, de -1% /2022, à 20 000 téc, avec notamment des replis vers la France (-1%) et le Royaume-Uni (- 8%). Les exportateurs Irlandais subissent une **forte concurrence des viandes d'agneaux néozélandaises et australiennes** sur le marché britannique, en plus d'une baisse de la consommation par les Britanniques, comme c'est le cas de beaucoup de pays européens subissant l'inflation.

Espagne : peu d'agneau mais suffisamment face aux achats en berne

Le **cours** espagnol ne cesse de chuter depuis quelques semaines : malgré une offre modeste, les achats sont si peu dynamiques que cela pèse sur les cours. Le regain des exportations de vifs avec l'Aïd a donné un peu d'air au marché et stabilisé les prix dans quelques provinces espagnoles. Toutefois, les ventes pour cette fête de l'agneau ont été décevantes selon *Agropopular*, et n'ont pas permis de désencombrer le marché. En semaine 26, il s'établissait alors à **6,92 €/kg**, perdant - 0,09 €/kg d'une semaine sur l'autre mais restant +0,08 € au-dessus de son niveau de 2022.



Le repli de la production espagnole, les baisses de demande ainsi que le prix élevé des agneaux en Espagne entraînent un repli des exportations de viande ainsi que de vifs.

Sur 4 mois en 2023, la **production** abattue a en effet reculé, de -9% /2022 en volume, sous l'effet d'un repli des effectifs d'agneaux (-7%) et de réformes (-12%) abattus et d'une baisse des poids de carcasse : les tonnages de viande d'agneaux ont ainsi baissé de -8% et ceux de réformes de -13%. Le prix élevé de l'aliment incite les engraisseurs à la modération, ce qui se répercute sur le poids des agneaux finis.

Les **exports d'agneaux vivants** espagnols ont chuté de -16% /2022 sur la même période, face au manque d'offre, avec des envois vers la Jordanie en repli de moitié, à 140 000 têtes.

Les **exportations de viande ovine** ont-elles aussi baissé de -6% /2022 sur la même période, totalisant 16 000 téc. Les fortes hausses vers l'Italie (+17%) et le Portugal (+42%) ont notamment été contrebalancées par des replis vers le Qatar (-60%) et la France (-6%).

Les **pluies** sont enfin arrivées en juin, verdissant les prairies et redonnant un peu confiance aux éleveurs, dont une partie songeait à débuter une décapitalisation. Rappelons que l'Espagne a subi un printemps historiquement chaud et

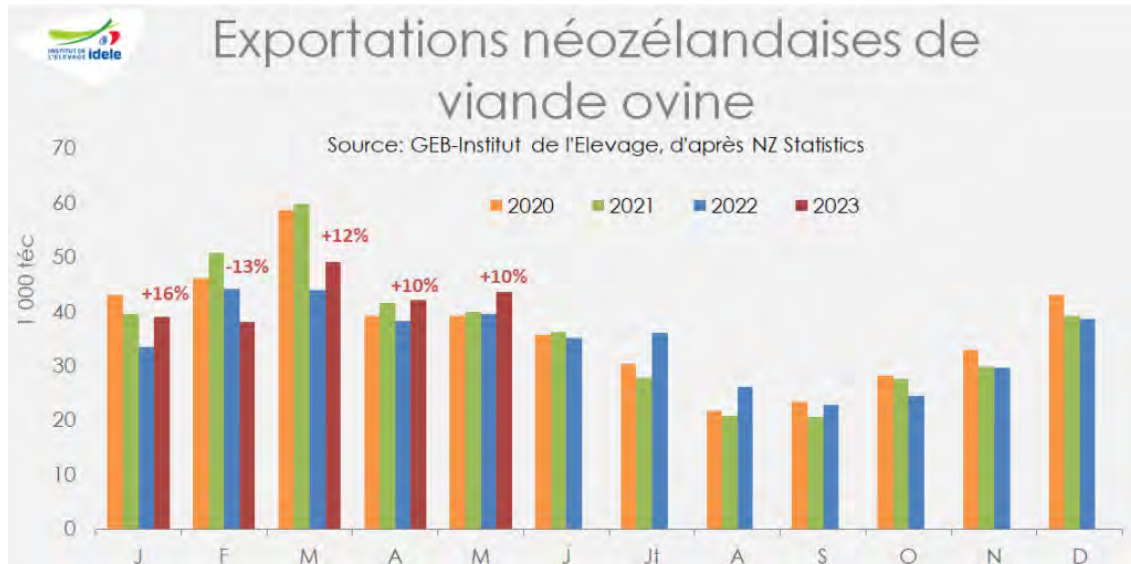
sec.

Nouvelle-Zélande : les exportations progressent mais restent modestes

De janvier à mai 2023, la **production** ovine abattue en Nouvelle-Zélande a reculé de -3% d'une année sur l'autre, à 217 000 téc. Les effectifs d'agneaux abattus ont reculé de -5% /2022 et ceux d'ovins adultes de -2% /2022. Les carcasses des agneaux comme des ovins adultes abattus ont été alourdies, de respectivement +1% et +2% /2022, à 19,7 kg et 25,9 kg.

Sur la même période, les **exportations** de viande ovine ont progressé, de +6% /2022, à 212 000 téc. Elles ont notamment bondi vers la Chine (+30%), la Belgique (x2) et les Pays-Bas (+42%), mais ont reculé vers le Royaume-Uni (-31%), la France (-4%) et l'Allemagne (-8%). Attention, elles restent toutefois modestes, en repli de -7% comparé à la moyenne des 5 dernières années.

Attention, pour rappel, les importations chinoises de viande ovine avaient momentanément faibli en 2022, bien que surtout au 2nd semestre : sur 5 mois en 2023, les exportations néozélandaises vers la Chine restent sous leur niveau de 2021.

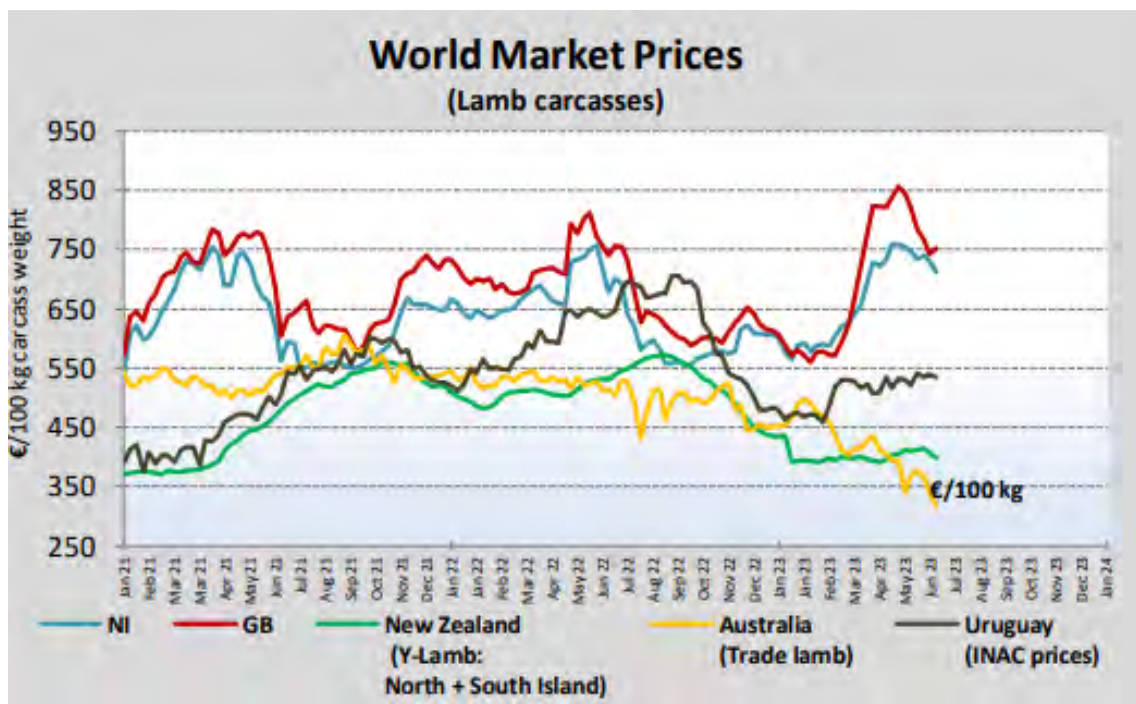


Des agneaux océaniques peu chers et davantage acheminés vers l'UE

En 2023, les prix des agneaux néozélandais et australiens ont chuté. En **Australie**, la reconstitution du cheptel national, grâce à des conditions météo humides en 2022, a offert un large choix aux abatteurs, et le surplus de volumes a pesé sur le prix des agneaux.

En **Nouvelle-Zélande**, c'est surtout le ralentissement de la demande chinoise, depuis 2022, qui pèse sur le prix, ce marché représentant aujourd'hui la moitié des exports néozélandais. Face à ce ralentissement, les exportateurs néozélandais se sont davantage tournés vers l'UE à 27. Cette tendance pourrait se renforcer en 2024 avec la mise en place de **l'accord commercial entre la Nouvelle-Zélande et l'UE à 27**, qui devrait être ratifié dans les prochains mois.

Les envois océaniques vers le Royaume-Uni devraient augmenter à partir de juin, notamment via la mise en place de **l'accord commercial avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie** le 31 mai 2023.



source : Commission européenne

Des transformations fromagères ralenties par la demande

Dernière révision le 19 juillet 2023

La baisse des achats des ménages et le repli de la demande extérieure ont entraîné une chute des importations de produits de report.

La collecte en revanche s'est légèrement redressée avec une hausse de la revalorisation des prix du lait et un repli des charges de production. Ce qui permet une amélioration de la marge des producteurs laitiers.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

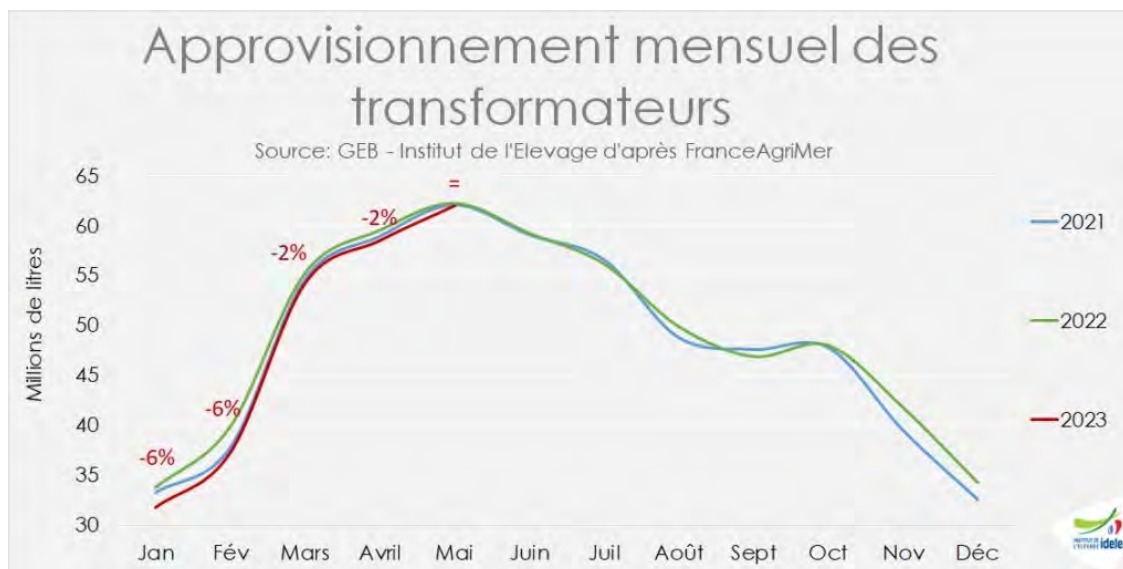
Des transformations fromagères ralenties par la demande

Dernière révision le 19 juillet 2023

La baisse des achats des ménages et le repli de la demande extérieure ont entraîné une chute des importations de produits de report. La collecte en revanche s'est légèrement redressée avec une hausse de la revalorisation des prix du lait et un repli des charges de production.

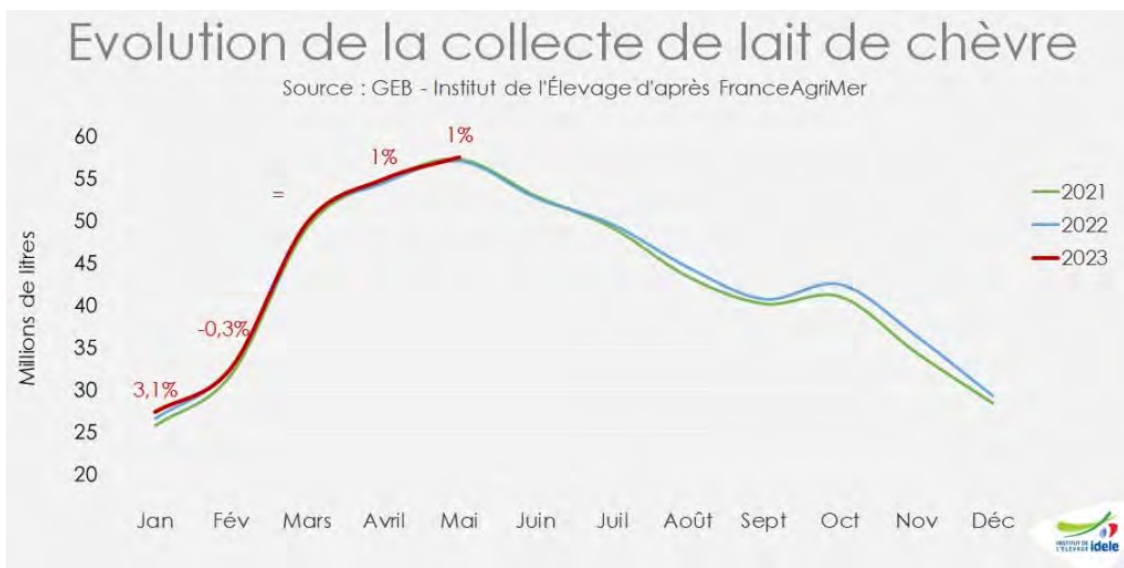
L'approvisionnement baisse nettement au 1^{er} semestre

L'approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs français (collecte et importations), qui s'est établi à près de 244 millions de litres sur les cinq premiers mois de l'année, a baissé de près de 7 millions de litres d'une année sur l'autre (-3% /2022).



D'un côté, la collecte de lait de chèvre cumulée sur les 5 premiers mois a légèrement progressé, de +1% par rapport à 2022, à plus de 222 millions de litres. D'après les producteurs, cette faible croissance de collecte depuis le mois de février est imputable aux faibles disponibilités fourragères dans les élevages. L'allongement des mises bas (lié en partie à des retours en chaleurs après mise à la reproduction) est également indexé comme l'un des facteurs de baisse de la production laitière, mais surtout du décalage du pic de la production.

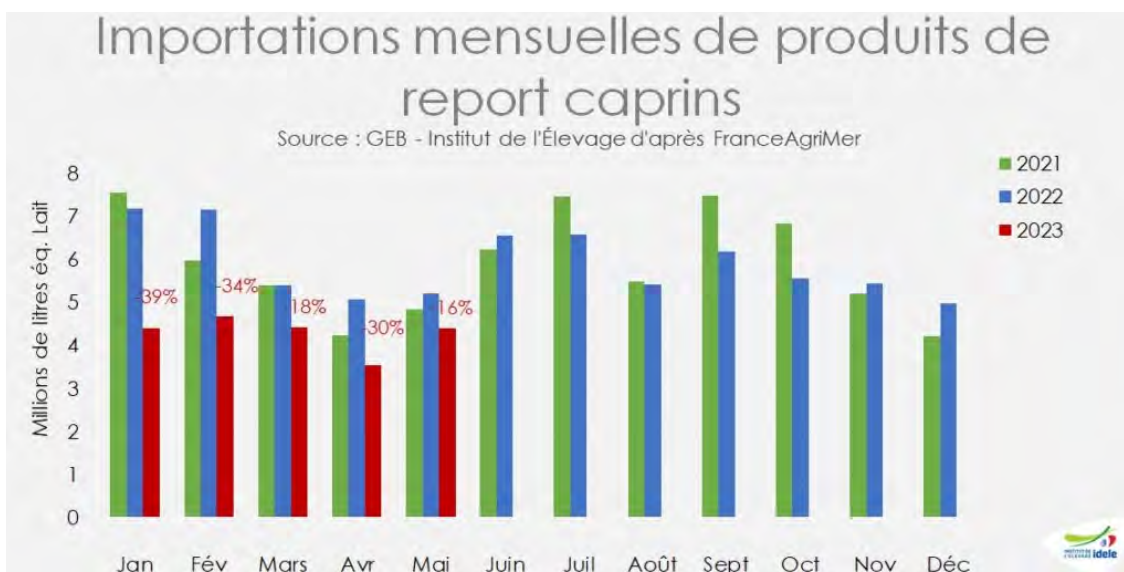
D'après les données de FranceAgriMer, le prix du lait de chèvre en mai s'établit à 826 €/1 000 litres, soit une progression de +15% d'une année sur l'autre. En même temps, le prix des charges de production a légèrement baissé, de -0,4% /2022 selon l' l'PAMPA-Lait de chèvre, à l'indice 136,6. Ceci permet d'envisager une amélioration de la marge des producteurs laitiers.



Des importations de produits de report réduites

De l'autre côté, les importations de produits de report caprins cumulées sur les 5 premiers mois sont très ralenties. Ramenées à près de 21,5 millions de litre, elles ont chuté de -29% d'une année sur l'autre (-8,5 millions de litres). Divers éléments d'explications ont été apportés par les industriels pour élucider cette situation : le repli de l'activité industrielle reste l'élément majeur de la baisse des importations.

Le recul des importations est également le fait des faibles disponibilités dans les pays voisins. Le repli de la production de lait de chèvre en Espagne est de plus en plus préoccupant avec les conditions climatiques se dégradant davantage d'une année sur l'autre. Au terme des cinq premiers mois de l'année, la collecte espagnole a fléchi de -8% /2022, à 190 millions de litres.



Moins de fabrications fromagères

Même si elles étaient relativement stables en début d'année, les fabrications printanières de fromages de chèvre ont baissé d'environ -2,5% en un an, à 25 000 t. Au terme des cinq premiers mois, elles ont baissé de -2%, à 40 000 t, sous l'effet d'une moindre demande des ménages en fromages (-2% sur le quadrimestre, à 15 300 t).

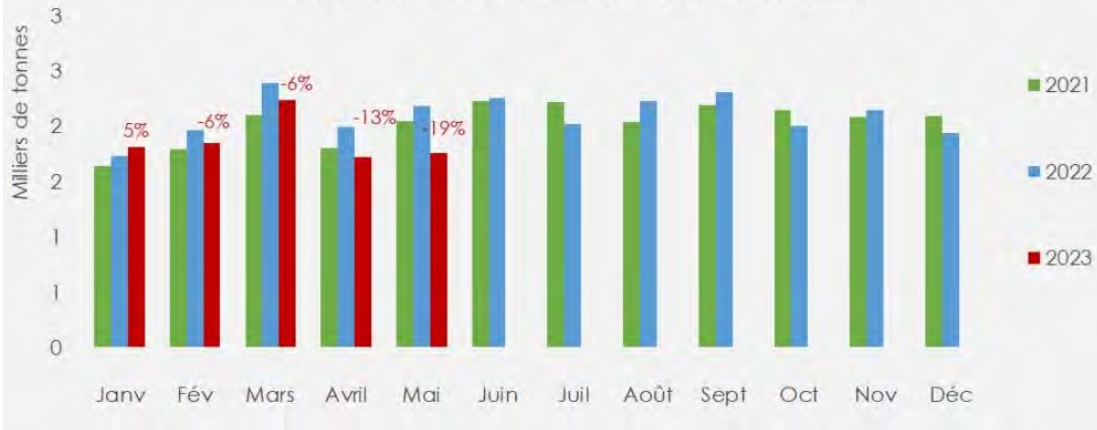
Les fabrications françaises de bûchettes à la pièce ont légèrement progressé (+1% /2022, à 19 700 t) sur les 5 premiers mois de l'année. Les fromages frais en revanche ont vu leur production baisser de -8%, à 7 700 t. Les fromages à la coupe et bûches à la coupe ont respectivement progressé de +2% et +10%, à 5 000 t et 3 000 t. Quant aux autres types de fromages (crottins à la pièce, type-camemberts et autres fromages affinés à la pièce), le recul de la production est compris entre -1% et -3% d'une année sur l'autre.

Chute des exportations de fromages

La demande extérieure en fromages de chèvre souffre fortement de la hausse des prix au détail et de la baisse de pouvoir d'achat des ménages. Après avoir progressé en janvier, de +5% /2022, les exportations ont fortement reculé depuis le mois de février jusqu'en mai. Cumulé sur les 5 premiers mois, les exportations ont chuté de -9% d'une année sur l'autre, à 9 400 t.

Exportations mensuelles de fromages de chèvre

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Marchés des grains : les cours se redressent après la détente

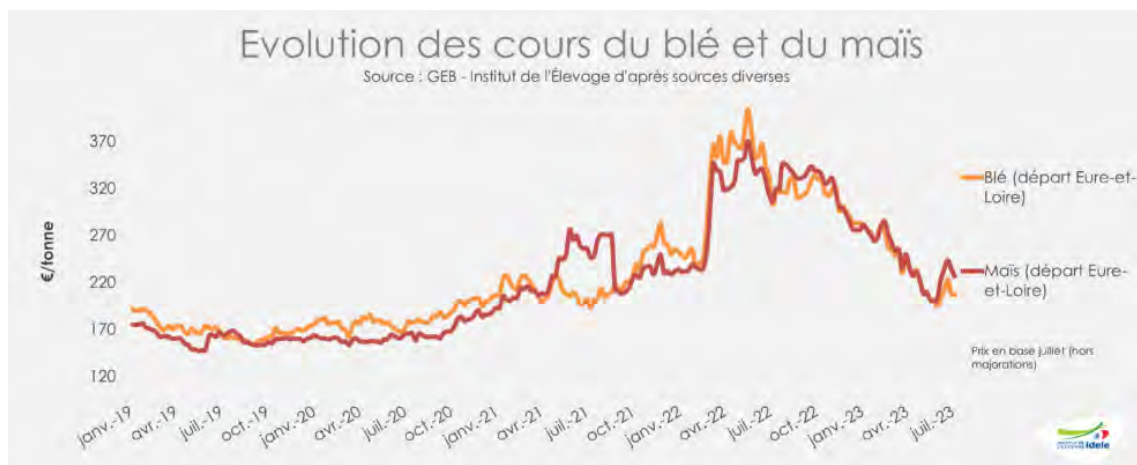
Dernière révision le 19 juillet 2023

L'IPAA (indice des prix des matières premières entrant dans l'alimentation animale) est reparti à la hausse en juin après 5 mois de baisse. La volatilité est de retour sur les marchés des matières premières, causée par les incertitudes géopolitiques et les aléas climatiques. La sécheresse menaçante pourrait aussi impacter les cultures fourragères et la pousse de l'herbe.

Céréales : déficit hydrique aux États-Unis

Les États-Unis subissent un épisode de sécheresse persistant. Malgré des averses qui ont localement soulagé les cultures, le déficit hydrique commence à s'installer. Alors que les blés d'hiver, qui ont souffert du temps sec, commencent à être récoltés, les conditions pour les blés de printemps se sont dégradées. En plus de la météo, la reconduction du corridor en mer Noire inquiète. Les prochaines négociations se dérouleront le 18 juillet en pleine période de récolte et d'exportation pour le bassin de la mer Noire. Contrairement aux années précédentes, la reconduction semble compromise avec l'augmentation des tensions géopolitiques alors que la récolte ukrainienne serait normale (estimation dans la moyenne quinquennale). En France, les opérateurs se montrent confiants au vue des premières récoltes.

Du côté du maïs, les conditions météorologiques se sont détériorées dans le *Corn Belt*. Seuls 50% des maïs sont désormais considérés en conditions bonnes à excellentes. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré depuis 1992. Juillet représente toujours la période critique pour la pollinisation du maïs, la météo sera donc à surveiller dans les prochaines semaines. La sécheresse sévit aussi en Espagne qui fait face à une récolte en céréales estimée catastrophique. L'Espagne se reporte ainsi sur le marché du sud-ouest de la France. Enfin en Ukraine, les surfaces seraient similaires à celles de 2022, malgré le conflit et l'effet ciseau de prix.



Tourteaux : marché de l'huile de palme en souffrance

Comme pour les céréales, l'état des cultures aux États-Unis s'est largement dégradé à cause du manque d'eau. Des conditions sèches sont aussi à noter en Asie du Sud-Est, impactant le marché de l'huile de palme, directeur du marché des huiles, et par conséquent celui de l'huile et de la graine de soja. Ainsi, les prix du soja sont repartis à la hausse en juin, suivis de ceux du tourteau. Toutefois, au cours de la dernière semaine de juin, les prix ont légèrement diminué grâce aux dernières précipitations. Leur durée, intensité et répartition géographique seront déterminantes pour les futurs rendements.

Quant au colza, après une hausse en début de mois puis une stabilisation, le prix de la graine s'est détendu fin juin. Pour les graines oléiques, cette période de l'année est traditionnellement calme en termes de transactions. Les acteurs attendent l'arrivée des nouveaux volumes. Le futur du corridor en mer Noire pèsera aussi sur le cours des tourteaux, l'Ukraine et la Russie étant de grands producteurs. La disponibilité mondiale est dépendante de la capacité d'export de ces deux pays.

Evolution des cours des tourteaux de soja et de colza

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après sources diverses

